M. MARZAC
ET
G. LA-MY
AVOCATS
CASABLANCA

EMPIRE CHÉRIFIEN

Protectorat de la République Française
AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	ÉDITION
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an...	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois...	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an...	1.350 »	2.700 »
	6 mois...	900 »	1.800 »
Étranger	Un an...	2.300 »	4.000 »
	6 mois...	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs,
indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

Avis. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Première ou deuxième partie 35 fr.
Édition complète 55 fr.

Années antérieures :
Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
90 francs

(Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'Agence Havas Marocaine, 120, rue de l'Aviation-Française, Casablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Juridictions françaises au Maroc.

Dahir du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) modifiant le dahir du 1^{er} septembre 1920 (17 hija 1338) sur le fonctionnement et le service intérieur des juridictions françaises au Maroc 1025

Salaires minimum.

Dahir du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) modifiant le dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) relatif au salaire minimum des ouvriers et employés 1025

Formations antituberculeuses.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) relatif aux prix de remboursement de la journée d'hospitalisation dans les formations antituberculeuses provisoires du Protectorat 1025

Mahia.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) abrogeant l'arrêté viziriel du 11 décembre 1948 (9 safar 1368) exonérant de la taxe intérieure de consommation sur l'alcool la mahia produite dans les ateliers publics de distillation 1026

Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952 exonérant la mahia de la taxe de consommation instituée au profit de l'Office de la famille française par l'arrêté résidentiel du 24 mai 1947. 1026

Législation du travail. — Vérification des installations électriques.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 11 juillet 1952 modifiant l'arrêté directorial du 2 janvier 1952 déterminant les conditions d'agrément pour la vérification des installations électriques 1026

Accidents du travail. — Frais médicaux.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 18 juillet 1952 modifiant l'arrêté directorial du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail 1026

Écoulement des vins de la récolte 1951 (7^e tranche).

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 18 juin 1952 relatif à l'écoulement des vins de la récolte 1951 (7^e tranche) 1027

Chasse.

Arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux et forêts, du 28 juin 1952 portant ouverture, clôture et réglementation spéciale de la chasse et créant des réserves pendant la saison 1952-1953 1027

TEXTES PARTICULIERS

Ifrane. — Echange de terrains.

Dahir du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) déclassant du domaine public une partie de l'aérodrome d'Ifrane et autorisant un échange de terrains 1085

Agadir. — Acquisition de terrain.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) autorisant l'acquisition par la ville d'Agadir d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier 1035

Casablanca. — Abattoir municipal à volailles.

Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) déclarant d'utilité publique la construction, à Casablanca, d'un abattoir municipal à volailles, et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cet effet 1036

Mogador. — Délimitation d'un flot d'aménagement.

Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) portant délimitation d'un flot d'aménagement dans la zone périphérique de la ville de Mogador 1036

GL 1/4

El-Kelâa-des-Srarhna. — Délimitation d'immeubles collectifs.	
Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) ordonnant la délimitation de vingt-deux (22) immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Oulad Khallouf et Oulad Yagoub (circonscription d'El-Kelâa-des-Srarhna)	1036
Tiznit. — Classement des gravures rupestres.	
Arrêté viziriel du 17 juin 1952 (24 ramadan 1371) classant les gravures rupestres de Tiiggane et du jbel Feggousat (territoire de Tiznit)	1037
Défenseur agréé près les juridictions makhzen.	
Arrêté viziriel du 17 juin 1952 (24 ramadan 1371) portant nomination d'un défenseur agréé près les juridictions makhzen	1038
Rabat, Meknès. — Bureaux d'assistance judiciaire.	
Arrêté résidentiel du 18 juillet 1952 portant désignation de délégués du Commissaire résident général près des bureaux d'assistance judiciaire	1038
Hydraulique.	
Arrêté du directeur des travaux publics du 7 juillet 1952 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société des wolfram du Zguit, à El-Karil	1038
Arrêté du directeur des travaux publics du 17 juillet 1952 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans le canal du Foukroun, au profit de M ^{me} Golosio, demeurant rive droite du Sebou, à Port-Lyautey	1038
Port de Casablanca. — Taxes.	
Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952 modifiant les taux des taxes d'usage applicables dans le port de Casablanca	1038
Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952 modifiant les taxes de péage applicables dans le port de Casablanca	1045
Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952 modifiant les taux des taxes applicables à la halle au poisson du port de Casablanca	1046
Sidi-Slimane. — Lutte contre les parasites des plantes.	
Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 19 juin 1952 modifiant l'arrêté du directeur des affaires économiques du 1 ^{er} juin 1939 portant constitution de l'Association syndicale de lutte contre les parasites des plantes de Sidi-Slimane	1047
Port d'Agadir.	
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2067, du 6 juin 1952, page 825	1047

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Direction de l'Intérieur.	
Arrêté résidentiel du 21 juillet 1952 complétant les arrêtés résidentiels réglementant les examens professionnels de fin de stage des interprètes et des commis d'interpréariat de la direction de l'Intérieur	1047
Direction des travaux publics.	
Arrêté du directeur des travaux publics du 8 juillet 1952 portant ouverture de concours pour l'accession aux grades de sténodactylographes, dactylographes et dames employées	1047

Direction de l'agriculture et des forêts.	
Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) portant règlement provisoire de la situation des professeurs de l'école marocaine d'agriculture	1048
Direction du commerce et de la marine marchande.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 29 avril 1952 modifiant l'arrêté directeur du 18 mai 1948 fixant le statut du personnel européen et marocain embarqué sur les bâtiments garde-pêche du service de la marine marchande et des pêches maritimes	1048
Direction de l'Instruction publique.	
Arrêté viziriel du 9 juillet 1952 (16 chaoual 1371) fixant les taux des allocations attribuées aux maîtres de conférences de l'enseignement supérieur	1049
Direction de la santé publique et de la famille.	
Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) fixant l'échelonnement indiciaire du cadre des assistantes sociales de la direction de la santé publique et de la famille	1049
Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) portant modification de l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques	1050
Trésorerie générale.	
Arrêté du trésorier général du Protectorat du 30 juin 1952 ouvrant un concours spécial pour six emplois de stagiaire du Trésor	1051
Arrêté du trésorier général du Protectorat du 15 juillet 1952 ouvrant un concours interne pour neuf emplois d'agent de recouvrement	1051
Arrêté du trésorier général du Protectorat du 15 juillet 1952 ouvrant un concours externe pour neuf emplois d'agent de recouvrement	1051

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions	1051
Honorariat	1057
Admission à la retraite	1057
Remise de débet	1057

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour l'emploi de stagiaire du Trésor	1057
Avis de concours pour l'emploi d'agent de recouvrement du Trésor (concours interne)	1057
Avis de concours pour l'emploi d'agent de recouvrement du Trésor (concours externe)	1057
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	1057
Renouvellement de l'accord franco-indonésien	1058
Avis de l'Office marocain des changes relatif aux modalités de règlement des produits pétroliers livrés aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc	1059
Avis de l'Office marocain des changes relatif aux modalités de règlement des charbons de soute livrés aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc	1059

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) modifiant le dahir du 1^{er} septembre 1920 (17 hija 1338) sur le fonctionnement et le service intérieur des juridictions françaises au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} septembre 1920 (17 hija 1338) sur le fonctionnement et le service intérieur des juridictions françaises au Maroc,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 4 du dahir du 1^{er} septembre 1920 (17 hija 1338) sur le fonctionnement et le service intérieur des juridictions françaises au Maroc est ainsi modifié :

« Article 4. — Le premier président adresse aux présidents des « diverses juridictions toutes instructions, tous règlements d'ordre « intérieur, autres que ceux qui doivent être arrêtés par lesdites « juridictions, conformément à l'article 12.

« Il prend toutes mesures utiles à la bonne expédition des affaires et au fonctionnement des services de l'interprétariat et des « secrétariats, le procureur général exerçant de son côté, sur ces « derniers, la surveillance qui lui est spécialement attribuée par « l'article 29 du dahir sur la procédure civile, ainsi que celle qui se « rattache aux actes relatifs à l'exercice de l'action publique. Le « premier président et le procureur général assurent le recrutement « et la discipline des agents des secrétariats et de l'interprétariat « dans les conditions déterminées par les textes spéciaux sur ces « matières.

« Le premier président..... »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 11 ramadan 1371 (4 juin 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juillet 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Dahir du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) modifiant le dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) relatif au salaire minimum des ouvriers et employés.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) relatif au salaire minimum des ouvriers et employés, modifié par les dahirs des 1^{er} septembre 1937 (24 joumada II 1356) et 23 juin 1938 (24 rebia II 1357),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le quatrième alinéa de l'article 2 du dahir susvisé du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — (4^e alinéa.) Les bordereaux régionaux de salaires « minima ainsi établis seront affichés au siège de la région. Avis « de cet affichage sera publié dans la presse locale à la diligence du « chef de région. »

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1371 (16 juin 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 juillet 1952.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) relatif aux prix de remboursement de la journée d'hospitalisation dans les formations antituberculeuses provisoires du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 15 mars 1926 (3^{er} ramadan 1344) érigeant en direction le service de la santé et de l'hygiène publiques et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté viziriel du 17 février 1951 (10 joumada I 1370) relatif aux prix de remboursement de la journée d'hospitalisation dans les formations antituberculeuses provisoires du Protectorat;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille et après avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du premier jour du mois suivant la date de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel*, les prix de remboursement de la journée d'hospitalisation des malades traités dans les formations antituberculeuses provisoires d'Azrou sont fixés comme il suit :

Première catégorie (malades payants soignés sur leur demande en chambre particulière)	1.200 francs
Deuxième catégorie (malades payants n'ayant pas demandé à être placés en première catégorie et malades soignés aux frais de l'Etat ou des municipalités)	1.000 —

ART. 2. — Les malades de la première catégorie doivent payer en outre les suppléments ci-après :

100 francs par jour pour le traitement médical ou chirurgical;

Examens et traitements électroradiologiques, analyses biochimiques, traitements spéciaux (antibiotiques) : tarif chérifien des accidents du travail;

Transfusions sanguines, fournitures de sang et de plasma sanguin, spécialités pharmaceutiques : tarif fixé par le directeur de la santé publique et de la famille.

ART. 3. — Le directeur des finances et le directeur de la santé publique et de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui abroge et remplace l'arrêté viziriel susvisé du 17 février 1951 (10 joumada I 1370).

Fait à Rabat, le 11 ramadan 1371 (4 juin 1952).

MOHAMMED EL HAJOUJ,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) abrogeant l'arrêté viziriel du 11 décembre 1948 (9 safar 1368) exonérant de la taxe intérieure de consommation sur l'alcool la mahia produite dans les ateliers publics de distillation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 2 juin 1916 (30 rejeb 1334) sur le régime de l'alcool, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 2 octobre 1917 (15 hija 1335) conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne l'alcool,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté viziriel du 11 décembre 1948 (9 safar 1368) exonérant de la taxe intérieure de consommation instituée sur les alcools par l'article 2 du dahir susvisé du 2 juin 1916 (30 rejeb 1334) la mahia produite dans les ateliers publics de distillation et répondant à la définition donnée par l'arrêté viziriel du 24 octobre 1929 (6 rebia II 1344).

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} août 1952.

Fait à Rabat, le 11 ramadan 1371 (4 juin 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 juillet 1952.

*Pour le Commissaire résident général
et par délégation,*

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

J. DE BLESSON.

Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952 exonérant la mahia de la taxe de consommation instituée au profit de l'Office de la famille française par l'arrêté résidentiel du 24 mai 1947.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu le dahir du 2 juin 1916 sur le régime de l'alcool et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 mars 1941 instituant l'Office de la famille française, modifié et complété par les dahirs du 24 mai 1947 et du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 24 mai 1947 instituant une taxe de consommation sur les vins de liqueurs, mistelles, apéritifs, eaux-de-vie et spiritueux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est exonérée de la taxe de consommation instituée par l'arrêté résidentiel susvisé du 24 mai 1947 sur les vins de liqueurs, mistelles, apéritifs, eaux-de-vie et spiritueux, la mahia produite dans les ateliers publics de distillation et répondant à la définition donnée par l'arrêté viziriel du 24 octobre 1929.

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} août 1952.

Rabat, le 11 juillet 1952.

*Pour le Commissaire résident général
et par délégation,*

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

J. DE BLESSON.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 11 juillet 1952 modifiant l'arrêté directeur du 2 janvier 1952 déterminant les conditions d'agrément pour la vérification des installations électriques.

LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu l'arrêté viziriel du 28 juin 1938 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;

Vu l'arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 2 janvier 1952 déterminant les conditions d'agrément pour la vérification des installations électriques,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté directeur susvisé du 2 janvier 1952 est modifié ainsi qu'il suit :

« *Article premier.* — La vérification des installations électriques prévue par l'article 37 bis de l'arrêté viziriel susvisé du 28 juin 1938, modifié par l'arrêté viziriel du 28 décembre 1951, est effectuée par des personnes ou par des organismes préalablement agréés dans les conditions suivantes, lorsqu'il est procédé à cette vérification sur mise en demeure des agents chargés de l'inspection du travail en conformité des prescriptions du 3^e alinéa dudit article 37 bis.

« Ces personnes ou organismes sont agréés par décision du directeur du travail et des questions sociales pour une période de deux ans renouvelable. »

Rabat, le 11 juillet 1952.

*Pour le directeur du travail
et des questions sociales et par délégation,
Le directeur adjoint,*

LANCRE.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 18 juillet 1952 modifiant l'arrêté directeur du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail.

LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu l'arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail, modifié par les arrêtés des 16 mars 1948, 11 janvier 1949 et 21 octobre 1950 ;

Après avis de la commission tripartite réunie à Rabat, le 4 juin 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La lettre clé A.M. mentionnée au premier alinéa du paragraphe 1^o de l'article 2 de l'arrêté susvisé du 23 août 1947, sa définition et sa cote sont modifiées ainsi qu'il suit :

« A.M.I. Actes pratiqués par l'infirmier ou l'infirmière. 120
« A.M.M. Actes pratiqués par le masseur ou le kinésithérapeute 130 »

ART. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 2 de l'arrêté précité du 23 août 1947 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'honoraire des actes en K dont le coefficient est supérieur à 20 comprend, en sus de la valeur propre de l'acte, celle de l'anesthésie, de l'aide opératoire et des soins consécutifs éventuels pendant une durée maximum de vingt jours. Dans tous les cas, les fournitures, les pansements usuels et les médicaments courants sont compris dans le prix de la journée. Si, pour effectuer une opération, le chirurgien loue une salle d'opération mise à sa disposition par une clinique privée, le chirurgien est en droit de réclamer le montant de cette location ; à cet effet, la valeur de la lettre clé K est augmentée de 30 et ce total est multiplié

« par le coefficient de l'acte résultant de la nomenclature générale des actes professionnels visée à l'article premier. »

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} août 1952.

Rabat, le 18 juillet 1952.

Pour le directeur du travail
et des questions sociales et par délégation,
Le directeur adjoint,

LANGRE.

**Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 18 juin 1952
relatif à l'écoulement des vins de la récolte 1951 (7^e tranche).**

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 novembre 1951 fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1951,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais, en vue d'être livrée à la consommation, à compter du 20 juin 1952, la septième tranche de vin de la récolte 1951, égale au dixième du volume de leur vin libre, chaque récoltant pouvant expédier un minimum de 200 hectolitres.

ART. 2. — Le chef du bureau des vins et alcools est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 18 juin 1952.

FORESTIER.

**Arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux et forêts, du
28 juin 1952 portant ouverture, clôture et réglementation spéciale
de la chasse et créant des réserves pendant la saison 1952-1953.**

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL, CHEF DE LA DIVISION DES
EAUX ET FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du chef de la division des eaux et forêts du 6 août 1949 portant réglementation permanente de la chasse et les arrêtés qui l'ont modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant les périodes d'ouverture indiquées ci-après et en dehors des zones où la chasse est interdite, celle-ci peut être exercée dans les conditions fixées par le dahir du 21 juillet 1923 et l'arrêté du 6 août 1949 portant réglementation permanente de la chasse, susvisés, ainsi que par le présent arrêté.

A. — PÉRIODES D'OUVERTURE.

ART. 2. — L'ouverture de la chasse pour le gibier de toute espèce, sauf le sanglier, est fixée, sur le territoire de la zone française de l'Empire chérifien, au dimanche 14 septembre 1952, au lever du soleil, sous réserve de l'exception prévue à l'article 5 ci-après.

La chasse de tout gibier sédentaire, sauf les exceptions prévues à l'article 7 de l'arrêté réglementaire permanent susvisé et aux articles 3, 4, 5 et 7 du présent arrêté, sera close à partir du dimanche 11 janvier 1953, au coucher du soleil.

Pendant la période d'ouverture fixée ci-dessus, la chasse n'est permise que les mardi, jeudi et dimanche, ainsi que les jours fériés et jours de célébration officielle des fêtes musulmanes (Achoura, Aid-es-Serhir, Aid-el-Kebir, Mouloud et Fête du Trône).

ART. 3. — Est exceptionnellement autorisée jusqu'au dimanche 8 mars 1953, au coucher du soleil, et pendant tous les jours de la semaine à partir du lundi 12 janvier 1953, la chasse du lapin, des gibiers d'eau et de passage énumérés ci-après : bécasses, bécassines, cailles, canards, chevaliers, courlis, foulques, gangas, grèbes, grives, merles, macreuses, oies, pigeons sauvages, tourterelles, plongeurs, pluviers, poules d'eau, râles divers, sarcelles et vanneaux, ainsi que celle des alouettes et animaux nuisibles énumérés à l'article 5 de l'arrêté susvisé du 6 août 1949.

ART. 4. — La chasse du sanglier est autorisée du dimanche 9 novembre 1952, au lever du soleil, jusqu'au dimanche 8 mars 1953, au coucher du soleil.

Toutefois, pendant cette période, la chasse de cette espèce n'est permise que les jeudi, dimanche et jours fériés.

En outre, pendant la période du 9 novembre 1952 au 11 janvier 1953 inclus, la chasse du sanglier ne peut être pratiquée qu'individuellement ; pendant la période du 12 janvier au 8 mars 1953 inclus, en battue seulement.

La chasse du mouflon, autorisée du 14 septembre 1952, au lever du soleil, jusqu'au 8 mars 1953, au coucher du soleil, est soumise aux restrictions prévues aux deux alinéas précédents, le début de la période de chasse individuelle étant toutefois fixé au 14 septembre 1952.

La chasse de la gazelle, autorisée durant la même période sur le territoire des régions d'Agadir et d'Oujda, ne peut être pratiquée qu'individuellement. La chasse à courre, y compris la simple poursuite à cheval sans chien, ou en battue, de cette espèce est interdite.

ART. 5. — Dans l'île de Mogador, la chasse du lapin n'est autorisée que du 14 janvier 1953, au lever du soleil, jusqu'au dimanche 30 juin 1953, au coucher du soleil.

B. — RÉGLEMENTATION SPÉCIALE POUR LA SAISON 1952-1953.

ART. 6. — Les autorisations spéciales de chasse particulière en battue du sanglier et du mouflon, visées à l'article 6 de l'arrêté susvisé du 6 août 1949, sont délivrées par le chef de région ou son délégué.

Le montant de la redevance prévue au même article est fixé à 500 francs.

Les demandes de battue, accompagnées d'un mandat-poste de ladite somme au nom du percepteur dans le ressort duquel se trouve la circonscription forestière intéressée, doivent parvenir à l'autorité désignée au premier alinéa du présent article, quinze jours au moins et un mois au plus avant la date fixée pour ces battues.

Tout chasseur ayant déjà obtenu une autorisation de chasse en battue est primé dans la répartition des battues restantes par les chasseurs qui n'ont pas encore obtenu d'autorisation semblable et qui ont présenté leur demande dans les délais réglementaires ci-dessus indiqués. L'attribution des battues a lieu le dixième jour qui précède la date fixée pour les battues.

Nonobstant la disposition prévue à l'alinéa précédent, en cas de concurrence de plusieurs listes de chasseurs, priorité est donnée à celle ne comprenant aucun chasseur ayant déjà participé, depuis l'ouverture de la chasse, à quatre battues ou plus sur le territoire de la région administrative intéressée, ou à celle qui en comprend le plus petit nombre.

ART. 7. — Les espèces qui, en dehors des sangliers, peuvent faire l'objet des mesures de destruction prévues à l'article 7 de l'arrêté réglementaire permanent sont les mouflons et les lapins.

ART. 8. — Le nombre maximum de pièces de gibier sédentaire (lièvre ou perdreau) qu'un chasseur peut abattre au cours d'une même journée de chasse est fixé à dix, dont au maximum deux lièvres.

Pendant toute la saison de chasse, il est en outre permis à un chasseur d'abattre cinq lapins par journée de chasse.

Pendant la période de chasse individuelle, pour le sanglier et le mouflon, et pendant toute la période d'ouverture, pour la

gazelle, un chasseur ne peut abattre plus d'une bête de ces espèces par journée de chasse.

ART. 9. — La mise en vente, la vente et l'achat des perdreaux, lièvres et sangliers sont interdits, sous quelque forme que ce soit.

Cette interdiction s'étend à la détention de gibier de ces espèces dans les lieux visés à l'article 10 bis du dahir susvisé du 21 juillet 1923.

ART. 10. — Le prix de la licence pour chasser dans les parties non louées ou non mises en réserve des forêts soumises au régime forestier de la zone française du Maroc, est fixé à 650 francs.

La demande de licence doit être accompagnée du permis de chasse du pétitionnaire ou d'une attestation fournie par l'autorité qui l'a délivré; d'un mandat de 652 francs au nom du percepteur et d'un mandat de 40 ou 90 francs (1) (frais de timbre de dimension et, éventuellement, d'envoi) au nom du chef de la circonscription forestière, ou de cette dernière somme en espèces.

Le prix de la licence journalière exceptionnelle est fixé à 50 francs pour une battue aux sangliers et à 200 francs pour une battue aux mouffions.

ART. 11. — Sont interdits :

1° Sur toute l'étendue de la zone française de l'Empire chérifien, la chasse de la panthère, du lynx caracal, de la gazelle (sauf, pour cette dernière, sur le territoire des régions d'Agadir et d'Oujda), du cerf, de toutes les espèces d'outardes (sauf la canepetière ou poule de Carthage), du francolin, de la perdrix chukar, de la pintade sauvage, du faisán ;

2° La chasse du sanglier dans toute l'étendue de la forêt domaniale de la Mamora (circonscriptions forestières de Salé et Port-Lyautey).

Toutefois, nonobstant les dispositions du paragraphe 1° ci-dessus, dans les régions où les gazelles, en raison de leur nombre, causent d'importants dommages aux récoltes ou aux boisements en régénération, des autorisations individuelles de destruction peuvent être accordées par le service forestier (sur proposition des autorités locales de contrôle pour les terrains particuliers) aux propriétaires ou possesseurs de terrains dévastés.

Le transport, le colportage et la mise en vente des dépouilles de gazelles tuées dans les conditions ci-dessus, sont subordonnés à la présentation d'un certificat de l'autorité de contrôle attestant leur origine.

L'interdiction prévue au présent article concernant les panthères ne fait pas obstacle à la destruction des bêtes de cette espèce qui constitueraient un danger pour les humains ou les animaux domestiques. Toutefois, sauf cas de danger ou dommage actuel ou imminent, seule l'autorité régionale, ou son délégué, est qualifiée pour autoriser ladite destruction, après avis conforme du service forestier régional ou local.

Quiconque a tué une panthère en vertu des dispositions prévues à l'alinéa précédent doit, s'il veut conserver la propriété de la dépouille de l'animal, acquitter au profit du Trésor une redevance dont le montant est fixé à 30.000 francs.

Cette redevance est versée à la caisse du percepteur dont relève la circonscription forestière locale, au vu d'un titre de recouvrement établi par cette dernière.

Si l'intéressé refuse d'acquitter dans le délai fixé par le titre de recouvrement, ladite redevance, la dépouille de la panthère tuée devient la propriété de l'Etat ; elle est vendue au profit du Trésor suivant les règles de cession des produits du domaine.

Le transport ou la mise en vente des dépouilles de panthères est subordonné à la présentation d'un permis de colportage délivré par le représentant de l'administration des eaux et forêts le plus voisin constatant que la redevance prévue ci-dessus a été acquittée. Les dépouilles de panthères transportées ou mises en vente sans permis sont saisies et vendues comme il est dit ci-dessus.

C. — RÉSERVES.

ART. 12. — En vue de la reconstitution du gibier et par application de l'article 4 du dahir susvisé du 21 juillet 1923, il est créé,

(1) 40 francs, si la licence est retirée à la circonscription, 90 francs, si elle doit être envoyée par la poste.

en plus des réserves permanentes prévues à l'article 10 de l'arrêté réglementaire permanent; les réserves ci-après où la chasse de tout gibier est interdite durant la saison 1952-1953 :

RÉGION DE RABAT.

I. — CIRCONSCRIPTION DE RABAT-BANLIEUR.

Quatre réserves :

La première, *permanente*, constituée par la partie de la forêt domaniale de Temara, limitée : au nord-est, par la tranchée B, et, au sud-ouest, par la piste muletière de Temara à Aïn-Hallouf ;

La deuxième, *permanente*, limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 2552, du point où il traverse l'oued Er-Rouida jusqu'au carrefour qu'il forme avec la route secondaire n° 208, de Sidi-Yahya-des-Zaër à Sidi-Bettache, et avec le chemin tertiaire n° 2583, qui double à l'est la route n° 208 en passant par le bled Ech-Chtob ; à l'est, par le chemin n° 2583, depuis le carrefour désigné ci-dessus jusqu'au point où il rejoint la route n° 208 ; au sud-est, par le chemin prolongeant, au-delà de la route n° 208, le chemin n° 2583, depuis la route n° 208 jusqu'au point où ce chemin traverse le ravin dit « Chabèt-es-Skeïna » ; à l'ouest, par ce ravin, du point où il est traversé par le chemin formant limite sud-est, en amont, jusqu'à son confluent avec l'oued Sidi-Serrakh, en aval, puis par cet oued jusqu'à son confluent avec l'oued Er-Rouida, ensuite par ce dernier jusqu'au point où il est traversé par le chemin tertiaire n° 2552 ;

La troisième, *permanente*, constituée par la partie de la forêt domaniale des Beni-Abid, située à l'est de la route secondaire n° 208, de Sidi-Yahya-des-Zaër à Sidi-Bettache, et au nord de la route secondaire n° 106, de Khemissèt à Casablanca (cette réserve se prolonge au sud par la première réserve de la circonscription de Marchand) ;

La quatrième, limitée : au nord, par l'Océan Atlantique, de l'embouchure de l'oued Rhebar à l'embouchure de l'oued Cherrate ; à l'est, par ce dernier, depuis son embouchure jusqu'au pont de la route principale n° 1, de Casablanca à l'Algérie ; au sud, par ladite route, du pont sur l'oued Cherrate jusqu'au point où elle traverse l'oued Rhebar ; à l'ouest, par ce dernier, de ce point à son embouchure (cette réserve se prolonge vers l'est et le sud-est par la réserve permanente constituée par le périmètre de reboisement dit « du Cherrate »).

II. — CIRCONSCRIPTION DE MARCHAND.

Quatre réserves :

La première, *permanente*, constituée par la partie de la forêt domaniale des Beni-Abid, située à l'est du chemin tertiaire n° 2559 allant de Sidi-Bettache à El-Khetouate par Bir-el-Mekki et au sud de la route secondaire n° 106, de Casablanca à Khemissèt (cette réserve prolonge au sud la troisième réserve, décrite ci-dessus, de la circonscription de Rabat-banlieue) ;

La deuxième, limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 2617 reliant, par la maison forestière d'Aïn-Guernouche, le chemin tertiaire n° 2579, de Sibara à la route principale n° 22, de Rabat au Tadla, à ladite route n° 22 ; à l'est et au sud, par cette route jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2579 allant à Sibara ; à l'ouest, par ce dernier chemin jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2617 précité (cette réserve se prolonge à l'est par la réserve permanente constituée par le périmètre de reboisement de Christian) ;

La troisième, qui empiète à l'est sur le territoire du cercle des Zemmour (annexe de Tedders), limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 2589, allant de la route n° 22, de Rabat au Tadla, à Souk-et-Tleta-de-Moulay-Idriss-Arhhbal, du point où il traverse l'oued Grou jusqu'à ce centre, puis par le ravin dit « Chabèt-Moulay-Idriss », de Moulay-Idriss-Arhhbal à son confluent avec l'oued Bou-Regreg ; à l'est, par ledit oued depuis ce confluent, en aval, jusqu'au pont de la route n° 106, de Khemissèt à Casablanca, en amont ; au sud, par cette route, du pont de l'oued Bou-Regreg au point où elle traverse à gué l'oued Grou ; à l'ouest, par ce dernier depuis le gué de la route n° 106, en amont, jusqu'au point où il est traversé par le chemin tertiaire n° 2589 précité, en aval (cette réserve se prolonge à l'est au-delà de l'oued Bou-Regreg par la troisième réserve dite « réserve permanente de Sidi-Zemri » du cercle des Zemmour) ;

La quatrième, limitée : au nord, par l'oued Mechrâ depuis son confluent avec l'oued Koriffa jusqu'au point où il est coupé par une piste allant de Lalla-Regraga à Sidi-Boujouda ; à l'est, par ladite piste depuis ce point jusqu'à Lalla-Regraga où elle rejoint la route secondaire n° 218, de Merchouche à la route n° 22, de Rabat au Tadla, puis par la route n° 218 jusqu'au lieu dit « Souk-et-Tleta », où elle traverse la route secondaire n° 106, de Khemissèt à Casablanca ; au sud, par cette dernière depuis Souk-et-Tleta jusqu'au pont sur l'oued Koriffa ; à l'ouest, par cet oued, du pont de la route n° 106, en amont, à son confluent avec l'oued Mechrâ, en aval.

III. — CIRCONSCRIPTION DE SALÉ.

Quatre réserves :

La première, dite « Réserve permanente de Sidi-Azzouz », constituée par la partie de la forêt domaniale des Schoul, limitée : au nord et à l'est, par le périmètre forestier, du point où la route secondaire n° 204, de Rabat à Moulay-Idriss-Arhal, entre en forêt jusqu'à la borne n° 48 ; au sud, par la piste carrossable allant de la borne n° 48 à la borne n° 126, puis par le périmètre de la forêt de la borne n° 126 à la borne n° 134, où la route n° 204 sort de la forêt ; au sud-ouest, par cette route, de cette borne jusqu'au point où elle pénètre en forêt visé ci-dessus ;

La deuxième, dite « Réserve permanente d'Aïn-Kechba », qui empiète au sud-est sur le territoire de la circonscription de Marchand, constituée par la partie de la forêt domaniale des Schoul dite « canton de l'Aïn-Kechba », située entre la piste carrossable de Sidi-Azzouz à Moulay-Idriss-Arhal prolongeant la route secondaire n° 204 et la piste allant de Sidi-Mohammed-Fahar à Moulay-Idriss-Arhal, qui la double au nord ;

La troisième, dite « Réserve permanente de Sidi-Amira », constituée par la partie de la forêt domaniale de la Mamora, limitée : au nord, par la tranchée A2, du point où elle coupe la tranchée A au point où elle coupe la piste allant de l'oued Fouarate à la route principale n° 1, de Casablanca à l'Algérie ; à l'est, par cette piste, de la tranchée A2 à la route principale n° 1 ; au sud, par cette route, du point où aboutit la piste formant limite est, jusqu'à l'embranchement de la piste allant à la maison forestière de Sidi-Amira ; à l'ouest, par cette dernière piste, de la route n° 1 à la maison forestière, puis par la tranchée A, de la maison forestière jusqu'à sa rencontre avec la tranchée A2.

La quatrième, constituée par la partie de la forêt domaniale de la Mamora, limitée : au nord-est, par la tranchée centrale, depuis le point où elle pénètre en forêt jusqu'à la maison forestière de Bled-Dendoun ; à l'est, par la tranchée A, de cette maison forestière jusqu'à l'embranchement d'une piste allant à Sidi-Boudaoud ; au sud, par cette piste jusqu'à sa sortie de forêt ; à l'ouest, par le périmètre de la forêt, depuis ce point de sortie jusqu'à la tranchée centrale (cette réserve se prolonge au nord par la troisième réserve créée sur le territoire de Port-Lyautey, ci-après décrite).

Nota. — En outre la septième réserve du cercle des Zemmour, décrite ci-après, empiète sur le territoire de la circonscription de Salé.

IV. — CERCLE DES ZEMMOUR.

Neuf réserves :

La première, dite « Réserve permanente de Monod », qui empiète au sud-ouest sur le territoire de la circonscription de Salé, constituée par le triangle de la forêt domaniale de la Mamora, limitée : au nord-est, par la route principale n° 29, de Port-Lyautey à Monod, depuis la tranchée B jusqu'à la route principale n° 1, de Meknès à Rabat ; au sud, par cette dernière route jusqu'à la tranchée B ; au nord-ouest, par ladite tranchée jusqu'à la route n° 29, de Port-Lyautey à Monod (cette réserve se prolonge vers le sud et le sud-est, sur les territoires de la circonscription de Salé et du cercle des Zemmour, par la septième réserve du cercle des Zemmour, ci-après décrite) ;

La deuxième, dite « Réserve permanente d'El-Kansera-du-Beth », constituée par la totalité de la forêt domaniale d'El-Kansera-du-Beth ;

La troisième, dite « Réserve permanente de Sidi-Zemri », limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 2590, de Moulay-Idriss-Arhal à Tiffèt, du point où il traverse l'oued Bou-Regreg jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2571 ; à l'est, par ce dernier jusqu'au point de départ d'un sentier conduisant à l'oued Bou-

Regreg par les marabouts de Sidi-Sedira et de Sidi-Abed ; au sud, par ce sentier, jusqu'à l'oued Bou-Regreg ; à l'ouest, par l'oued Bou-Regreg, du point où aboutit le sentier précité, en amont, jusqu'au point de rencontre avec le chemin tertiaire n° 2590, en aval (cette réserve prolonge vers l'est, au-delà de l'oued Bou-Regreg, la troisième réserve de la circonscription de Marchand, ci-dessus décrite) ;

La quatrième, dite « Réserve permanente de Camp-Bataille », limitée : au nord-est, par la route principale n° 1, de Casablanca à l'Algérie, par Rabat et Meknès, de l'embranchement du chemin tertiaire n° 2534 allant à Camp-Bataille jusqu'au pont sur l'oued Beth ; à l'est, par cet oued de ce pont, en aval, au gué du chemin tertiaire n° 2534, en amont ; au sud, par ce dernier chemin, du gué de l'oued Beth jusqu'à sa rencontre avec la route principale n° 1 (cette réserve englobe une partie de la réserve permanente constituée par le périmètre de reboisement dit « de l'oued Beth » qui la prolonge vers le nord-est et l'est) ;

La cinquième, dite « Réserve permanente de Kasbèt-Harira », limitée : au nord-est, par le chemin tertiaire n° 2572, de Khemissèt à Ouljèt-Soltane, de l'embranchement de la piste de la plâtrière, à proximité du marabout de Sidi-Mi, jusqu'à son intersection, à 500 mètres au nord de la maison forestière de Kasbèt-Harira, avec une piste muletière desservant la plâtrière ; au sud, par cette piste muletière jusqu'à la plâtrière ; à l'ouest, par la piste de la plâtrière jusqu'à sa rencontre avec le chemin tertiaire n° 2572 ;

La sixième, dite « Réserve permanente de Bou-Ouchchane », constituée par la totalité du canton forestier de Bou-Ouchchane en cours de reboisement ;

La septième, qui empiète à l'ouest sur le territoire de la circonscription de Salé, limitée : au nord, par la route principale n° 1, de Casablanca à l'Algérie, par Rabat et Meknès, de son croisement avec la tranchée B de la forêt domaniale de la Mamora jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2530 conduisant aux mines de Khaloua ; à l'est, par ce chemin, de cet embranchement jusqu'aux mines de Khaloua, au bord de l'oued Bou-Regreg ; au sud, par cet oued, des mines de Khaloua, en amont, au pont de la route secondaire n° 228, en aval, lieu dit « Dar-es-Soltane » ; à l'ouest, par cette route, de ce pont jusqu'à la rencontre de la route avec le périmètre de la forêt de la Mamora, par ce périmètre jusqu'à la tranchée B, puis par celle-ci jusqu'à la route principale n° 1 (cette réserve prolonge au sud et au sud-est la première réserve du cercle des Zemmour, ci-dessus décrite) ;

La huitième, limitée : à l'est, par le chemin tertiaire n° 2572, de Khemissèt à Ouljèt-Soltane, depuis son embranchement sur la route secondaire n° 106, de Khemissèt à Casablanca, jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2572 bis, puis ce dernier, de cet embranchement jusqu'à celui du chemin tertiaire n° 2570, de Tagnelmane à Souk-éj-Jemâa-des-Haouderrane ; au sud, par ce dernier chemin jusqu'à ce centre où il rejoint la route secondaire n° 106 ; à l'ouest et au nord-ouest, par ladite route, de l'embranchement du chemin n° 2570 à l'embranchement du chemin n° 2572 ;

La neuvième, limitée : au nord, par la route secondaire n° 209, de Tiffèt à Oulmès-contrôle, depuis l'embranchement de la route desservant Oulmès-les-Thermes jusqu'à son terminus à Oulmès-contrôle, puis par le chemin tertiaire n° 2514 qui prolonge la route n° 209, d'Oulmès-contrôle à Mrirt, jusqu'à la naissance du ravin dit « Chabèt-Ichchou-Amellal », près de la maison forestière de Tifourhaline (borne n° 57 du périmètre de la forêt domaniale de Tifourhaline) ; à l'est, par ce ravin jusqu'à son confluent avec l'oued Aguenour ; au sud, par ledit oued de ce confluent, en amont, jusqu'à la source thermale d'Oulmès-les-Thermes, en aval ; à l'ouest, par la piste dite « du téléphérique » conduisant de la source thermale à l'agglomération d'Oulmès-les-Thermes, puis par la route rejoignant, au lieu dit « Sidi-el-Mekhfi », la route n° 209 (cette réserve se prolonge au sud par la première réserve du cercle de Khenifra, décrite ci-après).

V. — TERRITOIRE DE PORT-LYAUTEY.

Dix réserves :

La première (circonscription de Port-Lyautey-banlieue), dite « Réserve permanente de Sidi-Bourhaba », englobant la forêt domaniale de Sidi-Bourhaba, limitée : au nord, par l'oued Sebou, de

son embouchure à la limite du périmètre municipal de Port-Lyautey ; à l'est, par ce périmètre jusqu'à la route principale n° 2, de Tanger à Rabat, puis par cette route jusqu'à l'embranchement de la route n° 212 allant à Mehdiâ ; au sud, par cette dernière route, puis par le périmètre sud de la forêt de Sidi-Bourhaba ; à l'ouest, par le périmètre ouest de ladite forêt jusqu'à l'embouchure de l'oued Sebou (cette réserve se prolonge au sud par la troisième réserve du territoire de Port-Lyautey, décrite ci-après) ;

La deuxième (circonscription de Port-Lyautey-banlieue), dite « de Menasra III », limitée : au nord, par l'oued Mda (canal du Segmèt), depuis la merja Daoura jusqu'au chemin tertiaire n° 2420, de Souk-el-Had à Sidi-Aziza ; à l'est et au sud, par ledit chemin, de l'oued Mda à Souk-el-Had, puis par la route secondaire n° 206, de Souk-el-Had jusqu'à sa rencontre avec l'oued Foukroune ; à l'ouest, par ledit oued de la route n° 206 à l'embranchement du canal central de la merja de Sidi-Mhammed-ben-Mansour, puis par ce canal jusqu'à l'oued Mda (canal du Segmèt) ;

La troisième (circonscription de Port-Lyautey-banlieue), dite « de Sidi-Taïbi », limitée : au nord, par le périmètre municipal de la ville de Port-Lyautey, de la route principale n° 2 à la route secondaire n° 29, de Port-Lyautey à Monod ; à l'est, par cette route secondaire jusqu'à la tranchée A de la forêt de la Mamora, puis par ladite tranchée jusqu'à sa rencontre avec la tranchée centrale ; au sud, par cette dernière, de la tranchée A à la route principale n° 2 ; à l'ouest, par cette route, de la tranchée centrale jusqu'au périmètre municipal de Port-Lyautey (cette réserve prolonge vers le sud et le sud-ouest la réserve permanente de Sidi-Bourhaba ci-dessus décrite) ;

La quatrième (circonscription de Port-Lyautey-banlieue), dite « de Touazite I », limitée : au nord, par la route principale n° 3, de Port-Lyautey à Fès, de l'embranchement de la tranchée B de la forêt de la Mamora au pont de l'oued Smento ; à l'est, par cet oued, de ce pont jusqu'à la tranchée centrale de la forêt de la Mamora ; au sud, par cette tranchée, de l'oued Smento à l'embranchement de la tranchée B ; à l'ouest, par la tranchée B, de la tranchée centrale à la route principale n° 3 (cette réserve se prolonge au sud-ouest par la réserve permanente constituée par le périmètre de reboisement de Mechrâ-el-Kettane) ;

La cinquième (annexe de Sidi-Slimane), limitée : au nord, par la route principale n° 3, de Port-Lyautey à Fès, du pont de l'oued Touriza au pont de l'oued Beth ; à l'est, par l'oued Beth de ce pont, en aval, au confluent de l'oued Tarherest, en amont, puis par l'oued Tarherest de ce confluent, en aval, à sa rencontre avec la tranchée centrale de la forêt de la Mamora, en amont ; au sud, par cette tranchée, de l'oued Tarherest jusqu'à l'oued Saheb-el-Assel ; à l'ouest, par ce dernier oued de la tranchée centrale, en amont, à son confluent avec l'oued Touriza, en aval, puis par l'oued Touriza, jusqu'au pont de la route n° 3 (cette réserve se prolonge par les réserves permanentes constituées par les périmètres de reboisement de Sidi-Youssef, à l'est, de Dar-ben-Ahsine, au sud, et des Oulad-Hannoun, à l'ouest) ;

La sixième (circonscription d'Had-Kourt), limitée : au nord, par la limite administrative des territoires de Port-Lyautey et d'Ouezzane, du point où elle traverse la piste d'Had-Kourt à Souk-*ej-Jemâa-du-Rmel* au point où elle rencontre la route principale n° 28 ; à l'est, par cette route de ce dernier point jusqu'à Aïn-Defali ; au sud, par la route n° 213, d'Aïn-Defali à l'embranchement de la route secondaire n° 211 ; à l'ouest, par cette dernière route, de cet embranchement jusqu'à Had-Kourt, puis par la piste d'Had-Kourt à Souk-*ej-Jemâa-du-Rmel*, jusqu'à la limite administrative précitée (cette réserve, qui englobe le périmètre de reboisement d'Had-Kourt, se prolonge au nord par la troisième réserve du territoire d'Ouezzane, décrite ci-après) ;

La septième (circonscription d'Had-Kourt), limitée : au nord et à l'est, par la limite administrative des territoires de Port-Lyautey et d'Ouezzane, entre l'oued Amdallah et l'oued Ouerrha ; au sud, par l'oued Ouerrha depuis cette limite, en amont, jusqu'à son confluent avec l'oued Amdallah, en aval ; à l'ouest, par l'oued Amdallah depuis ce confluent, en aval, jusqu'à la limite administrative précitée, en amont (cette réserve se prolonge au nord et à l'est par la quatrième réserve du territoire d'Ouezzane, décrite ci-après) ;

La huitième (bureau du cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb), limitée : au nord, par la route secondaire n° 216 a, de son embranchement sur la route secondaire n° 216 à Lalla-Mimouna, puis par le chemin tertiaire n° 2310, de Lalla-Mimouna au douar Oulad-Chetouane, jusqu'au point où il rencontre la limite administrative des territoires de Port-Lyautey et d'Ouezzane, puis cette limite entre le chemin n° 2310 et la route principale n° 2 ; à l'est, par cette route, depuis cette limite jusqu'à Souk-el-Arba-du-Rharb ; au sud et à l'ouest, par la route secondaire n° 216, de Souk-el-Arba-du-Rharb à l'embranchement de la route secondaire n° 216 a (cette réserve se prolonge au nord par la deuxième réserve du territoire d'Ouezzane, décrite ci-après) ;

La neuvième (bureau du cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb), limitée : au nord-ouest, par la route principale n° 2, de l'embranchement du chemin tertiaire n° 2307 à Souk-el-Arba-du-Rharb ; à l'est, par la route principale n° 6, de Souk-el-Arba-du-Rharb à Meknès, depuis Souk-el-Arba-du-Rharb jusqu'à l'embranchement du chemin tertiaire n° 2307 ; au sud-ouest, par ledit chemin, de cet embranchement jusqu'à la route principale n° 2 (cette réserve englobe la réserve permanente constituée par le périmètre de reboisement collectif de Baabcha-Ziouta) ;

La dixième (annexe de Mechrâ-Bel-Ksiri), limitée : au nord, par l'oued Sebou, depuis le pont de Sidi-Allal-Tazi où la route principale n° 2 le traverse jusqu'au pont de la route secondaire n° 210 a ; à l'est, par cette dernière, du pont sur le Sebou à son embranchement sur la route secondaire n° 210, de Sidi-Allal-Tazi à Mechrâ-Bel-Ksiri ; au sud, par la route secondaire n° 210, de l'embranchement de la route n° 210 a à la jonction avec la route principale n° 2 ; à l'ouest, par cette dernière, de l'embranchement de la route n° 210 au pont de Sidi-Allal-Tazi sur le Sebou.

VI. — TERRITOIRE D'OUZZANE.

Quatre réserves :

La première, limitée : au nord, par la frontière entre les zones d'influence française et espagnole, entre l'océan Atlantique et la route principale n° 2, de Rabat à Tanger ; à l'est, par cette route de la frontière à Arbaoua ; au sud, par une piste allant d'Arbaoua à l'océan en passant par le douar Kherarka et les postes douaniers de Lalla-Rhano, Dar-el-Harrak, Sidi-Jmil et le marabout de Sidi-Bouzekri ; à l'ouest, par l'océan, du point d'aboutissement de ladite piste jusqu'à la frontière interzonale ;

La deuxième, limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 2310, d'Arbaoua à Lalla-Mimouna, depuis la limite administrative des territoires de Port-Lyautey et d'Ouezzane jusqu'à Arbaoua ; à l'est, par la route principale n° 2 entre Arbaoua et la limite administrative précitée ; au sud-ouest, par cette limite, de la route principale n° 2 au chemin tertiaire n° 2310 (cette réserve, qui englobe le périmètre de reboisement collectif de Drissa, prolonge au nord la huitième réserve du territoire de Port-Lyautey, ci-dessus décrite) ;

La troisième, limitée : au nord, par la route principale n° 23, de Souk-el-Arba-du-Rharb à Ouezzane, de Souk-*ej-Jemâa-du-Rmel* à Ouezzane, puis par la route principale n° 26, d'Ouezzane à Fès, depuis Ouezzane jusqu'à l'embranchement de la piste dite « de Sidi-Reddouane » ; à l'est et au sud, par ladite piste entre la route principale n° 26 et la route principale n° 28 en passant par Anesar-Tolba, puis par la route n° 28 jusqu'à sa rencontre avec la limite administrative des territoires d'Ouezzane et de Port-Lyautey, puis par cette limite jusqu'à sa rencontre avec la piste d'Had-Kourt à Souk-*ej-Jemâa-du-Rmel* ; à l'ouest, par ladite piste entre la limite administrative et la route principale n° 23 (cette réserve prolonge au nord la sixième réserve du territoire de Port-Lyautey, ci-dessus décrite) ;

La quatrième, limitée : au nord-est, par la route principale n° 26, du pont sur l'oued Amdallah au pont de Mjâra sur l'oued Ouerrha ; à l'est, par ce dernier entre le pont de Mjâra, en amont, et la limite administrative des territoires de Port-Lyautey et d'Ouezzane, en aval ; au sud, par cette limite entre l'oued Ouerrha et l'oued Amdallah ; à l'ouest, par l'oued Amdallah, entre la limite administrative, en aval, et le pont de la route principale n° 26, en amont (cette réserve prolonge au nord la septième réserve du territoire de Port-Lyautey, ci-dessus décrite).

REGION DE CASABLANCA.

I. — TERRITOIRE DES CHAOUÏA.

Huit réserves :

La première (circonscription de Fedala et annexe de Boulhaut), limitée : au nord, par la route principale n° 1, de Casablanca à Rabat, entre Saint-Jean-de-Fedala et l'embranchement de la route secondaire n° 101 allant à Boulhaut, puis par celle-ci jusqu'à l'embranchement de la route secondaire n° 106, de Boulhaut à Casablanca ; à l'est et au sud, par cette dernière route, depuis cet embranchement jusqu'à celui de la piste n° 1006 allant à Saint-Jean-de-Fedala ; à l'ouest, par cette piste jusqu'à Saint-Jean-de-Fedala ;

La deuxième (annexe de Boulhaut), limitée : au nord, par la piste chamelière allant de la route secondaire n° 117, de Boulhaut à Bouznika, à la piste n° 1051, de Bouznika à Boulhaut, par Aïn-Tizrha, depuis la ferme Colin (km. 10 de ladite route) jusqu'à ladite piste, par Sidi-Jilali (cote 173) et El-Koudia (signal cote 209) ; à l'est et au sud, par la piste n° 1051 jusqu'à son entrée en forêt domaniale de Boulhaut, puis par le périmètre de cette forêt jusqu'à la route secondaire n° 117 ; à l'ouest, par cette route jusqu'à la ferme Colin précitée ;

La troisième (annexe de Boulhaut), constituée par l'enclave dite « d'El-Aïoun », sise en forêt domaniale de Boulhaut, de part et d'autre de la piste n° 1051, de Boulhaut à Bouznika, et limitée de tous côtés par ladite forêt ;

La quatrième (annexe de Boulhaut), limitée : au nord et à l'est, par le périmètre de la forêt domaniale de Boulhaut, puis par celui de la forêt domaniale d'Aïn-el-Kheil, jusqu'au point où il rencontre la route n° 106, de Khemissèt à Casablanca ; au sud, par cette route jusqu'au périmètre sud de la forêt de Boulhaut ; à l'ouest, par ce périmètre ;

La cinquième (annexe de Boucheron et circonscription de Benahmed), limitée : au nord, par l'oued Dahlia, d'aval en amont, depuis le gué de la piste n° 1066, de Sidi-Sebâa à Aïn-el-Kheil, jusqu'à la piste n° 1058, de la route n° 106 à El-Khetouaté, puis par cette piste jusqu'à El-Khetouate ; à l'est, par la piste n° 3022, d'El-Khetouate à Sidi-el-Khadir, jusqu'à l'embranchement de la piste n° 3019, de Chabèt-el-Btoum à Sidi-Sebâa ; au sud, par cette dernière piste jusqu'à la maison forestière de Sidi-Sebâa ; à l'ouest, par la piste n° 1066 susvisée, depuis Sidi-Sebâa jusqu'au gué de l'oued Dahlia ;

La sixième (poste de Foucauld), limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 1228 allant de la route n° 115 à Foucauld, depuis la route n° 115 jusqu'au chemin tertiaire n° 1202 allant de la route n° 8 à Bir-Akhal, Bir-Krereïs et Bir-el-Besri, puis par ce dernier chemin jusqu'au chemin tertiaire n° 1225 allant de la route n° 115 à la route n° 109, par Bou-Amira et la ferme de l'Omnium, puis par le chemin n° 1225 jusqu'au chemin tertiaire n° 1217 allant du chemin n° 1027 au chemin n° 1225, par Sidi-Kassem-Zemmal et Bir-Jedid, puis par le chemin n° 1217 jusqu'au chemin n° 1222 allant de la route n° 109 à Bou-Amira, par Bir-Krereïs, puis par le chemin n° 1222 jusqu'à la route secondaire n° 109, de Bouskoura à Foucauld et Oued-Bers ; à l'est, par cette route jusqu'à l'embranchement de la route secondaire n° 113, de Foucauld à Mazagan ; au sud, par la route n° 113 jusqu'à l'oued Cheguiga, puis par cet oued, d'amont en aval, jusqu'à son confluent avec l'Oum-er-Rbia ; à l'ouest, par ce dernier, d'amont en aval, jusqu'au barrage de Sidi-Sâïd-Mâachou, puis par la route secondaire n° 113 jusqu'à l'embranchement de la route n° 115, puis par cette dernière jusqu'au chemin tertiaire n° 1228 précité ;

La septième (annexe des Oulad-Sâïd et bureau du cercle de Chaouïa-sud), limitée : au nord et à l'est, par la piste sud reliant le barrage de Daourat au chemin tertiaire n° 1221 allant de la route n° 109 à Khemissèt, puis par ledit chemin jusqu'à la piste chamelière reliant Jemâa-Darkaoua à Sidi-Mbarek, par Aïn-Tahachite et Dar-Bouir-en-Nhal, puis par cette piste jusqu'à la route secondaire n° 127 allant de la route principale n° 7 à Imfout, puis par la route n° 127 jusqu'à la route n° 7, de Casablanca à Marrakech, puis par cette dernière jusqu'au pont de Mechrâ-Benâbbou ; au sud et à l'ouest, par l'oued Oum-er-Rbia, d'amont en aval, jusqu'au barrage de Daourat ;

La huitième (annexe d'El-Borouj), limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 1409, de Mechrâ-Benâbbou à El-Borouj, par Dar-Chafaï, depuis Mechrâ-Benâbbou jusqu'à la piste reliant le douar Oulad-Driss au douar Oulad-Hammou, puis par cette piste jusqu'à la route secondaire n° 104, de Settât à El-Borouj ; à l'est, par cette route jusqu'à El-Borouj, puis par le chemin tertiaire n° 1430, d'El-Borouj jusqu'à l'Oum-er-Rbia (bac de Mechrâ-el-Homri) ; au sud, par l'Oum-er-Rbia, d'amont en aval, de Mechrâ-el-Homri à Mechrâ-Benâbbou ; à l'ouest, par la route n° 7, de Casablanca à Marrakech, du pont de Mechrâ-Benâbbou à l'embranchement du chemin n° 1409 précité.

II. — TERRITOIRE DE MAZAGAN.

Quatre réserves :

La première (bureau du territoire), dite « Réserve permanente du Cap-Blanc », constituée par l'immeuble domanial du Cap-Blanc, dit « Smiat-Jorf-Lesfèr - État », limitée : au nord, par le rivage de l'océan ; à l'est, par des falaises, la route secondaire n° 121, de Mazagan à Safi, et la propriété dite « Ard-Moulay-Smail », titre foncier n° 17026 C.P. 2 ; au sud, par la propriété dite « Smail-ben-Zâra » ; à l'ouest, par le rivage de l'océan ;

La deuxième (bureau du territoire et circonscription d'Azemmour), limitée : au nord-ouest, par le rivage de l'océan, depuis le périmètre municipal de la ville de Mazagan jusqu'à l'embouchure de l'Oum-er-Rbia ; au nord-est, par celui-ci, d'aval en amont, jusqu'au barrage de Sidi-Sâïd-Mâachou ; au sud, par la route secondaire n° 113, depuis Sidi-Sâïd-Mâachou jusqu'à la route principale n° 9 ; à l'ouest, par cette dernière jusqu'au périmètre municipal de Mazagan, puis par ce périmètre jusqu'à l'océan ;

La troisième (bureau du territoire), limitée : à l'est, par la route principale n° 9, de Mazagan à Marrakech, depuis le carrefour du chemin tertiaire n° 1302, du Cap-Blanc à Azemmour, par Seb-t-des-Oulad-Douib, jusqu'à Sidi-Smaïl ; au sud-ouest, par le chemin tertiaire n° 1303, de Sidi-Smaïl à Sidi-Moussa, jusqu'à El-Had-des-Oulad-Aïssa ; au nord-ouest, par le chemin tertiaire n° 1304 jusqu'à Seb-t-des-Oulad-Douib, puis par le chemin tertiaire n° 1302 jusqu'à la route n° 9 précitée ;

La quatrième (circonscription de Sidi-Bennour), limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 1348, depuis la route principale n° 9, de Mazagan à Marrakech, jusqu'au carrefour du chemin n° 1347, de Khemis-Mtough à El-Arba-des-Aounate ; à l'est, par le chemin n° 1347 jusqu'à El-Arba-des-Aounate, puis par le chemin tertiaire n° 1344 d'El-Arba-des-Aounate aux Rehamna, jusqu'à Dar-Caïd-Tounsi ; au sud, par le chemin tertiaire n° 1345 jusqu'à Sidi-Bennour ; à l'ouest, par la route n° 9, en allant vers Sidi-Smaïl, jusqu'à l'embranchement du chemin n° 1348.

III. — TERRITOIRE D'OUED-ZEM.

Deux réserves :

La première (bureau du territoire et annexe de Boujad), limitée : au nord-est, par l'oued Grou, d'aval en amont, du pont Martin au pont Théveney ; à l'est et au sud, par le chemin tertiaire n° 1506, du pont Théveney à Oued-Zem, jusqu'à sa rencontre avec la piste autocyclable d'Oued-Zem au pont Martin ; à l'ouest et au nord-ouest, par cette dernière piste, jusqu'à l'oued Grou (cette réserve se prolonge sur la rive droite de l'oued Grou, par la deuxième réserve du cercle de Khenifra (région de Meknès), décrite ci-après) ;

La deuxième (annexe de Boujad), limitée : au nord, par le sentier des Ababsa, depuis le cimetière des Zaama jusqu'à l'Aïn-Souidi, puis par le périmètre est de la forêt domaniale des Beni-Zemmour, jusqu'au chemin tertiaire n° 1647, de Boujad à Khenifra, par Biar-et-Tine, puis par ce chemin, en allant vers Sidi-Lamine, jusqu'à Fom-Takate ; à l'est, par le périmètre de la forêt des Beni-Zemmour jusqu'à l'oued Kerma, puis par cet oued, d'amont en aval, jusqu'au point où il coupe le chemin tertiaire n° 1655, de Takebalt à Boujad ; au sud, par ce chemin, en allant vers Boujad, jusqu'au chemin tertiaire n° 1652, de Sidi-Lamine à Boujad, par El-Graar, puis par le chemin n° 1652 jusqu'à sa jonction avec le chemin n° 1647 ; à l'ouest, par ce dernier chemin, vers Biar-et-Tine, jusqu'à son entrée dans la forêt des Beni-Zemmour, puis par le périmètre de cette forêt jusqu'à la limite est du périmètre de reboise-

ment de Bou-Rhardane, puis par cette dernière limite jusqu'au sentier des Ababsa (cette réserve se prolonge à l'ouest par le périmètre de reboisement de Bou-Rhardane constitué en réserve permanente).

IV. — TERRITOIRE DU TADLA.

Deux réserves :

La première (circonscription des Beni-Amir—Beni-Moussa), dite « Réserve permanente de la Deroua », constituée par la totalité de la forêt domaniale de la Deroua ;

La deuxième (annexe de Kasba-Tadla), limitée : au nord-ouest, par le chemin tertiaire n° 1658, de Kasba-Tadla à Takebalt ; à l'est, par l'oued Takebalt, d'amont en aval, jusqu'à l'Oum-er-Rbia ; au sud, par ce dernier, d'amont en aval, jusqu'à Kasba-Tadla.

RÉGION D'OUIDJA.

I. — CERCLE DE BERKANE.

Une réserve, limitée : au nord, par la route principale n° 27, depuis Berkane jusqu'à Martimprey ; à l'est, par la route de Martimprey aux Oulad-ben-Azza, par Zaaza et Tarhjrte ; au sud, par le chemin tertiaire n° 5308, des Angad au Zegzel, depuis Oulad-ben-Azza jusqu'au poste forestier du Ras-Fourhal, puis jusqu'au col de Tizi-N-Tadment ; à l'ouest, par l'oued Guelfane jusqu'à Berkane.

II. — CERCLE D'OUIDJA.

Quatre réserves :

La première, limitée : au nord, par la voie ferrée de Taza à Oujda entre la station de Naïma et l'embranchement de cette ligne avec celle d'Oujda à Guenfouda ; à l'est, par cette dernière ligne jusqu'à Guenfouda ; au sud, par le téléphérique de Guenfouda à Jerada jusqu'à la route n° 406, puis par cette route jusqu'à la maison forestière d'El-Aouinèt ; à l'ouest, par la piste d'El-Aouinèt au petit Metroh, jusqu'au chemin tertiaire n° 5333, de Sidi-Abdallah-Seyioub au Metroh, par Guenfouda, puis ce chemin jusqu'au chemin tertiaire n° 5334, du petit Metroh à Naïma, puis par ce dernier chemin jusqu'à Naïma ;

La deuxième, limitée : au nord, à l'est et au sud, par la voie ferrée d'Oujda à Bouârfa, du P.K. 32 + 300, sis à l'intersection de la route principale n° 19 et du chemin tertiaire n° 5343, de la route n° 19 à Sidi-Râhbou, par El-Heimèr, jusqu'à Berguent, par El-Heimèr, Tiouli et El-Harcha ; à l'ouest, par la route principale n° 19 entre Berguent et le P.K. 32 + 300 défini ci-dessus ;

La troisième, située en partie sur le pachalik d'Oujda (contrôle urbain), limitée : au nord, par la route d'Oujda à Sidi-Yahya ; à l'est, par la piste de Sidi-Yahya à Touissite depuis Sidi-Yahya jusqu'au point de rencontre de la piste avec l'oued Rhorab ; au sud, par les oueds Rhorab, Hamra et Bou-Hamidi jusqu'au point de rencontre de ce dernier avec la piste allant d'Aïn-Serrak à Oujda ; à l'ouest, par cette dernière piste jusqu'à Oujda ;

La quatrième, qui empiète légèrement au sud-ouest sur le territoire de la circonscription de Taourirt, limitée : au nord, par l'oued Moulouya, de Moul-el-Bacha à Mechrâ-Homadi ; à l'est, par la route de Mechrâ-Homadi jusqu'à sa rencontre avec la route principale n° 16, d'Oujda à Taza ; au sud, par cette dernière route jusqu'au croisement de la piste de Mestigmèr à Moul-el-Bacha ; à l'ouest, par cette piste jusqu'à Moul-el-Bacha.

III. — CERCLE DE FIGUIG.

Une réserve, limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 5354, de Debdou à la station de Teradid-Rharsallah, par El-Ateuf, entre le borj Resfèt-el-Amiche et la station d'El-Teradid ; à l'est, par la voie ferrée d'Oujda à Bouârfa, entre les gares d'El-Teradid et de Bouârfa ; au sud, par le chemin tertiaire n° 5363, de Bouârfa à Bel-Rhiada par Oglate-Mefsouk (borj El-Atchane) ; à l'ouest, par la piste de Bel-Rhiada à Matarka, puis par celle de Matarka à Berguent jusqu'au borj Resfèt-el-Amiche.

IV. — CIRCONSCRIPTION DE TAOURIRT.

Deux réserves :

La première, limitée : au nord et à l'est, par l'oued Za, de Taourirt à Er-Rhoess, puis par une piste reliant Er-Rhoess au poste forestier de l'Aïn-Serrak, par Sidi-Lahsèn ; au sud, par la

piste de liaison entre ce poste forestier et celui de l'Aïn-el-Kbira ; à l'ouest, par la piste de l'Aïn-el-Kbira à Debdou et la route de Debdou à Taourirt ;

La deuxième, limitée : au nord, par la limite du périmètre d'amélioration pastorale de la Tafra (ligne de kerkors) ; à l'est, par l'oued Debdou, puis par la limite du périmètre d'amélioration pastorale jusqu'à la piste de Debdou à l'Aïn-Fritissa ; au sud, par ladite piste jusqu'à sa rencontre avec la limite administrative interrégionale ; à l'ouest, par ladite limite administrative interrégionale (cette réserve se prolonge au nord-ouest par la deuxième réserve du bureau du cercle de Guercif, décrite ci-après).

RÉGION DE MEKNES.

I. — TERRITOIRE DE MEKNÈS.

Cinq réserves :

La première (circonscription de Meknès-banlieue), dite « du Zerehou », limitée : au nord et à l'est, par l'oued Debane, d'aval en amont, depuis le pont de la route n° 28, de Meknès au col du Zegotta, jusqu'à Hafate-ben-Tayeb, puis par un ravin affluent rive gauche de l'oued Debane jusqu'à la borne 2 du périmètre de reboisement dit « du Jbel-Nasrani », puis par la limite nord de ce périmètre de la borne 2 à la borne 23, ensuite par un alignement droit de la borne 23 à Ait-Hsain et à l'oued Si-Abdallah, enfin par cet oued, d'amont en aval, jusqu'au sentier muletier de Sekounat à Sidi-el-Hassane ; au sud-est, par ledit sentier entre Sekounat et Sidi-el-Hassane ; au sud-ouest et au sud, par le sentier muletier de Sidi-el-Hassane à Moussaoua, puis par la piste autocyclable de Moussaoua à El-Merhasiye et la route secondaire n° 323, d'El-Merhasiye à la route n° 28 ; à l'ouest, par la route n° 28, de Meknès au col du Zegotta, depuis l'embranchement de la route secondaire n° 323 jusqu'au pont de l'oued Debane ;

La deuxième (circonscription d'El-Hajeb), dite « de Boulbab-Ras-Zemko », limitée : au nord-ouest, par la piste autocyclable allant du chemin tertiaire n° 3370 à Ras-Zemko, de son point de départ sur le chemin n° 3370 à Ras-Zemko, puis par l'oued Boual-louzen, d'amont en aval, de Ras-Zemko à son intersection avec le périmètre nord-ouest de la forêt domaniale des Ait-Bourzouine entre les bornes 42 et 43 ; au nord-est, au sud-est et au sud, par ledit périmètre jusqu'au poste forestier de Boulbab ; à l'ouest, par la piste d'accès à cette maison forestière depuis celle-ci jusqu'au chemin tertiaire n° 3370 dit « d'Agourai à l'Adarouche par Sidi-Benhamrite », puis par ce chemin jusqu'au point de départ de la piste autocyclable de Ras-Zemko susvisée ;

La troisième (circonscription d'El-Hajeb), incorporée à la première réserve du territoire de Sefrou (région de Fès), décrite ci-après ;

La quatrième (circonscription d'El-Hajeb), dite « de Sidi-Aïssa-Jaba », limitée : au nord-est, par la route secondaire n° 309, d'El-Hajeb à Ifrane, depuis El-Hajeb jusqu'au croisement du chemin tertiaire n° 3356 dit « de Dar-Caïd-Ito à Sidi-Brahim » ; au sud, par ledit chemin, entre la route secondaire n° 309 et la route principale n° 21, de Meknès à Midelt ; à l'ouest, par cette dernière route du P.K. 55 jusqu'à El-Hajeb (cette réserve empiète sur le territoire du cercle d'Azrou et se prolonge au sud-ouest par la première réserve de ce cercle, dite « Réserve permanente de Tabadoute », décrite ci-après) ;

La cinquième (circonscription d'El-Hajeb), dite « Réserve permanente de l'oued Tizguit », limitée : au nord-est, par l'oued Tizguit, d'aval en amont, entre la piste autocyclable du col de Sidi-Aïssa à Azra-Azegarh et Sidi-Brahim ; au sud-est, par la piste de la zaouïa d'Ifrane à la route secondaire n° 309, entre Sidi-Brahim et le col de Sidi-Aïssa ; à l'ouest et au nord-ouest, par la piste autocyclable du col de Sidi-Aïssa à Azra-Azegarh, par Dar-Mimoun, entre ledit col et l'oued Tizguit (cette réserve empiète sur le territoire du district d'Ifrane).

II. — CERCLE D'AZROU.

Quatre réserves (en plus de celle, commune au cercle d'Azrou et à la circonscription d'El-Hajeb, ci-dessus décrite) :

La première, dite « Réserve permanente de Tabadoute », limitée : à l'est, par la route principale n° 21, de Meknès à Midelt, entre le P.K. 52 (cantine Saint-Hubert) et le P.K. 55 (monument d'Ito) ;

au sud, par le sentier muletier allant de ce dernier point au douar Tabadoute; à l'ouest, par le sentier muletier contournant la limite inférieure du boisement; au nord, par le sentier muletier rejoignant la route n° 21 au P.K. 52 (cantine Saint-Hubert) (cette réserve prolonge au sud-ouest la quatrième réserve du territoire de Meknès, ci-dessus décrite);

La deuxième, dite « de l'Amrhass-Adarouche », limitée : au nord-est, par le chemin tertiaire n° 3383 dit « piste de l'Azarar », entre son embranchement sur le chemin tertiaire n° 3328, dit « de Meknès à Khenifra par l'Adarouche », et la route principale n° 24, de Fès à Marrakech; au sud-est, par cette route, entre l'embranchement du chemin n° 3383 et l'embranchement, à Assaka-N-Tatsa, du chemin tertiaire n° 3396 dit « d'Afroug à la route n° 24 »; au sud-ouest, par ce dernier chemin jusqu'à son embranchement, à Afroug, avec le chemin n° 3328 précité; au nord-ouest, par le chemin n° 3328 entre cet embranchement et celui du chemin n° 3383 susvisé;

La troisième, dite « de Taka-Ichiane - El-Hammam », limitée : au nord-ouest, au nord et au nord-est, par le chemin tertiaire n° 3411 dit « d'El-Hammam à Ait-Ajjou », entre Mrirt et Ajema; à l'est, par le chemin tertiaire n° 3410 dit « chemin d'El-Hammam » entre Ajema et El-Hammam, puis le chemin tertiaire n° 3417 dit « d'El-Hammam à Tanefnite » entre ces deux points; au sud-est, par l'oued Oum-er-Rbia, d'amont en aval, entre Tanefnite et Assaka; à l'ouest, par la route principale n° 24, de Fès à Marrakech, entre Assaka et Mrirt (cette réserve empiète au sud sur le territoire du cercle de Khenifra);

La quatrième, dite « Réserve permanente de l'aguelmane Affenourir », limitée : au nord, par la rive droite de l'oued Affenourir; à l'est, par une ligne de crêtes rocheuses jalonnée par des tas de pierres; au sud, par une ligne de crêtes mamelonnées jalonnée par des tas de pierres; à l'ouest, par la piste cavalière d'Aïn-Kahla à Ach-ou-Rheliass.

III. — CERCLE DE KHENIFRA.

Deux réserves :

La première, englobant les réserves permanentes dites « du Bouija », « du Bouzemmour », « du Koudia-Takhetennit » et « du Bou-Ouzel », limitée : au nord, par l'oued Marrouté, d'aval en amont, depuis le gué du chemin tertiaire n° 3406, de Khenifra à Oulmès, jusqu'à l'assif Beriak; à l'est, par ce dernier, d'aval en amont, jusqu'au poste forestier de Ras-Beriak, puis par la piste d'accès à ce poste jusqu'à son point de départ sur le chemin n° 3405 dit « de Mrirt à Christian par Aguelmouss et Moulay-Bouazza », et par ce chemin jusqu'à Aguelmouss, puis par le chemin n° 3406 dit « de Khenifra à Oulmès » entre Aguelmouss et Khenifra, puis par la route principale n° 24, de Fès à Marrakech; au sud, par ladite route jusqu'à l'embranchement de la piste minière des Ait-Isschak au Jbel-Hadid; à l'ouest, par cette piste, puis par la piste autocyclable du Jbel-Hadid vers Sidi-Amar par le « Doigt Zaïan », puis par le chemin n° 3407, de Khenifra à Boujad, par Sidi-Lamine, entre le point de départ de la piste du Jbel-Hadid et l'embranchement de la piste forestière de Sidi-Amar à l'Azrhar par Sidi-Ahsine et Goâda, puis par cette dernière piste jusqu'à l'oued Grou, puis par cet oued, d'amont en aval, jusqu'à l'ancienne piste autocyclable de Kef-en-Nsour à Sidi-Ahsine, puis par celle-ci jusqu'à Sidi-Omar où elle rencontre la piste forestière de Sidi-Omar à l'Azrhar par Sidi-Ahsine et Goâda, puis par cette dernière piste jusqu'au chemin n° 3405, puis par ce chemin jusqu'à l'oued Azrhar, par cet oued (Assaka-n-Kert), d'amont en aval, puis par l'oued Kheneg-Della, d'aval en amont, jusqu'au chemin n° 3406, enfin par ce chemin jusqu'au radier de l'oued Marrouté;

La deuxième (poste de Moulay-Bouazza), limitée : au nord, par le chemin tertiaire n° 3405, de Christian à Moulay-Bouazza et Mrirt, depuis le radier Benazet sur l'oued Grou jusqu'au carrefour dit « col du Kaâ » (embranchement de la piste d'Aïn-Labiod), puis par le chemin forestier dit « piste Buffet » jusqu'à l'oued Bouknifèn, puis par cet oued, d'amont en aval, jusqu'au confluent de l'oued Moulay-Bouazza; à l'est, par l'oued Moulay-Bouazza, d'aval en amont, jusqu'à la piste autocyclable d'Oulmès à Moulay-Bouazza; puis par cette piste jusqu'au chemin tertiaire n° 3405, puis par ce chemin jusqu'à Taztot; au sud, par la piste autocyclable de Taztot

au pont Théveney sur l'oued Grou, entre ces deux points; au sud et à l'ouest, par cet oued, d'amont en aval, du pont Théveney au radier Benazet précité (cette réserve prolonge au nord-est la première réserve du territoire d'Oued-Zem, ci-dessus décrite).

RÉGION DE FÈS.

I. — TERRITOIRE DE FÈS ET CERCLE DU HAUT-OUERRHA.

Trois réserves :

La première (circonscription de Karia-ba-Mohammed et de Tissa; cercles de Fès-banlieue, du Haut-Ouerrha, de Taïneste), limitée : au nord, par la route n° 304 depuis son embranchement sur la route n° 26 jusqu'à son embranchement avec la route n° 302, puis par celle-ci jusqu'à Aïn-Aïcha, puis par la piste d'Aïn-Aïcha à Kef-el-Rhar par Aïn-Maâtouf jusqu'à l'embranchement de la piste de Kef-el-Rhar à Oued-Amlil; à l'est, par cette piste jusqu'à Oued-Amlil; au sud, par la route n° 1 depuis Oued-Amlil jusqu'à l'embranchement de la piste de Tissa par Aïn-Guerdah et Bab-Genoua, puis par cette piste jusqu'à Tissa, puis par la route n° 302, de Tissa à Fès, jusqu'au pont de l'oued Inaouène, puis par cet oued, en aval, du pont de la route n° 302 jusqu'à son confluent avec l'oued Sebou, puis par ce dernier, en aval, de ce confluent jusqu'au pont de la route n° 26; à l'ouest, par la route n° 26 du pont du Sebou à l'embranchement de la route n° 304 précitée (cette réserve empiète à l'est sur le territoire du cercle de Taza);

La deuxième (cercle de Fès-banlieue et circonscription de Tissa), limitée : au nord, par l'oued Inaouène, en amont, du pont de la route n° 302 jusqu'à son confluent avec l'oued Bou-Zemlane; à l'est, par l'oued Bou-Zemlane jusqu'au pont de la route n° 1, puis par cette route entre ce pont et Bir-Tamtam; au sud, par la route n° 1, de Bir-Tamtam à Fès; à l'ouest, par la route n° 302 depuis Fès jusqu'au pont de l'oued Inaouène précité;

La troisième (cercle de Fès-banlieue), limitée : au nord, par l'oued Sebou, en amont, du confluent de l'oued Mikkès jusqu'au pont de la route n° 26; à l'est, par cette route depuis le pont du Sebou jusqu'à Fès; au sud, par la route n° 1 entre Fès et Douiyèt, puis par la route n° 3 jusqu'au pont de l'oued Mikkès; à l'ouest, par cet oued, en aval, du pont de la route n° 3 jusqu'à son confluent avec l'oued Sebou susvisé.

II. — TERRITOIRE DE SEFROU.

Deux réserves :

La première (circonscription de Sefrou), limitée : au nord, par l'oued Bittite, d'amont en aval, puis par le chemin de l'oued Bittite à Aïn-Cheggag, puis par la route d'Aïn-Cheggag à la route principale n° 24, de Fès à Marrakech; à l'est, par ladite route jusqu'au P.K. 44,300; au sud, par la nouvelle piste allant du P.K. 44,300 de la route n° 24 à la maison forestière de Bir-Reggada, puis par la piste de Bir-Reggada à l'Aïn-Guemguem; à l'ouest, par le prolongement de cette dernière piste vers Dar-Mimoum - Akhatar et l'oued Bittite rejoignant la limite nord ci-dessus décrite (cette réserve empiète, au nord, sur le territoire du cercle de Fès-banlieue et, au sud-ouest, sur le territoire de la circonscription d'El-Hajeb (région de Meknès));

La deuxième (circonscriptions de Sefrou et de Boulemane), limitée : au nord, par le chemin allant de la maison cantonnière d'Aïn-Smar sur la route principale n° 20 à la source d'Aïn-Smar, puis par le ravin du même nom, puis par l'oued Sebbah, puis par l'oued El-Yhoudi jusqu'à la piste de Kouchata à proximité du confluent de cet oued avec l'oued Sebou; à l'est, par la piste de Kouchata jusqu'à la route secondaire n° 327, de Sefrou à El-Ouata, puis par cette route jusqu'à la piste de Sefrou à El-Menzel, puis par cette piste jusqu'à l'embranchement de la piste d'El-Bsabiss, puis par la piste passant par la maison forestière d'El-Bsabiss, Tazouta, Tagnanaïte, Seheb-el-Aya et aboutissant à la route n° 20 à proximité du pont du Guigou; à l'ouest, par la route n° 20 jusqu'à la maison cantonnière d'Aïn-Smar précitée.

III. — TERRITOIRE DE TAZA.

Six réserves :

La première (bureau du cercle de Guercif), dite « Réserve permanente du Jel », limitée : au nord, par l'oued Mçoun, d'amont en aval, depuis le chemin dit « des alfâtiers » jusqu'au chemin n° 4900;

à l'est, par le chemin n° 4900 jusqu'à la route principale n° 1 ; au sud, par cette route jusqu'au chemin des alfatiens précité ; à l'ouest, par ce chemin ;

La deuxième (bureau du cercle de Guercif), dite « Réserve permanente de la Tafra », limitée : au nord-est, par la piste partant d'Oglate-en-Naja dans la direction du sud-est jusqu'à la limite administrative interrégionale ; à l'est, par cette limite administrative entre la piste précitée et le chemin menant d'Aïn-el-Hamira à Aïn-Fritissa ; au sud, par ce chemin depuis la limite interrégionale jusqu'à Aïn-Fritissa ; au nord-ouest, par la piste d'Aïn-Fritissa à Oglate-en-Naja (cette réserve prolonge, au nord-ouest, la deuxième réserve de la circonscription de Taourirt (région d'Oujda), ci-dessus décrite) ;

La troisième (bureaux du cercle de Taza et de Tahala ; annexe de Merhraoua), dite « Réserve permanente de la forêt de Bab-Azhar », limitée : au nord, par la route principale n° 1 entre Sidi-Abdallah et l'oued Kahal ; à l'est, par cet oued, d'aval en amont, jusqu'à la route n° 311, puis par cette route jusqu'à Bab-Ferriche, puis par le chemin n° 4825 jusqu'au sentier mulétier de l'ancien poste militaire de Beni-Slimane ; au sud, par ce sentier mulétier jusqu'au carrefour d'El-Melab ; à l'ouest, par le chemin forestier d'El-Melab à Krikra, puis par celui de l'oued Azhar jusqu'à sa rencontre avec la route n° 311, puis par cette route jusqu'à Sidi-Abdallah ;

La quatrième (bureaux du cercle de Taza et de Guercif ; circonscription d'Aknoul et annexe de Mezguitem), dite « de Sidi-Belkassem », limitée : au nord, par le chemin n° 4502 depuis son embranchement sur la route n° 312 jusqu'au chemin n° 4501 ; à l'est, par le chemin n° 4501 jusqu'à son embranchement avec la route principale n° 1 ; au sud, par ladite route jusqu'à l'embranchement de la route n° 312 ; à l'ouest, par la route n° 312 jusqu'à l'embranchement du chemin n° 4502 précité ;

La cinquième (bureau du cercle de Tahala), dite « de Tahala », limitée : au nord, par la route principale n° 1 depuis l'embranchement du chemin n° 4803 jusqu'à l'oued Bou-Hellou ; à l'est, par les oueds Bou-Hellou et Imâa, d'aval en amont, jusqu'au gué du chemin n° 4807 ; au sud et à l'ouest, par ledit chemin jusqu'à la route principale n° 1, par Tahala ;

La sixième (bureau du cercle de Taza ; annexes de Merhraoua et de Berkine), dite « du Jbel-Ouarith », limitée : au nord, par le chemin n° 4823 depuis El-Anesour jusqu'au sentier mulétier de Bel-Farah par le versant nord du Jbel-Ouarith, puis par ce sentier jusqu'à l'oued Melloulou ; à l'est et au sud, par les oueds Melloulou et Tmourhoute, d'aval en amont, jusqu'au pont du chemin n° 4822 ; à l'ouest, par ledit chemin jusqu'à El-Anesour par Bab-el-Arba.

RÉGION DE MARRAKECH.

I. — TERRITOIRE DE MARRAKECH.

Six réserves :

La première (cercle de Marrakech-banlieue), limitée : au nord, par la rive gauche de l'oued Tensift, d'aval en amont, de son confluent avec l'oued Nfiss jusqu'au pont de la route principale n° 9, de Mazagan à Marrakech ; à l'est, par cette route jusqu'à son entrée dans le périmètre municipal de Marrakech, puis par ce périmètre jusqu'au chemin de Marrakech à Souk-es-Sebt-des-Ait-Imour ; au sud, par ce chemin, de sa sortie du périmètre municipal jusqu'à l'oued Nfiss ; à l'ouest, par la rive droite de l'oued Nfiss, d'amont en aval, jusqu'à son confluent avec l'oued Tensift ;

La deuxième (cercle de Marrakech-banlieue), limitée : au nord, par le périmètre municipal de Marrakech, de la route secondaire n° 501, de Marrakech à Taroudannt, à la route secondaire n° 513, de Marrakech à l'Ourika ; à l'est, par cette dernière route, du périmètre municipal jusqu'au départ du chemin n° 6034 dit « chemin du Dir » ; au sud, par ce chemin jusqu'au croisement de la route secondaire n° 501, de Taroudannt à Marrakech ; à l'ouest, par cette route jusqu'à son entrée dans le périmètre municipal de Marrakech ;

La troisième (cercles de Marrakech-banlieue et des Rehamna ; circonscription des Ait-Ouirir), limitée : au nord, par la route principale n° 24, de Marrakech à Fès, du pont de l'oued Zat au départ du chemin n° 6705, de Marrakech à Sidi-Rahhal, puis par ce chemin jusqu'à sa rencontre avec le chemin n° 6701, des Ait-Ouirir à Sidi-Rahhal ; à l'est, par ce dernier chemin, du carrefour aux Ait-Ouirir, et à la route principale n° 31, d'Ouarzazate à Marrakech ; au sud,

par cette route, des Ait-Ouirir au pont de l'oued Rmat ; à l'ouest, par cet oued, d'amont en aval, puis par l'oued Zat, également d'amont en aval, jusqu'à la route principale n° 24, de Marrakech à Fès ;

La quatrième (circonscription des Srahna-Zemrane), limitée : au nord, par la route principale n° 24 de Marrakech à Fès, de Tameleit au départ du chemin n° 6202, d'El-Kelâa-des-Srahna à Talkount, par Attaouâ ; à l'est, par ce chemin, de la route n° 24 au croisement du chemin n° 6206, de Demnate à Marrakech, par Sidi-Rahhal ; au sud, par ce dernier chemin du carrefour à Sidi-Rahhal ; à l'ouest, par le chemin n° 6205, de Sidi-Rahhal à Tameleit ;

La cinquième (circonscriptions d'Amizmiz et d'Imi-N-Tanoute), limitée : au nord, par le chemin n° 6010 dit « de Frouga », de Guemassa à l'oued Nfiss ; à l'est, par la rive gauche de l'oued Nfiss, d'aval en amont, de ce chemin jusqu'au barrage Cavagnac ; au sud, par le chemin n° 6301, du barrage Cavagnac à Amizmiz, jusqu'au départ du chemin d'Amizmiz à Guemassa ; à l'ouest, par ce dernier chemin ;

La sixième (circonscription d'Imi-N-Tanoute), limitée : au nord-est, par le chemin n° 6458, de Ras-el-Aïn à Souk-el-Had-des-Mejjate ; au sud, par le chemin n° 6403 dit « des Mzouda », du Souk-el-Had à Imi-N-Tanoute ; au nord-ouest, par la route secondaire n° 511, d'Imi-N-Tanoute à Chichaoua, jusqu'à Ras-el-Aïn.

II. — TERRITOIRE DE SAFI.

Trois réserves :

La première (circonscription des Ahmar), limitée : au nord, par le chemin n° 6520, de Souk-el-Had à Souk-et-Tnine-des-Ahmar, sur la route secondaire n° 125, de Louis-Gentil à Chémaïa ; à l'est, par cette route jusqu'à Chémaïa, puis par la route secondaire n° 511, de Chémaïa à Chichaoua, jusqu'au passage à gué de l'oued Chichaoua ; au sud, par la rive droite de l'oued Chichaoua, d'amont en aval, jusqu'au confluent avec l'oued Tensift ; à l'ouest, par la rive gauche de l'oued Tensift, d'aval en amont, jusqu'au confluent avec l'oued Ardaoua, puis la rive gauche de l'oued Ardaoua, d'aval en amont, jusqu'au chemin n° 6521, de Sidi-Chikèr à Tnine-Riate, puis par ce chemin jusqu'au départ du chemin n° 6522, et enfin ce dernier chemin jusqu'au Souk-el-Had-des-Ahmar, par Sidi-Mbarek ;

La deuxième (circonscription des Abda), limitée : au nord, par le chemin n° 6508, de Souk-el-Had-des-Harrara à Zaouïa-Moul-Bergui ; à l'est, par le chemin n° 6512, de Zaouïa-Moul-Bergui à Souk-el-Had-Brhati, jusqu'à la route secondaire n° 126, de Souk-el-Khemis-des-Zaourra à Safi ; au sud, par cette route jusqu'au chemin n° 6506 dit « circuit de Safi » ; à l'ouest, par ce dernier jusqu'au chemin n° 6501, de Safi à Mazagan, puis par ce dernier chemin jusqu'à Souk-el-Had-des-Harrara ;

La troisième (circonscription des Abda), limitée : au nord, par la route principale n° 12, de Safi à Marrakech, depuis sa sortie du périmètre municipal de Safi jusqu'à Souk-et-Tleta-de-Sidi-Mbarek-Bouguedra ; au sud-est, par la route principale n° 11, de Sidi-Smaïn à Mogador, entre Souk-et-Tleta-de-Sidi-Mbarek-Bouguedra et Souk-es-Sebt-Gzoula ; à l'ouest, par la route secondaire n° 120, de Souk-es-Sebt-Gzoula à Safi jusqu'à son entrée dans le périmètre municipal de Safi, puis par ce dernier.

III. — CERCLE DE MOGADOR.

Deux réserves :

La première, limitée : au nord, par la rive gauche de l'oued Tensift, d'aval en amont, du pont de la route principale n° 11, de Sidi-Smaïn à Mogador, jusqu'au chemin n° 6617, de Dar-Caid-Hajji à Souk-éj-Jemâa-el-Aroussi, puis par ce chemin ; à l'est, par le chemin n° 6631 dit « des Souks », de Souk-éj-Jemâa-el-Aroussi à Souk-el-Arba-des-Nârate, puis par le chemin n° 6644 dit « bretelle des Nârate aux Henchane » jusqu'à la route principale n° 10, de Marrakech à Mogador ; au sud, par cette route jusqu'au croisement du chemin n° 6612, de Souk-el-Had-du-Dra ; à l'ouest, par ce chemin, puis, à partir de Souk-el-Had, par la route principale n° 11, de Mogador à Sidi-Smaïn, jusqu'au pont de l'oued Tensift précité ;

La deuxième, limitée : au nord-est, par le chemin n° 6613, d'Aïn-el-Hjar à Souk-el-Had-du-Dra ; au sud, par la route principale n° 11, de ce centre à Ounara et au départ du chemin n° 6611 dit « du caïd Hajji » ; à l'ouest, par ce chemin jusqu'au chemin n° 6613.

RÉGION D'AGADIR.

Une réserve, limitée : au nord-est, par la piste allant d'Ameskroud au pont de l'oued Issèn ; à l'est, par la rive droite de cet oued, du pont à son confluent avec l'oued Sous ; au sud, par la rive droite du Sous, de ce confluent jusqu'au pont des Aït-Melloul, puis par la route principale n° 32, entre ce pont et le carrefour d'Inezgane ; au nord-ouest, par la route secondaire n° 511, de ce carrefour à Ameskroud.

D. — SANCTIONS.

ART. 13. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions des articles 15 et suivants du dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse, tel qu'il a été modifié ou complété par des dahirs ultérieurs.

Rabat, le 28 juin 1952.

GRIMALDI.

NOTA I. — Des cartes portant indication des limites des réserves de chasse sont déposées dans les bureaux des autorités de contrôle sur le territoire desquelles sont situées ces réserves, ainsi que dans les bureaux des circonscriptions forestières en ce qui concerne les réserves situées sur le domaine forestier.

NOTA II. — Les chasseurs peuvent consulter, au siège de la région, de l'arrondissement forestier et de la circonscription forestière intéressés, la liste des terrains privés sur lesquels la chasse a été régulièrement interdite en application de l'arrêté du 8 juin 1944 fixant les modalités de l'interdiction de la chasse sur les terrains privés.

NOTA III. — Il est rappelé que la chasse en zone d'insécurité est réglementée par arrêtés des chefs de région publiés dans la presse et que les chasseurs intéressés doivent en prendre connaissance.

NOTA IV. — Les chasseurs qui abattraient des oiseaux bagués sont priés, dans l'intérêt de la science et de la chasse, de bien vouloir envoyer la bague et, si possible, l'animal, en indiquant la date, les conditions de la capture et l'espèce de l'oiseau à la sous-station de baguage du Muséum national, Institut scientifique chérifien, avenue Biarnay, à Rabat.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) déclassant du domaine public une partie de l'aérodrome d'Ifrane et autorisant un échange de terrains.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sccau de Sidî Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1947 (25 rebia II 1366) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un aérodrome à Ifrane, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires ;

Considérant qu'il est nécessaire de construire une piste EW ainsi qu'une nouvelle route d'accès et, par voie de conséquence, de modifier la limite des terrains à exproprier ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du directeur des finances et du directeur de l'intérieur,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassé du domaine public chérifien et restitué aux collectivités le délaissé d'emprise d'une superficie totale de 58 ha. 36 a. 80 ca., figuré par des hachures bleues sur le plan au 1/5.000^e annexé à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Sont incorporées au domaine public chérifien les parcelles nécessaires à l'extension de l'aérodrome, d'une superficie totale de 56 ha. 26 a. 88 ca. et figurées par des hachures rouges sur le plan précité.

ART. 3. — L'échange ainsi consenti ne donnera lieu au paiement d'aucune soulte.

ART. 4. — Le directeur des travaux publics, le directeur des finances et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1371 (16 juin 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juillet 1952.

Le Commissaire résident général.

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 4 juin 1952 (11 ramadan 1371) autorisant l'acquisition par la ville d'Agadir d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 12 mai 1937 (1^{er} rebia I 1336) modifiant et complétant le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340), tel qu'il a été modifié par le dahir du 22 mars 1948 (1^{er} jourmada I 1367) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale d'Agadir, au cours de sa séance du 9 février 1952 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville d'Agadir des droits indivis appartenant, à concurrence de la moitié, à la Société d'études immobilières du Moghrèb sur une propriété dite « Docteur Solal », titre foncier n° 3132, d'une superficie totale de quarante-huit mille six cent soixante-dix mètres carrés (48.670 mq.) environ, telle qu'elle est figurée par une teinte mauve sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée au prix de trois cent trente francs (330 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de huit millions trente mille francs (8.030.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Agadir sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 11 ramadan 1371 (4 juin 1952)

MOHAMMED EL HAJJOU,
Supplément du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) déclarant d'utilité publique la construction, à Casablanca, d'un abattoir municipal à volailles, et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cet effet.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} janvier 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de Casablanca et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu la délibération de la commission municipale de Casablanca, en date du 27 novembre 1951 ;

Vu le dossier de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte aux services municipaux de Casablanca, du 11 janvier au 13 mars 1952 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction à Casablanca d'un abattoir municipal à volailles.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle nécessaire à cet effet, telle qu'elle est délimitée par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté et définie ci-après :

NUMÉRO du titre foncier	NOM de la propriété	NOM et adresse présumée des propriétaires	SURFACE	CONSISTANCE
8330 C.	« Machine ».	Stora Samuel, 6, rue Novo ; Ziza Renée, 6, rue Novo ; Ziza Alphonse 6, rue Novo.	6.330 mq.	Terrain nu.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1371 (16 juin 1952).

MOHAMMED EL HAJOU,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) portant délimitation d'un flot d'aménagement dans la zone périphérique de la ville de Mogador.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (30 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu le dahir du 27 janvier 1931 (7 ramadan 1349) complétant la législation sur l'aménagement des centres et la banlieue des villes, et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 avril 1951 (24 rejeb 1371) modifiant le périmètre municipal de Mogador ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans la zone périphérique de Mogador, un flot d'aménagement limité, conformément aux indi-

cations du plan au 1/10.000^e annexé à l'original du présent arrêté, par la ligne I, II, III, IV, V, VI et VII dont les sommets sont définis comme suit :

a) La droite I - II a son origine au point I coïncidant avec le point B de la limite du périmètre municipal et son extrémité II à l'angle est de la maison forestière d'Azelf ;

b) La droite II - III a son origine au point II défini ci-dessus et son extrémité au point III sur l'axe de la tour d'alignement jalonnant la passe qui permet l'accès de la rade de Mogador ;

Au sud : a) La droite III - IV a son origine au point III défini ci-dessus et son extrémité IV à l'angle sud-est de la station de pompage de l'oued Ksob ;

b) La droite IV - V a son origine au point IV défini ci-dessus et son extrémité V à l'extrémité sud du pont Rose, sur la route n° 10 ;

c) La droite V - VI a son origine au point VI défini ci-dessus et son extrémité VI à l'angle sud-ouest de la maison de Tangaro ;

d) La droite VI - VII fait avec la droite V - VI un angle de 178 grades ayant son origine au point VI défini ci-dessus et son extrémité VII à la limite du domaine public maritime.

ART. 2. — Les autorités locales de Mogador sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1371 (16 juin 1952).

MOHAMMED EL HAJOU,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 16 juin 1952 (23 ramadan 1371) ordonnant la délimitation de vingt-deux (22) immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Oulad Khallouf et Oulad Yagoub (circonscription d'El-Kelaa-des-Srahna).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu la requête du directeur de l'intérieur, en date du 17 avril 1952, tendant à fixer au 4 novembre 1952 la date du commencement des opérations de délimitation de vingt-deux (22) immeubles collectifs dénommés :

Parcelle 1, 323 A - « Bour Grarcha », 700 hectares environ, appartenant à la collectivité des Grarcha ;

Parcelle 2, 323 A - « Bour Grarcha », 5 hectares environ, appartenant à la collectivité des Grarcha ;

323 B - « Bour Oulad Ali Guern Lehmar », 2.300 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali des Senhaja ;

323 C - « Koudia Megdoul », 250 hectares environ, appartenant à la collectivité des Hadadja et Oulad Abdallah ;

323 D - « Bled el Gsia », 250 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Abdallah ;

323 E - « Bour Bou Leskim », 1.800 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali Krakcha, Oulad Aïssa, Oulad Tadla, Nzem, Oulad Brihri, Oulad Brici Kdadcha, Oulad Hamida, Oulad Saïd, Oulad Sliman, Oulad Bou Ali ben Saïd ;

Parcelle 1, 323 F - « El Ghedira », 10 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naceur ;

Parcelle 2, 323 F - « El Hajara », 2 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naceur ;

- Parcelle 3, 323 F - « Feddan Dechar », 7 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- Parcelle 4, 323 F - « Feddian el Khiam », 100 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- 323 G - « Regaïca », 125 hectares environ, appartenant à la collectivité des Khemarsa ;
- 323 H - « Tikermoudine », 700 hectares environ, appartenant à la collectivité des Zemamra ;
- 323 I - « Bour Oulad Ali », 400 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali Aït el Ajani ;
- Parcelle 1, 323 J - « Boukni Tirounia », 20 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa ;
- Parcelle 2, 323 J - « Bled el Fied », 35 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa ;
- Parcelle 3, 323 J - « Bour Bousseta », 60 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa, sis en tribu Oulad Khallouf ;
- 323 K - « Bour bel Kni », 200 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Talha ;
- 323 L - « Feddan Smoun », 25 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad M'Bareck et des Oulad Rhanem ;
- Parcelle 1, 323 M - « Chaaba el Guentra II », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des Krakra (Oulad Akkou) ;
- Parcelle 2, 323 M - « Sila », 40 hectares environ, appartenant à la collectivité des Krakra (Oulad Akkou) ;
- 323 N - « Chaaba el Guentra I », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Raho ;
- 323 O - « Bourat el Menassir », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des M'Menassir, sis en tribu Oulad Yagoub,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Conformément aux dispositions du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), il sera procédé à la délimitation des vingt-deux (22) immeubles collectifs dénommés :

- Parcelle 1, 323 A - « Bour Grarcha », 700 hectares environ, appartenant à la collectivité des Grarcha ;
- Parcelle 2, 323 A - « Bour Grarcha », 5 hectares environ, appartenant à la collectivité des Grarcha ;
- 323 B - « Bour Oulad Ali Guern Lehmar », 2.300 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali des Senhaja ;
- 323 C - « Koudia Megdoul », 250 hectares environ, appartenant à la collectivité des Hadadja et Oulad Abdallah ;
- 323 D - « Bled el Gsia », 250 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Abdallah ;
- 323 E - « Bour Bou Leskim », 1.800 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali Krakcha, Oulad Aïssa, Oulad Tadla, Nzem, Oulad Bribri, Oulad Brici Kdadcha, Oulad Hamida, Oulad Saïd, Oulad Sliman, Oulad Bou Ali ben Saïd ;
- Parcelle 1, 323 F - « El Ghedira », 10 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- Parcelle 2, 323 F - « El Hajara », 2 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- Parcelle 3, 323 F - « Feddan Dechar », 7 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- Parcelle 4, 323 F - « Feddian el Khiam », 100 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Naccour ;
- 323 G - « Regaïca », 125 hectares environ, appartenant à la collectivité des Khemarsa ;
- 323 H - « Tikermoudine », 700 hectares environ, appartenant à la collectivité des Zemamra ;
- 323 I - « Bour Oulad Ali », 400 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Ali Aït el Ajani ;
- Parcelle 1, 323 J - « Boukni Tirounia », 20 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa ;
- Parcelle 2, 323 J - « Bled el Fied », 35 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa ;

- Parcelle 3, 323 J - « Bour Bousseta », 60 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Aïssa, sis en tribu Oulad Khallouf ;
- 323 K - « Bour bel Kni », 200 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Talha ;
- 323 L - « Feddan Smoun », 25 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad M'Bareck et des Oulad Rhanem ;
- Parcelle 1, 323 M - « Chaaba el Guentra II », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des Krakra (Oulad Akkou) ;
- Parcelle 2, 323 M - « Sila », 40 hectares environ, appartenant à la collectivité des Krakra (Oulad Akkou) ;
- 323 N - « Chaaba el Guentra I », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des Oulad Raho ;
- 323 O - « Bourat el Menassir », 3 hectares environ, appartenant à la collectivité des M'Menassir, sis en tribu Oulad Yagoub.

Les opérations de délimitation commenceront à l'intersection des pistes de Bou Ineba et de Tanannt, au nord-est de l'immeuble dénommé « Bou Oulad Ali Guern Lahmar », à la borne B 14 de la délimitation D.A. 216 B, le 4 novembre 1952, à 10 heures, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1371 (16 juin 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 juillet 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 17 juin 1952 (24 ramadan 1371)

classant les gravures rupestres de Tiiggane et du jbel Feggousat (territoire de Tiznit).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 juillet 1945 (11 chaabane 1364) relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, et à la protection des villes anciennes et des architectures régionales, et en particulier le titre deuxième ;

Vu la proposition du directeur de l'instruction publique et l'avis conforme du directeur des finances et du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont classées les zones contenant des gravures rupestres, sises dans les périmètres teintés en rouge sur les deux plans aux 1/100.000^e et 1/200.000^e, annexés à l'original du présent arrêté, de Tiiggane et du jbel Feggousat (territoire de Tiznit).

ART. 2. — Le classement a pour effet, en dehors de l'application des dispositions générales du dahir susvisé, d'interdire toute construction.

Fait à Rabat, le 24 ramadan 1371 (17 juin 1952).

MOHAMMED EL HAJOUI,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 17 juin 1952 (24 ramadan 1371)
portant nomination d'un défenseur agréé près les juridictions makhzen.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 janvier 1924 (2 joumada II 1342) instituant des défenseurs agréés près les juridictions makhzen et réglementant l'exercice de leur profession ;

Vu le dahir du 28 juillet 1945 (17 chaabane 1364) relatif à l'exercice de la profession de défenseur agréé et d'avocat près les juridictions makhzen non pourvues d'un commissaire du Gouvernement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — M. Elie Amsellem est nommé en qualité de défenseur agréé près les juridictions makhzen, avec résidence à Oujda.

Fait à Rabat, le 24 ramadan 1371 (17 juin 1952).

MOHAMMED EL HAJJUI,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

Arrêté résidentiel du 18 juillet 1952
portant désignation de délégués du Commissaire résident général
près des bureaux d'assistance judiciaire.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 12 août 1913 sur l'assistance judiciaire et notamment son article 5,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Raynal, sous-directeur au secrétariat général du Protectorat, est désigné comme délégué du Commissaire résident général au bureau d'assistance judiciaire établi près la cour d'appel de Rabat, en remplacement de M. Pelletier, pour les mois de juillet, août et septembre 1952.

ART. 2. — M. Renaud Jean-Claude, contrôleur d'arrondissement à Meknès, est désigné, pour l'année judiciaire 1951-1952, comme délégué du Commissaire résident général au bureau d'assistance judiciaire établi près le tribunal de première instance de Meknès, en remplacement de M. Piquard, muté.

ART. 3. — Le présent arrêté sera exécuté à la diligence du procureur général près la cour d'appel de Rabat à qui ampliation en sera transmise.

Rabat, le 18 juillet 1952

J. DE BLESSON.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 7 juillet 1952 une enquête publique est ouverte du 21 au 28 juillet 1952, dans l'annexe d'Oulmès, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société des wolfram du Zguit, à El-Karit.

Le dossier est déposé dans les bureaux de l'annexe d'Oulmès.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 17 juillet 1952 une enquête publique est ouverte du 4 août au 5 septembre 1952, dans la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-banlieue, à Port-Lyautey, sur le projet de prise d'eau par pompage dans le canal du Foukroun, au profit de M^{me} Golosio, demeurant rive droite du Sebou, à Port-Lyautey.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-banlieue, à Port-Lyautey.

Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952
modifiant les taux des taxes d'usage
applicables dans le port de Casablanca.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté directeur du 22 juin 1923, modifié les 29 novembre 1935 et 14 février 1943 et relatif à l'utilisation des cales de halage du port de Casablanca ;

Vu le dahir du 29 octobre 1937 relatif au mode d'exploitation du dock flottant du port de Casablanca ;

Vu l'arrêté directeur du 29 octobre 1937 relatif à la réglementation de l'exploitation en régie du dock flottant du port de Casablanca ;

Vu la convention passée avec la Manutention marocaine pour le chargement et le déchargement des navires, le transport et le magasinage dans le port de Casablanca, approuvée par dahir du 25 septembre 1934 ;

Vu les dahirs ayant approuvé les avenants qui ont modifié ou complété ladite convention ;

Vu la convention passée avec la Manutention marocaine pour la gérance des parcs à charbon et à minerais, approuvée par dahir du 8 mars 1946 ;

Vu les dahirs ayant approuvé les avenants qui ont modifié ou complété ladite convention ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances ;

Sur la proposition de l'inspecteur général, directeur du port,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes perçues dans le port de Casablanca, soit par l'administration, soit par la société gérante, sont modifiés suivant les nouveaux tarifs ci-dessous :

A. — TAXES A LA CHARGE DES NAVIRES.

I. — TAXES PERÇUES PAR L'ADMINISTRATION.

§ 1^{er}. — Cales de halage, slips et accessoires.

a) Stationnement, sur cales ou terre-pleins, des remorqueurs, barcasses, chalands de toute nature, vedettes à moteur, canots et embarcations de servitude, canots et embarcations de pêche dont la jauge brute ne dépasse pas 3 tonneaux :

Séjour en franchise : quatre jours.

A partir du cinquième jour, paiement d'une taxe calculée par mètre carré d'encombrement, égale, pour une durée totale de stationnement de N jours, à :

Pour remorqueurs, barcasses et chalands :

$$\frac{N^2}{200} \times 18 \text{ francs ;}$$

Pour les autres unités :

$$\frac{N^2}{100} \times 18 \text{ francs.}$$

b) Stationnement des navires et embarcations de pêche d'une jauge brute dépassant 3 tonneaux :

Taxe de 18 francs par jour et par tonneau de jauge jusqu'au dixième jour de stationnement inclus ;

A partir du onzième jour, paiement d'une taxe égale, par tonneau de jauge brute et pour une durée totale de stationnement de N jours, à :

$$\left(N + \frac{N^2}{100} \right) \times 18 \text{ francs.}$$

c) Location d'engins de cales de halage :

Cabestan électrique : 1.000 francs l'heure ou fraction d'heure, plus le prix de l'énergie électrique consommée, majoré de 35 %.

Trucks roulants, par jour et par truck utilisé 600 fr.

§ 2. — Dock flottant.

a) Assèchement et remise à flot d'un navire :

Pour 1.000 tonneaux de jauge brute et au-dessous. 27.500 fr.

Pour chaque tonneau en plus :

De 1.001 à 2.000 tonneaux 33 fr.

De 2.001 à 3.000 — 28

Au-dessus de 3.000 tonneaux 17

Et par fraction indivisible de 100 tonnes métriques de chargement (sans que le montant de cette taxe supplémentaire puisse dépasser le montant de la taxe pour le navire à lège) 2.800

b) Relevage du dock à la demande du navire :

Pour la préparation de biers ou de tins spéciaux (ou pour travaux supplémentaires à faire au navire après immersion commencée) et réimmersion après achèvement des travaux 16.500 fr.

c) Maintien à sec du dock pour préparation de tins ou biers spéciaux, par jour 40.000 fr.

d) Occupation du dock (période normale), par jour d'occupation :

Pour 500 tonneaux de jauge brute et au-dessous .. 16.500 fr.

Pour chaque tonneau en plus :

De 501 à 2.000 tonneaux 16 fr. 50

Au-dessus de 2.000 tonneaux 5 fr. 50

Pour chaque fraction indivisible de 100 tonnes métriques de chargement 290

e) Location d'engins divers :

Espars, épontilles, étais supplémentaires, sur demande des capitaines :

Espars de moins de 4 mètres de longueur :

Premier jour 220 fr.

Par jour en sus 33

Espars de 4 mètres de longueur et au-dessus :

Premier jour 340 fr.

Par jour en plus 33

Abloches, par unité 33 fr.

Cales, par unité 11

Déplacement d'épontilles, étais, espars, sur demande des capitaines :

Par pièce déplacée et remise en place 66 fr.

Enlèvement, remplacement au besoin et remise en place de faux tins sur demande des capitaines :

Par faux tin et remise en place 2.040 fr.

Enlèvement et remise en place de tins ou contre-tin mobile sur demande des capitaines :

Par pièce de tin ou de contre-tin 220 fr.

Location de manches et lances à eau :

Par manche et par heure de location 420 fr.

Location de chemin d'accès au navire :

Par chemin et par jour 420 fr.

Location de chevalets pour échafaudages et accessoires :

Par chevalet de 3 mètres de hauteur et au-dessous et par jour 90 fr.

Par chevalet de 3 mètres à 5 mètres de hauteur et par jour 170

Par chevalet de plus de 5 mètres de hauteur et par jour 290

Location d'échelles :

Par échelle de 4 mètres de longueur et au-dessous et par jour 66 fr.

Pour chaque mètre en sus 6

Location de poutrelles d'échafaudage :

Par poutrelle de 4 mètres de longueur et au-dessous et par jour 83 fr.

Par poutrelle de plus de 4 mètres de longueur et par jour 125

Location de planches d'échafaudage :

Par planche de 5 mètres de longueur et au-dessous et par jour 17 fr.

Par planche de plus de 5 mètres de longueur et par jour 28

Location de grue électrique (par heure ou fraction d'heure) :

Heures normales de jour :

Première heure 1.100 fr.

Chaque heure en sus 825

En dehors des heures normales et dimanches et jours fériés :

Première heure 1.650 fr.

Chaque heure en sus 1.200

Location de cabestan électrique (par heure ou fraction d'heure) :

Heures normales de jour 1.100 fr.

En dehors des heures normales et dimanches et jours fériés 1.650

Eclairage pour travail de nuit (par heure ou fraction d'heure) :

Par lampe de 1.000 bougies 165 fr.

Par lampe de 600 bougies 90

Minimum de perception par nuit 2.500

Fourniture d'énergie électrique (éclairage ou force) : prix du kW-h. H.T. au tarif S.M.D.

Location de compresseurs d'air (sans fourniture d'énergie) :

Compresseur de 90 CV., l'heure 1.000 fr.

Compresseur de 30 CV., l'heure 420

§ 3. — Engins flottants.

Ponton-mâtère de 150 tonnes « Cachalot » :

Tarif horaire (colis d'un poids unitaire inférieur ou égal à 30 tonnes) :

Par heure 9.500 fr.

Minimum de perception 19.000

Tarif à la tonne manipulée (colis d'un poids supérieur à 30 tonnes) :

Par tonne manipulée 850 fr.

Minimum de perception par opération 18.000

Ponton-grue de 30 tonnes et de 15 tonnes :

Tarif horaire, par heure 8.000 fr.

Minimum de perception 15.000

Tarif à la tonne manipulée, par tonne 1.650

Minimum de perception 15.000

N.B. — Ces tarifs seront majorés de 50 % en dehors des heures normales et de 100 % les dimanches et jours fériés.

II. — TAXES PERÇUES PAR LA MANUTENTION MAROCAINE.

§ 1^{er}. — Aide de remorqueurs dans le port.

Mouvements de navires. — Tarif par remorqueur :

Pour la première demi-heure	3.520 fr.
Pour chaque demi-heure au-delà	2.060

Mouvements d'engins de servitude, chalands, etc. — Tarifs « au mouvement » :

Dans le port, par mouvement et par remorqueur.	1.760 fr.
Dans l'avant-port, par mouvement et par remorqueur	2.670

§ 2. — Fourniture d'eau douce.

- a) Prise aux bouches du quai (manches fournies par le navire), la tonne
	9 fr.
- b) Prise aux bouches du quai (livraison dans les soutes du navire) :
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	52 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	40
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	20
- c) Prise à la citerne de la Manutention marocaine par les moyens du bord :
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	160 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	125
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	90
- d) Mêmes opérations, ou livrée dans les soutes du navire par les moyens de la citerne :
Pour les 20 premières tonnes, la tonne	220 fr.
De la 21 ^e à la 50 ^e tonne, la tonne	140
Au-dessus de 50 tonnes, la tonne	125
- Aux tarifs ci-dessus s'ajoutent le prix de l'eau fournie par la distribution municipale et les taxes et surtaxes municipales.

§ 3. — Location d'engins de quai.

Services facultatifs.

- a) Amarres de poste (par 24 heures et par poste) :
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute ..	4.750 fr.
Navires de plus de 1.500 tonneaux de jauge brute.	6.800
- Ces prix comprennent la fourniture de deux grosses amarres de poste et les frais de leur mise en place et de leur enlèvement.
- b) Défenses de quai (du type « Travaux publics »), par jour et par poste :
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	470 fr.
Navires de plus de 1.500 tonneaux de jauge brute.	590
- c) Grue électrique de quai (5 tonnes), autogrue, portique roulant :
Par tonne manipulée	250 fr.
Minimum de perception par demi-heure d'emploi.	900
- d) Passerelles pour navires :
Passerelle de coupée de plus de 10 mètres, par unité et par période de 24 heures	1.430 fr.
Passerelle de coupée de 8 à 10 mètres, par unité et par période de 24 heures	1.320
Passerelle de coupée de moins de 8 mètres, par unité et par période de 24 heures	1.170
Mise en place et enlèvement de passerelles, par passerelle	5.500
- e) Evacuation des escarbilles :
Par opération ne dépassant pas deux heures	5.350 fr.
Par heure ou fraction d'heure en sus	900

B. — TAXES SUPPORTÉES PAR LES MARCHANDISES.

TAXES PERÇUES PAR L'ADMINISTRATION.

Liquides débarqués par pipe-lines
(à l'exception des produits pétroliers).

Huile végétale en vrac, la tonne	260 fr.
Goudrons et bitumes, la tonne	70

TAXES PERÇUES PAR LA MANUTENTION MAROCAINE.

I. — Quais du môle du Commerce et du môle intermédiaire, quai Chaux.

A. — Débarquement. — Embarquement.

1^o Marchandises ordinaires (taxées au poids et en colis d'un poids unitaire ne dépassant pas 10 tonnes) :1^{re} catégorie :

Débarquement, la tonne	510 fr.
Embarquement, —	475

2^e catégorie :

Débarquement, la tonne	425
Embarquement, —	410

3^e catégorie :

Débarquement, la tonne	365
Embarquement, —	350

4^e catégorie :

Débarquement, la tonne	330
Embarquement, —	290

2^o Marchandises ordinaires (colis lourds d'un poids unitaire supérieur à 10 tonnes) :

Colis de 10 t. à 15 t. inclus, la tonne	2.000 fr.
Colis de plus de 15 t. (150 t. maximum), la tonne.	2.650

3^o Marchandises ordinaires (articles taxés à l'unité), à l'embarquement ou au débarquement :

Piano	1.000 fr.
Brouette	30
Bicyclette	60
Motocyclette	170
Cercueil	1.000
Wagonnet	400

Voiture non automobile, araba, charrette, embarcation, chaland, camion non automobile d'un poids ne dépassant pas 200 kilos

400

D'un poids compris entre 200 et 500 kilos

830

Et par 100 kilos au-dessus de 500 kilos, jusqu'à 10 tonnes

125

Voiture automobile de tourisme ou autocar d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos

3.000

(Si la voiture est immatriculée au Maroc la taxe est ramenée à 1.600 fr.)

Et par 100 kilos au-dessus de 1.000 kilos, jusqu'à 10 tonnes

130

Locomotive, wagon, remorque d'auto, camion automobile, camionnette, tracteur, rouleau compresseur d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos

2.300

Et par 100 kilos au-dessus, jusqu'à 10 tonnes

130

Cadre à marchandise plein ne nécessitant pas l'intervention d'élingues, d'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos

800

Et par 100 kilos au-dessus, jusqu'à 10 tonnes

90

4^o Animaux vivants sur pied, à l'embarquement ou au débarquement :

Cheval, mulet, chameau (en box), par tête	420 fr.
Cheval, mulet, chameau (sans box), par tête	320
Bœuf, taureau (en box), par tête	360
Bœuf, taureau (sans box), par tête	180
Veau, âne (sans box), par tête	55
Porc (sans box), par tête	50
Mouton, chèvre (sans box), par tête	20

Embarquement par passerelles :

Porc, par tête	30 fr.
Mouton, chèvre, par tête	10

5° <i>Marchandises dangereuses et inflammables</i> (hydrocarbures et combustibles liquides sous emballage ; matières dangereuses énumérées par le dahir du 2 mars 1938) :	
Embarquement ou débarquement, la tonne	600 fr.
6° <i>Matières précieuses d'or, d'argent, de platine, bijoux</i> , à l'embarquement ou au débarquement :	
a) <i>Taxe fixe</i> :	
Colis de 0 à 20 kilos, l'unité	55 fr.
Colis de 21 à 50 kilos, l'unité	110
Colis de 51 à 100 kilos, l'unité	145
Par 100 kilos ou fraction de 100 kilos, au-dessus de 100 kilos	65
b) <i>Taxe ad valorem</i> :	
Par 1.000 francs sur valeur reconnue en douane ..	10 fr.
7° <i>Tarifs spéciaux</i> :	
Tarif spécial n° 1.	
a) <i>Débarquement</i> :	
Sucre raffiné en sacs de 70 à 100 kilos et par lots de 50 tonnes au moins, la tonne	450 fr.
Essence de pétrole et pétrole, en fûts ou en caisses, d'un poids minimum de 30 kilos :	
Par lots de 20 à 100 tonnes, la tonne	550 fr.
Par lots d'un poids supérieur à 100 tonnes, la tonne	530
Alcool en fûts :	
Par lots de 20 à 50 tonnes, la tonne	550 fr.
Par lots d'un poids supérieur à 50 tonnes, la tonne	530
b) <i>Embarquement</i> :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie :	
En sacs d'un poids unitaire de 80 kilos au moins ou en fûts d'un poids unitaire de 100 à 250 kilos, par lots de 20 tonnes au minimum, la tonne	450 fr.
Marchandises ordinaires de 2 ^e catégorie :	
En sacs ou en fûts dans les mêmes conditions que ci-dessus, par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne	400 fr.
Marchandises ordinaires de 3 ^e catégorie :	
En sacs ou en fûts dans les mêmes conditions que ci-dessus, par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne	350 fr.
Tarif spécial n° 2.	
Lièges bruts :	
A l'embarquement :	
Par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne.	320 fr.
Tarif spécial n° 3.	
Produits pétroliers noirs, huiles minérales de combustion et similaires, sous emballages :	
Au débarquement et à l'embarquement :	
Par lots de 20 tonnes au minimum, la tonne.	450 fr.
Tarif spécial n° 4.	
Chaux et ciment d'origine locale :	
A l'embarquement :	
Marchandise livrée sur quai par lots de 50 tonnes au minimum, la tonne	280 fr.
Marchandise livrée sur wagons V.N. par lots de 100 tonnes au minimum, la tonne	260
Au débarquement :	
Par lots de 100 tonnes au minimum, pris à quai par le destinataire sous palan, au fur et à mesure du débarquement, pour sortie directe en ville, la tonne	310 fr.

Par lots de 200 tonnes et au-dessus, pris par le destinataire, dans les mêmes conditions que ci-dessus, la tonne	300 fr.
Tarif spécial n° 5.	
Pavés et bordures de trottoirs :	
A l'embarquement :	
Marchandises livrées sur quai par lots de 200 tonnes au minimum, la tonne	320 fr.
Tarif spécial n° 6.	
Pyrites de fer, cendres de pyrites, superphosphates (tarifs du môle du Commerce) :	
a) <i>Au débarquement</i> :	
Pyrites par bateaux complets à quai, déchargement direct sur quai ou sur wagons, la tonne	250 fr.
b) <i>A l'embarquement</i> :	
Cendres de pyrites, minerais divers, superphosphates, par lots de 100 tonnes au minimum, livrés sur wagons V.N., la tonne	250 fr.
Tarif spécial n° 8.	
Sucre raffiné d'origine locale :	
A l'embarquement :	
Par lots de 25 tonnes au minimum, la tonne.	340 fr.
Tarif spécial n° 9.	
Sucre brut en sacs :	
Au débarquement :	
Par lots de 100 tonnes au minimum, avec mise directe sur wagons ou camions du destinataire, la tonne	360 fr.
Tarif spécial n° 10.	
Charbons (houille, coke, anthracite, agglomérés, etc.) : tarifs du môle du Commerce :	
Au débarquement :	
De 1 à 100 tonnes, la tonne	350 fr.
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	330
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	300
Prix moyen maximum pour les lots de 250 tonnes et au-dessus, la tonne	320
A l'embarquement :	
De 1 à 50 tonnes, la tonne	350 fr.
De la 51 ^e à la 100 ^e tonne, la tonne	340
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	320
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	300
Tarif spécial n° 11.	
Cadres isothermes	P.M.
Tarif spécial n° 12.	
Soufre brut en sacs uniformes de 100 kilos au minimum :	
Débarquement direct du navire accosté sur wagons ou camions par lot minimum de 100 tonnes, la tonne	370 fr.
Tarif spécial n° 12 bis.	
Soufre brut en vrac, débarqué d'un navire accosté et mis directement sur wagon voie normale :	
De 1 à 250 tonnes, la tonne	350 fr.
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	300
Le prix moyen de la tonne devant être au maximum de 320 francs pour les lots de 250 tonnes et au-dessus.	

Tarif spécial n° 13.

Embarquement ou débarquement de vin et huile en vrac par refoulement depuis les camions-citernes jusqu'au navire ou *vice versa* :

Par tonne embarquée	220 fr.
Par tonne débarquée	300

Tarif spécial n° 14.

Graines oléagineuses en vrac débarquées d'un navire accosté bord à quai et mises directement sur wagons :

Par lot minimum de 100 tonnes, la tonne débarquée	330 fr.
---	---------

Tarif spécial n° 14 bis.

Graines oléagineuses en sacs débarquées dans les mêmes conditions que ci-dessus :

Par lot minimum de 100 tonnes, la tonne débarquée	340 fr.
---	---------

MAJORATION SUR LES TAXES DE DÉBARQUEMENT ET D'EMBARQUEMENT.

1° Marchandises taxées au poids (sauf colis lourds d'un poids supérieur à 10 tonnes).

Les taxes d'aconage ci-dessus, calculées au poids et s'appliquant à des colis d'un poids unitaire ne dépassant pas 10 tonnes sont majorées :

- De 100 % pour les colis pesant moins de 300 kilos au mètre cube ;
- De 20 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 200 kilos et ne dépassant pas 2.500 kilos ;
- De 50 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 2.500 kilos et ne dépassant pas 5.000 kilos ;
- De 100 % pour les colis d'un poids individuel supérieur à 5.000 kilos et ne dépassant pas 10.000 kilos.

N.B. — Lorsque plusieurs des majorations ci-dessus sont applicables à une même marchandise, elles se cumulent entre elles.

2° Marchandises débarquées ou embarquées en dehors des heures normales de travail, ou les dimanches et jours fériés :

Jours ouvrables :

De 12 heures à 14 heures	150 % de la taxe
De 18 heures à 20 heures	50 % —
De 20 heures à 24 heures	100 % —
De 0 heure à 7 heures	100 % —

Dimanches et jours fériés :

De 12 heures à 14 heures	250 % de la taxe
De 18 heures à 20 heures	150 % —
De 20 heures à 24 heures	200 % —
De 0 heure à 7 heures	200 % —

Majoration minimum par heure commandée et par main desservie ou commandée :

Opérations effectuées de 20 heures à 6 heures	1.100 fr.
Opérations effectuées les jours ouvrables, de 12 heures à 14 heures et de 18 heures à 20 heures...	2.200
Opérations effectuées pendant les heures normales des dimanches et jours fériés	2.200

Sont considérées comme effectuées le dimanche ou les jours fériés, les opérations accomplies entre 7 heures et le lendemain 6 heures.

B. — Stationnement.

1° Marchandises ordinaires débarquées :

Tarif applicable à partir du onzième jour de stationnement, par quintal brut :

Au 11 ^e jour..	18 fr.	Au 38 ^e jour..	255 fr.	Au 65 ^e jour..	819 fr.
12 ^e —..	20	39 ^e —..	270	66 ^e —..	847
13 ^e —..	24	40 ^e —..	286	67 ^e —..	875
14 ^e —..	28	41 ^e —..	302	68 ^e —..	903
15 ^e —..	33	42 ^e —..	318	69 ^e —..	932
16 ^e —..	38	43 ^e —..	334	70 ^e —..	962
17 ^e —..	43	44 ^e —..	352	71 ^e —..	993
18 ^e —..	48	45 ^e —..	370	72 ^e —..	1.024
19 ^e —..	53	46 ^e —..	388	73 ^e —..	1.056
20 ^e —..	59	47 ^e —..	407	74 ^e —..	1.088
21 ^e —..	66	48 ^e —..	426	75 ^e —..	1.120
22 ^e —..	73	49 ^e —..	445	76 ^e —..	1.152
23 ^e —..	81	50 ^e —..	465	77 ^e —..	1.184
24 ^e —..	89	51 ^e —..	485	78 ^e —..	1.216
25 ^e —..	98	52 ^e —..	506	79 ^e —..	1.249
26 ^e —..	107	53 ^e —..	528	80 ^e —..	1.284
27 ^e —..	117	54 ^e —..	550	81 ^e —..	1.317
28 ^e —..	128	55 ^e —..	572	82 ^e —..	1.350
29 ^e —..	140	56 ^e —..	594	83 ^e —..	1.383
30 ^e —..	152	57 ^e —..	616	84 ^e —..	1.416
31 ^e —..	164	58 ^e —..	639	85 ^e —..	1.451
32 ^e —..	176	59 ^e —..	664	86 ^e —..	1.488
33 ^e —..	188	60 ^e —..	689	87 ^e —..	1.525
34 ^e —..	200	61 ^e —..	714	88 ^e —..	1.563
35 ^e —..	212	62 ^e —..	740	89 ^e —..	1.601
36 ^e —..	225	63 ^e —..	766	90 ^e —..	1.640
37 ^e —..	240	64 ^e —..	792		

N.B. — 1° Une majoration temporaire de 100 % des taxes ci-dessus est applicable aux marchandises lorsque la durée de leur stationnement au-delà du délai de franchise dépasse cinq jours.

2° Les destinataires des marchandises ci-dessus, entreposées en magasins par lots inférieurs ou égaux à 50 tonnes, qui retirent leurs marchandises avant l'expiration du délai de dépôt gratuit de huit jours, bénéficient d'une prime égale à trois francs (3 fr.) par quintal et par jour d'avance sur l'expiration de ce délai, le montant total de cette prime ne pouvant toutefois être supérieur à quinze francs (15 fr.) par quintal.

2° Marchandises ordinaires à embarquer :

Tarif applicable à partir du 11^e jour de stationnement, par quintal brut :

Du 11 ^e au 20 ^e jour	6 fr.
Du 21 ^e au 30 ^e —	18
Du 31 ^e au 40 ^e —	90
Du 41 ^e au 50 ^e —	130
Du 51 ^e au 60 ^e —	200
Du 61 ^e au 70 ^e —	270
Du 71 ^e au 80 ^e —	350
Du 81 ^e au 90 ^e —	440

Les taxes afférentes à chaque décade se cumulant.

3° Marchandises dangereuses et inflammables, débarquées ou à embarquer (par quintal brut) :

Du 3 ^e jour au 7 ^e jour inclus	20 fr.
Du 8 ^e — au 11 ^e —	40
Du 12 ^e — au 15 ^e —	60
Du 16 ^e — au 20 ^e —	80
Du 21 ^e — au 25 ^e —	100
Du 26 ^e — au 30 ^e —	110

Les taxes afférentes à chaque période se cumulant.

4° Marchandises ordinaires en transbordement (par quintal brut) :

Du 21 ^e au 30 ^e jour inclus	8 fr.
Du 31 ^e au 40 ^e —	24
Du 41 ^e au 50 ^e —	110

Du 51° au 60° jour inclus	195 fr.
Du 61° au 70° — —	270
Du 71° au 80° — —	380
Du 81° au 90° — —	470
5° Matières précieuses, or, argent, bijoux (par quintal brut et par jour) :	
Pour le 4° et le 5° jour	50 fr.
A partir du 6° jour	90
6° Marchandises ordinaires en transit international (par quintal brut et par jour)	
	1 fr.
7° Animaux vivants :	
Parcage (par tête et par jour) :	
Chameaux, chevaux, bœufs	12 fr.
Porcs	8
Moutons, chèvres	5
Hébergement au lazaret (par tête et par jour) :	
Bovins, équidés	26 fr.
Ovins, caprins	9
Porcins	13
Autres non dénommés	12
8° Locations :	
Terre-pleins, par mètre carré et par mois	25 fr.
Magasins, par mètre carré et par mois	150
C. — Assurances, contre l'incendie, des marchandises entreposées.	
Taxe pour 100 francs de valeur et par décade :	
Marchandises ordinaires	0 fr. 04
Marchandises dangereuses ou inflammables ..	0 fr. 20
D. — Manutentions et opérations diverses (facultatives).	
1° Location d'engins de manutention :	
Allèges, par tonne de portée en lourd :	
Pour une demi-journée	55 fr.
Pour une journée	70
Par jour, pour charbon de soute	30
(Pour une durée minimum de location de 3 mois.)	
Bennes :	
Benne-prenneuse à céréales de 3.500 litres, par demi-journée indivisible	2.900 fr.
Benne-prenneuse ordinaire, par demi-journée indivisible	2.400
Benne à minerais de 1.000 litres et plus, par demi-journée indivisible	1.100
Benne à minerais de 800 litres, par demi-journée indivisible	700
Tracteurs :	
Tracteur, par unité et par heure jour	1.320 fr.
Tracteur, par unité et par heure nuit	1.420
Remorque, par unité et par heure	235
Plateau ou disque à palanquée, par unité et par demi-journée	265
Elingues, pattes à crocs, filets, par tonne manipulée	50
Appareil de couplage de grues, par unité et par heure	270
Grand appareil pour débarquement de camions, par demi-journée	660
Petit appareil pour débarquement de voitures, par demi-journée	330
Box à bestiaux, par unité et par demi-journée.	390
Sauterelle à tapis roulant, chargeur à godets pour camions, chargeurs à tabliers métalliques pour camions ou wagons ou pour déchargement de wagons (par appareil utilisé), par tonne manipulée	70

Un minimum de 1.000 francs est applicable par demi-heure d'emploi des appareils, à compter du moment où l'engin est mis à la disposition de l'intéressé jusqu'au moment où l'opération à effectuer est terminée.

1° bis Location de pipe-line flottant (pour produits pétroliers) :	
Produits blancs, la tonne	43 fr.
Produits noirs, la tonne	22
Engins de levage (grues, autogrues, portique roulant) :	
Par tonne manipulée	260 fr.
Minimum de perception par demi-heure d'emploi	900
La taxe est majorée de 25 % pour les colis d'un poids unitaire de 5 à 10 tonnes, et de 50 % pour ceux d'un poids unitaire supérieur à 10 tonnes).	
Utilisation de grue pour embarquement ou débarquement d'auto-bagages, par auto-bagage	
	600 fr.
2° Transbordement de navire à navire, par allèges :	
Marchandises ordinaires :	
De 1 ^{re} catégorie, la tonne	190 fr.
De 2° — —	175
De 3° — —	165
De 4° — —	125
Dangereuses et inflammables, la tonne	255
3° Transport de marchandises en dehors de la zone occupée par la société gérante :	
Transport des quais, des terre-pleins, des hangars de la concession aux terre-pleins d'usage public situés dans l'enceinte du port, ou <i>vice versa</i> , la tonne	160 fr.
Transport direct du navire au terre-plein d'usage public ou <i>vice versa</i> , sans stationnement sur quai, la tonne	90
4° Opérations diverses :	
Arrimage avec classement spécial :	
Briques, tuiles, planches, madriers, par tonne	175 fr.
Traverses de chemin de fer, poutrelles, fers, par tonne.	65
Charbons de toute nature jusqu'à 2 mètres de haut, par tonne	55
Charbons de toute nature de 2 à 4 mètres de haut, par tonne	90
Désarrimage simple :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne ..	40 fr.
— — 2° — — ..	38
— — 3° — — ..	35
— — 4° — — ..	33
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	40
2) Désarrimage, transport, réarrimage avec classement :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne ..	125 fr.
— — 2° — — ..	120
— — 3° — — ..	110
— — 4° — — ..	90
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	125
β) Désarrimage, transport, réarrimage sans classement :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne ..	65 fr.
— — 2° — — ..	60
— — 3° — — ..	55
— — 4° — — ..	50
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	65

γ) Reconnaissance de la marchandise avec désarrimage et réarrimage (manutention par le propriétaire) :

Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, la tonne ..	22 fr.
— — — 2 ^e — — ..	17
— — — 3 ^e — — ..	13
— — — 4 ^e — — ..	11
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	25

N.B. — Les taxes désignées aux §§ α, β et γ ci-dessus, seront doublées pour les colis d'un poids individuel supérieur à 1.000 kilos mais ne dépassant pas 1.500 kilos ; elles seront débattues de gré à gré pour ceux d'un poids individuel supérieur à 1.500 kilos.

5° Pesage (par bascules charretières) :

Par quintal métrique ou fraction	5 fr.
(Avec délivrance gratuite d'un total de poids.)	
Délivrance d'un détail de pesées :	
Jusqu'à 20 pesées	9 fr.
Pour chaque pesée en sus de 21 à 100	0 fr. 50
Pour chaque pesée au-dessus de 100	0 fr. 20
Autres engins que les bascules charretières, avec fourniture de main-d'œuvre pour les manipulations :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, par tonne ..	65 fr.
— — — 2 ^e — — ..	60
— — — 3 ^e — — ..	55
— — — 4 ^e — — ..	50
Marchandises dangereuses ou inflammables, la tonne.	65
Sans fourniture de main-d'œuvre pour les manipulations :	
Marchandises ordinaires de 1 ^{re} catégorie, par tonne ..	35 fr.
— — — 2 ^e — — ..	30
— — — 3 ^e — — ..	25
— — — 4 ^e — — ..	20
Marchandises dangereuses ou inflammables, la tonne.	35

N.B. — Même taxe que pour les bascules charretières pour la délivrance de détail de poids.

Pesage d'animaux vivants (tous engins), par tête :

Bœufs, chevaux, mulets, chameaux	22 fr.
Anes, veaux, porcs	6
Chèvres, moutons	4

6° Chargement ou déchargement des marchandises sur wagons ou camions :

Bois de caissage ou de construction, la tonne	175 fr.
Bonbonnes (vides ou pleines), la tonne	190
Briques, la tonne	220
Billots vides, la tonne	175
Briquettes de charbon, la tonne	160
Caisses vides, la tonne	175
Carreaux, la tonne	220
Charbon de bois en sacs, la tonne	190
Charbon de bois en vrac, la tonne	220
Charbon de terre, la tonne	190
Céréales en sacs, la tonne	90

Colis divers et fûts pleins :

Poids unitaire jusqu'à 100 kilos, la tonne	190 fr.
Poids unitaire de 101 à 200 kilos, la tonne	220
Poids unitaire supérieur à 200 kilos, la tonne	280
Fûts vides, la tonne	220
Faïtières, la tonne	220
Fers en barres ou en bottes, jusqu'à 200 kilos, la tonne.	220
Fers en barres ou en bottes, d'un poids supérieur à 200 kilos, la tonne	265
Madriers, la tonne	175
Minerais en vrac, la tonne	220

Minerais en sacs, la tonne	190 fr.
Marchandises diverses en vrac, la tonne	220
Perches, poteaux, piquets, la tonne	175
Poussier de charbon, la tonne	190
Primeurs (avec arrimage et classement spécial), la tonne	165
Sacherie, poids unitaire jusqu'à 101 kilos, la tonne..	160
Sacherie, poids unitaire supérieur à 101 kilos, la tonne.	190
Sable en vrac, la tonne	190
Sel en vrac, la tonne	190
Tuiles, la tonne	220
Traverses de chemin de fer	175

Les taxes ci-dessus sont majorées de 25 % pour les colis d'un poids unitaire supérieur à 5.000 kilos jusqu'à 10.000 kilos et de 50 % pour les colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos jusqu'à 25.000 kilos avec utilisation du portique roulant.

Les colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos à charger ou à décharger au moyen du ponton-mature, seront taxés suivant le tarif « Colis lourd ».

II. — Quai à charbon et à minerais.

a) Débarquement :

1° Charbon de toute nature :	
Mise à terre ou sur wagons, sans pesage :	
De 1 à 250 tonnes, la tonne	200 fr.
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	180
Prix moyen maximum pour les lots de plus de 250 tonnes, la tonne	
	185
Mise sur wagons, avec pesage : même taxe que ci-dessus, majorée par tonne de 10 francs.	
Mise sur chalands pour la soute : taxe de débarquement ci-dessus diminuée de 30 %, la main-d'œuvre à bord des chalands étant à la charge des réceptionnaires.	
2° Pyrites et minerais de manganèse :	
Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne	150 fr.
3° Gypse :	
Mise à terre ou sur wagons, sans pesage, la tonne	160 fr.
4° Autres marchandises non dénommées : même tarif qu'au môle du Commerce (cf. ci-dessus).	

b) Embarquement :

1° Charbons de toute nature :	
Charbon non destiné aux soutes :	
De 1 à 100 tonnes, la tonne	200 fr.
De la 101 ^e à la 250 ^e tonne, la tonne	185
A partir de la 251 ^e tonne, la tonne	180
Charbon destiné aux soutes : taxe ci-dessus réduite de 50 %.	
2° Minerais de fer et de manganèse (arrivant par voie ferrée et chargés sur bennes amovibles d'un type agréé par l'administration, présentant individuellement un poids compris entre 10 et 12 tonnes en charge, et permettant leur manutention par des engins de quai) :	

	Fer	Manganèse
Mise à bord directe, la tonne	90 fr.	120 fr.
Déchargement de bennes, sur parc, la tonne	50	60
Reprise sur parc et mise à bord, la tonne ...	75	80

Résidus de pyrites, cendres, la tonne

150 fr.

3° Gypse :

De parc à navires, la tonne

160 fr.

4° Autres marchandises : même tarif qu'au môle du Commerce

c) Transfert d'un point du parc à un autre :

Charbons de toute nature, par tonne ...

60 fr.

d) Chargement sur wagons voie normale (désarrimage sur parc et arrimage sur wagons à la charge des usagers) :

Charbons (de toute nature) :

Par lots de 1 à 50 tonnes, sans pesage, la tonne	60 fr.
Par lots de 1 à 50 tonnes, avec pesage, la tonne	65
Par lots au-dessus de 50 tonnes, sans pesage, la tonne.	45
Par lots au-dessus de 50 tonnes, avec pesage, la tonne.	60

Pyrites et gypse, sans pesage :

Par lots de 1 à 50 tonnes, la tonne	60 fr.
Par lots au-dessus de 50 tonnes, la tonne	45

e) Déchargement de wagons par bennes preneuses (le désarrimage sur wagons et l'arrimage sur parc à la charge des usagers) :

De 1 à 50 tonnes, sans pesage, la tonne	60 fr.
Au-dessus de 50 tonnes, sans pesage, la tonne ..	45

f) Stationnement :

Location au mètre carré :

Par jour	1 fr. 50
Par mois	36

Réduction de 50 % pour les minerais de fer, de 25 % pour les minerais de manganèse.

Les marchandises non dénommées aux tarifs de débarquement et d'embarquement ci-dessus, sont assujetties à la taxe de stationnement applicable sur le môle du Commerce.

g) Services accessoires :

1° Location d'éléments de mur de clôture :

Par mètre linéaire et par jour	1 fr. 50
Par mètre linéaire et par semestre	100

2° Opérations diverses d'arrimage :

Arrimage du charbon avec classement spécial :

Jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	50 fr.
De 2 mètres à 4 mètres de hauteur, par tonne	90
Au-dessus de 4 mètres de hauteur : de gré à gré.	

3° Chargement sur camions, des charbons de toute nature, la tonne

50 fr.

4° Pesage par bascule charretière : mêmes tarifs qu'au môle du Commerce (cf. ci-dessus).

5° Location de portiques et de grues :

Portique de 12 t. 5, l'heure	7.200 fr.
Grue de 12 t. 5, l'heure	4.500

MAJORATION DES TAXES DES QUAIS A CHARBON ET A MINERAIS.

Les taxes ci-dessus correspondant à des manutentions sont passibles d'une majoration de 50 % lorsque les opérations ont lieu en dehors des heures normales de travail, ou les dimanches et jours fériés légaux. Cette surtaxe est ramenée à 20 % en ce qui concerne les embarquements de minerais effectués les dimanches et jours fériés pendant les heures normales de la matinée (de 6 h. à 12 h.) et à 25 % pour les embarquements de nuit des minerais de fer embarqués directement des wagons-bennes aux navires.

La perception de la surtaxe de 50 % comporte les minima suivants :

Pour le charbon, par engin et par heure	4.250 fr.
Pour l'embarquement des minerais de fer et de manganèse, par engin et par heure	3.000
Pour le même embarquement effectué dans la matinée des dimanches et jours fériés, par engin et par heure	1.150

Ristourne à payer aux navires autorisés à employer leurs propres engins pour débarquer ou embarquer leurs marchandises, par tonne

15 fr.

Arr. 2. — Les administrations de la guerre et de la marine, lorsque les opérations de chargement ou de déchargement des marchandises leur appartenant n'auront pas été confiées à la Manuten-

tion marocaine, paieront à celle-ci, au profit du budget annexe du port, la moitié de la taxe d'embarquement ou de débarquement afférente aux marchandises ordinaires de 3^e catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur huit jours francs après la date de sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Rabat, le 22 juillet 1952.

GIRARD.

Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952 modifiant les taxes de péage applicables dans le port de Casablanca.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 janvier 1932 portant création de taxes de péage sur navires au port de Casablanca ;

Vu le dahir du 20 février 1937 portant création de taxes de péage sur les navires embarquant ou débarquant des marchandises dans le port de Casablanca ;

Vu le dahir du 29 décembre 1938 portant création d'une taxe de péage sur les navires à passagers au port de Casablanca ;

Vu le dahir du 30 avril 1930 approuvant la convention relative au régime des voies ferrées du port de Casablanca, intervenue entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer du Maroc ;

Vu le dahir du 12 septembre 1935 instituant une taxe de péage sur les essences de pétrole pures ou en mélange, pétroles, huiles minérales raffinées ou lampantes débarquées en fûts ou en caisses dans le port de Casablanca ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances ;

Sur la proposition de l'inspecteur général, directeur du port,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes de péage énumérées à l'article 2 du présent arrêté et perçues dans le port de Casablanca, sont modifiés suivant les tarifs fixés audit article 2.

ART. 2. — Les nouveaux tarifs sont les suivants :

A. — Péages sur navires.

§ 1^{er}. — Taxe de stationnement (par tonneau de jauge brute et par jour) :

Stationnement à flot :

De 1 à 500 tonneaux	18 fr.
De 501 à 1.000 tonneaux	12
De 1.001 à 3.000 tonneaux	8
De 3.001 à 5.000 tonneaux	4
Au-dessus de 5.000 tonneaux	2

a) A titre provisoire, l'exonération de la moitié de ces taxes, applicables aux navires mouillés dans l'avant-port, est portée aux trois quarts.

§ 2. — Taxes d'après le tonnage :

Par tonne de marchandise :

Catégorie A : minerais de fer et produits de carrière ..	15 fr.
Catégorie B : minerais de manganèse	30
Catégorie C : autres minerais et phosphates	60
Catégorie D : toutes autres marchandises	50

§ 3. — Taxes sur passagers débarqués ou embarqués ou sur touristes en croisière :

Par passager débarqué ou embarqué :

Cabine de luxe et 1 ^{re} classe	300 fr.
Autres classes	100

Par touriste en croisière

400

B. — Péages sur marchandises.

§ 1^{er}. — Taxe sur marchandises pour utilisation de voies ferrées du port, par tonne brute transportée 11 fr.

§ 2. — Taxe sur les essences, pétroles, huiles minérales débarqués en fûts ou en caisses, par tonne débarquée

700 fr.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur huit jours francs après la date de sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Rabat, le 22 juillet 1952.

GIRARD.

Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juillet 1952 modifiant les taux des taxes applicables à la halle au poisson du port de Casablanca.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 juin 1937 relatif au fonctionnement de la halle au poisson du port de Casablanca ;

Vu le dahir du 11 juin 1937 instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port de Casablanca, tel qu'il a été modifié par le dahir du 19 février 1945 ;

Vu l'arrêté directorial du 5 juillet 1937, modifié le 3 mars 1938, portant règlement de police et d'exploitation de la halle au poisson du port de Casablanca ;

Vu les avenants n° 5 et 9 au contrat passé le 8 août 1934 entre le Gouvernement chrétien et la société « La Manutention marocaine » ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances ;

Sur la proposition de l'inspecteur général, directeur du port,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes applicables à la halle au poisson du port de Casablanca et perçues par la société gérante sont fixés comme suit :

1° Taxe de péage sur le poisson :

- Sur tous poissons débarqués de bateaux attachés, en droit ou en fait, à un port de la zone française du Maroc : 2 % *ad valorem* ;
- Sur tous poissons débarqués de bateaux non attachés à un port de la zone française du Maroc, mais munis d'une licence de pêche non périmée : 5 % *ad valorem* ;
- Sur tous poissons débarqués d'un bateau non muni de licence de pêche : 10 % *ad valorem*.

Les valeurs adoptées sont les mêmes que celles fixées pour la taxe de criée.

2° Taxe de criée :

- Sur le poisson vendu par l'intermédiaire de la halle (en provenance d'un bateau ou de l'intérieur) : 3 % *ad valorem* ;
- Sur le poisson destiné à être traité en usine et vendu sur contrat : 1 % *ad valorem*.

3° Taxes diverses :

a) Frigorifique :

Conservation de poisson en chambre froide, par quintal et par jour :

Pour le premier jour

33 fr.

Pour chacun des jours suivants

13

Location de casiers monorails, par casier et par jour.

20

Manipulation de poisson saisi :

Par caisse

40 fr.

Duplicata de bon de dépôt

40

b) Vente de glace :

En barre, la tonne

400 fr.

Broyée, la tonne

500

c) Fourniture d'eau douce (non compris tarif S.M.D. ni taxes municipales) :

Manches fournies par le bateau, le mètre cube

10 fr.

Manches fournies par la halle, le mètre cube

52

d) Pesage sur bascules charretières avec délivrance d'un total de poids, par quintal ou fraction de quintal..

4 fr.

e) Locations diverses :

Bureaux, par mètre carré et par mois

150 fr.

Stalles de mareyeurs, par stalle et par mois

8.000

Magasins pour usiniers et pêcheurs, par mètre carré et par an

1.000

Locaux des teintureries de filets :

Par mois : chalutiers

10.000 fr.

Par mois : sardiniers

12.000

Location de chariots, par unité et par opération.....

15 fr.

Utilisation de monte-charge, par tonne manipulée....

100

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur huit jours francs après la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 22 juillet 1952.

GIRARD.

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 19 juin 1952 modifiant l'arrêté du directeur des affaires économiques du 1^{er} juin 1939 portant constitution de l'Association syndicale de lutte contre les parasites des plantes de Sidi-Slimane.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 17 décembre 1935 sur les associations syndicales de lutte contre les parasites des plantes et l'arrêté viziriel du 17 décembre 1935 relatif à son application ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 1^{er} juin 1939 portant constitution de l'Association syndicale de lutte contre les parasites des plantes de Sidi-Slimane ;

Vu la demande de modification du périmètre de ladite association formulée par son assemblée générale du 23 novembre 1950 ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte par arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 avril 1951, dans les annexes de contrôle civil de Sidi-Slimane et de Mechrâ-Bel-Ksiri ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission administrative du 1^{er} décembre 1950, dans sa partie relative à la modification du périmètre de l'Association syndicale de lutte de Sidi-Slimane,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du directeur des affaires économiques du 1^{er} juin 1939 portant constitution de l'Association syndicale de lutte contre les parasites des plantes de Sidi-Slimane, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Paragraphe 1^{er} (sans modification) ;
Paragraphe 2^o :

« Les limites du territoire de ladite association sont celles indiquées « par un liséré vert sur le plan annexé à l'original du présent « arrêté. »

« Article 2. — L'association est régie suivant les prescriptions « du dahir précité et des arrêtés pris pour son application.

« Elle a pour objet la lutte contre les parasites des agrumes « (toutes espèces du genre *Citrus*, sous-famille des Aurantioïdæ, « famille des Rutacées). »

« Article 3. — Le siège de l'association est établi à Sidi-Slimane. »

« Article 5. —

« 1^o Par une souscription d'adhésion calculée à raison de 0 fr. 50 « par arbre que les membres versent au moment de la fondation « de l'association, ou de leur inscription. »

Rabat, le 19 juin 1952

FORESTIER.

Références :

Dahir et arrêté du 17 décembre 1935, modifié par le dahir du 21 novembre 1940 (B.O. n° 1216, du 14 février 1936, p. 166, et n° 1471, du 3 janvier 1941, p. 4) ;

Arrêté du directeur des affaires économiques du 1^{er} juin 1939 (B.O. n° 1590, du 16 juin 1939, p. 868).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2067, du 6 juin 1952, page 825.

Arrêté du directeur des travaux publics du 8 janvier 1952 fixant la réglementation et la taxation des opérations d'aconage, manutention, stationnement, magasinage et autres opérations dans le port d'Agadir.

ART. 21 (3^e ligne) :

Au lieu de :

« à cela près que la notification aux intéressés et l'affichage prévus à l'article précédent seront effectués le vingt et unième jour suivant le dépôt et la remise au courtier le trente et unième jour » ;

Lire :

« à cela près que la notification aux intéressés et l'affichage prévus à l'article précédent seront effectués le vingt et unième jour suivant le dépôt et la remise au service des douanes le trente et unième jour. »

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté résidentiel du 21 juillet 1952 complétant les arrêtés résidentiels réglementant les examens professionnels de fin de stage des interprètes et des commis d'interprétariat de la direction de l'intérieur.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 18 octobre 1929 réglementant l'examen de fin de stage des interprètes de la direction des affaires politiques ;

Vu l'arrêté résidentiel du 14 novembre 1947 réglementant l'examen de fin de stage des commis d'interprétariat de la direction de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 (1^{er} et 2^o alinéas) de l'arrêté résidentiel susvisé du 18 octobre 1929 est complété ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Chacune des épreuves (écrites ou orales) est cotée de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire. Le total des points exigé pour l'admissibilité aux épreuves orales est de 40... » (La suite sans modification.)

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté résidentiel susvisé du 14 novembre 1947 est complété ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Chacune des épreuves (écrites ou orales) est cotée de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire. » (La suite sans modification.)

Rabat, le 21 juillet 1952.

J. DE BLESSON.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Arrêté du directeur des travaux publics du 8 juillet 1952 portant ouverture de concours pour l'accession aux grades de sténodactylographes, dactylographes et dames employées.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1951 portant statut des cadres de secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et dames employées, et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952 fixant les épreuves des concours pour l'accès aux cadres de secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et dames employées ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques, reconduit par le dahir du 23 janvier 1951,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des concours sont organisés le 13 novembre 1952 pour l'accession aux grades de sténodactylographes, dactylographes et dames employées.

Ces concours sont réservés aux candidates qui remplissent les conditions fixées par les articles 13 et 14 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 mai 1951.

Les listes d'inscription seront closes le 13 octobre 1952.

ART. 2. — Sont mis en compétition :

Deux emplois de sténodactylographe ;

Deux emplois de dactylographe ;

Deux emplois de dame employée.

ART. 3. — Sont réservés aux candidates bénéficiaires du dahir susvisé du 23 janvier 1951 :

Un emploi de sténodactylographe ;

Un emploi de dactylographe ;

Un emploi de dame employée.

ART. 4. — Les épreuves du concours pour l'emploi de sténodactylographe auront lieu exclusivement à Rabat.

Les deux autres concours seront organisés à Rabat et autres centres, s'il y a lieu.

ART. 5. — Une décision directoriale fixera la composition du jury.

Rabat, le 8 juillet 1952.

GIRARD.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) portant règlement provisoire de la situation des professeurs de l'école marocaine d'agriculture.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1942 (27 safar 1361) portant organisation du personnel de la division de la production agricole et les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu le dahir du 14 novembre 1945 (8 hija 1364) relatif à l'école marocaine d'agriculture ;

Considérant que s'il est prématuré d'envisager la mise en vigueur d'un statut pour le personnel enseignant d'une école en pleine évolution, il apparaît par contre possible et utile de fixer dès maintenant les conditions dans lesquelles pourront être attachés à l'établissement d'une manière stable, pendant la période transitoire, les professeurs d'origine diverse qui y assurent l'enseignement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire et en attendant la mise en vigueur d'un statut définitif, le personnel des professeurs de l'école marocaine d'agriculture est groupé en un cadre mixte soumis aux présentes dispositions réglementaires.

ART. 2. — Les professeurs de l'école marocaine d'agriculture sont rétribués sur la base des indices provisoires échelonnés comme suit :

1 ^{re} classe	510
2 ^e —	490
3 ^e —	455
4 ^e —	420
5 ^e —	405
6 ^e —	375
7 ^e —	340
8 ^e —	300
Stage	270

Ils bénéficient en outre de la majoration marocaine et des indemnités générales allouées aux fonctionnaires publics.

ART. 3. — Les conditions générales de recrutement, la composition de la commission d'avancement, le régime disciplinaire applicable aux professeurs de l'école sont ceux prévus par l'arrêté viziriel organique susvisé du 15 mars 1942 (27 safar 1361).

Les avancements de classe sont donnés exclusivement au choix, après avis de la commission d'avancement ; ils ne peuvent être accordés qu'aux agents comptant au moins deux ans d'ancienneté dans leur classe.

La durée du stage est fixée à un an, renouvelable une seule fois. La titularisation est prononcée après avis de la commission d'avancement.

ART. 4. — Les professeurs stagiaires de l'école marocaine d'agriculture seront recrutés après examen des titres des candidats par une commission spéciale comprenant :

Le directeur de l'agriculture et des forêts, président ;

Le directeur adjoint, chef de la division de l'agriculture et de l'élevage ;

Le chef du service administratif de la direction de l'agriculture et des forêts ;

Le directeur de l'école marocaine d'agriculture.

ART. 5. — Les agents à contrat âgés de moins de quarante-cinq ans et qui assurent depuis deux ans au moins, à la date d'effet du présent texte, un cours complet d'enseignement à l'école marocaine d'agriculture pourront être nommés à l'une des classes de la hiérarchie fixée à l'article 2 ci-dessus, après avis de la commission spéciale visée à l'article 4, qui s'adjoindra un représentant du secrétaire général du Protectorat et un représentant du directeur des finances.

ART. 6. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1952.

Fait à Rabat, le 12 chaoual 1371 (5 juillet 1952).

SI AHMED HASNAOUI,
Nalb du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

DIRECTION DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 29 avril 1952 modifiant l'arrêté directorial du 18 mai 1948 fixant le statut du personnel européen et marocain embarqué sur les bâtiments garde-pêche du service de la marine marchande et des pêches maritimes.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur.

Vu l'arrêté directorial du 18 mai 1948 fixant le statut du personnel européen et marocain embarqué sur les bâtiments garde-pêche, tel qu'il a été modifié par les arrêtés des 26 janvier 1950 et 31 mai 1951 :

Vu l'arrêté viziriel du 21 juillet 1950 modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien ;

Sur la proposition du directeur du commerce et de la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'indemnité dite « de mer » prévue au paragraphe III de l'article premier de l'arrêté directorial

du 18 mai 1948 susvisé, tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés des 26 janvier 1950 et 31 mai 1951, sont remplacés par les suivants :

- « Capitaine, chef mécanicien, deuxième mécanicien, sous-patron 720 francs
- « Maître d'équipage et maître mécanicien 600 —
- « Matelot et aide-mécanicien 540 —
- « Novice et mousse 350 — »

ART. 2. — Le paragraphe IV, « Indemnités de déplacement », de l'article premier de l'arrêté directorial susvisé du 18 mai 1948 est modifié ainsi qu'il suit :

« IV. — Indemnités de déplacement.

« A cet effet sont classés :

« 1° Suivant les groupes prévus à l'article 10 de l'arrêté viziriel précité (personnel français), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 21 juillet 1950 :

« Groupe II. — Capitaines comptant dix ans de services et chefs mécaniciens comptant quatorze ans de services ;

« Groupe III. — Capitaines avant dix ans de services, chefs mécaniciens avant quatorze ans de services et deuxièmes mécaniciens ;

« Groupe IV. — Seconds ou sous-patrons. »

(La suite sans modification.)

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prennent effet du 1^{er} mars 1952.

Rabat, le 29 avril 1952.

SOULMAGNON.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Arrêté viziriel du 9 juillet 1952 (16 chaoual 1371) fixant les taux des allocations attribuées aux maîtres de conférences de l'enseignement supérieur.

LE GRAND VIZIR,

* Vu le dahir du 26 juillet 1920 (9 kaada 1338) portant création d'une direction de l'enseignement et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'enseignement et modifiant le taux de certaines indemnités ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 avril 1948 (30 jourmada I 1367) modifiant l'article 2 de l'arrêté viziriel précité du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 février 1949 (20 rebia II 1368) relatif aux indemnités pour cours ou conférences, ou pour heures supplémentaires effectués par le personnel enseignant de la direction de l'instruction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 mars 1951 (19 jourmada II 1370) modifiant le précédent,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} octobre 1951, les taux des allocations prévues en faveur des maîtres de conférences de l'enseignement supérieur par l'article 2 de l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique, tel qu'il a été modifié ou complété, sont fixés comme suit :

- Professeurs titulaires de l'enseignement supérieur. 94.000 francs
- Professeurs chargés de cours de l'enseignement supérieur, professeurs docteurs ou agrégés, professeurs appartenant ou non aux cadres de la direction de l'instruction publique, chargés d'un cours d'enseignement supérieur 81.000 —

Professeurs hors cadres	60.752 francs
Professeurs licenciés ou certifiés	49.144 —
Professeurs diplômés d'arabe (classique ou dialectal) ou de berbère	41.944 —
Professeurs brevetés d'arabe (classique ou dialectal) ou de berbère	30.600 —

Fait à Rabat, le 16 chaoual 1371 (9 juillet 1952).

SI AHMED HASNAOUI,
Naïb du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 juillet 1952.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) fixant l'échelonnement indiciaire du cadre des assistantes sociales de la direction de la santé publique et de la famille.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 novembre 1948 (8 moharrem 1368) portant classement hiérarchique des grades et emplois des cadres généraux mixtes en service au Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par l'arrêté viziriel du 11 août 1951 (7 kaada 1370) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'échelonnement indiciaire du cadre des assistantes sociales de la direction de la santé publique et de la famille est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1951 :

GRADES	INDICES
Assistants sociaux-chefs :	
1 ^{re} classe	390
2 ^e —	370
3 ^e —	350
4 ^e —	330
5 ^e —	315
Assistants sociaux principales :	
1 ^{re} classe	360
2 ^e —	335
3 ^e —	310
4 ^e —	280
5 ^e —	250
Assistants sociaux :	
1 ^{re} classe	320
2 ^e —	298
3 ^e —	276
4 ^e —	254
5 ^e —	232
6 ^e —	210

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1951, les assistantes sociales sont classées dans la nouvelle hiérarchie suivant le tableau de correspondance ci-après :

ANCIENNE HIÉRARCHIE	NOUVELLE HIÉRARCHIE	ANCIENNETÉ à attribuer
Assistants sociaux-chefs :	Assistants sociaux-chefs :	
1 ^{re} classe	2 ^e classe.	Sans ancienneté.
2 ^e —	3 ^e —	id.
3 ^e —	4 ^e —	id.
4 ^e —	5 ^e —	id.
Assistants sociaux principales :	Assistants sociaux principales :	
1 ^{re} classe	2 ^e classe.	Moitié de l'ancienneté de classe.
2 ^e —	3 ^e —	id.
3 ^e —	4 ^e —	Maintien de l'ancienneté de classe.
	5 ^e —	
Assistants sociaux :	Assistants sociaux :	
1 ^{re} classe	2 ^e classe.	Moitié de l'ancienneté de classe.
2 ^e —	3 ^e —	id.
3 ^e —	4 ^e —	id.
4 ^e —	5 ^e —	id.

ART. 3. — Les assistantes sociales stagiaires en fonction au 31 décembre 1950 ainsi que les assistantes sociales stagiaires recrutées entre le 1^{er} janvier 1951 et le 31 décembre 1951, seront classées à titre provisoire dans la 6^e classe de la nouvelle hiérarchie.

Leur titularisation et leur reclassement dans la nouvelle hiérarchie aura lieu conformément aux dispositions exceptionnelles et transitoires prévues par l'arrêté viziriel du 5 février 1951 (27 rebia II 1370) portant modification de l'article 35 de l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344).

Fait à Rabat, le 12 chaoual 1371 (5 juillet 1952).

SI AHMED HASNAOUI,
Naïb du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juillet 1952.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 5 juillet 1952 (12 chaoual 1371) portant modification de l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques ainsi que les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les

arrêtés viziriels des 3 janvier 1945 (18 moharrem 1364) et 23 août 1945 (14 ramadan 1364) portant création d'un cadre d'assistantes sociales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 33 et 34 de l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 33. — Le cadre des assistantes sociales comprend les grades ci-après :

- « Assistante sociale-chef ;
- « Assistante sociale principale ;
- « Assistante sociale.

« Le nombre de classes de ces différents grades est déterminé « par l'arrêté viziriel fixant les traitements. »

« Article 34. — Les assistantes sociales de 6^e classe sont recrutées « parmi les candidates titulaires du diplôme d'État français d'assis- « tante sociale ou des différents diplômes admis à l'équivalence.

« Elles sont astreintes à un stage d'une durée minimum d'un « an de service effectif dans la 6^e classe à la suite duquel elles sont « titularisées après avis de la commission d'avancement.

« Si leurs capacités professionnelles sont reconnues insuffi- « santes, elles peuvent être licenciées soit à l'expiration, soit même « au cours de l'année de stage. Elles peuvent cependant, dans le « cas où l'année de stage ne serait pas jugée suffisamment pro- « bante, être admises à une prolongation de stage qui ne pourra être « supérieure à une année, mais si, après cette prolongation, elles « ne sont pas jugées aptes à être titularisées, elles sont licenciées. « Ces mesures n'interviennent qu'après avis de la commission d'avan- « cement.

« Le stage entre en compte dans la limite d'un an pour le « calcul de la durée des services nécessaires pour l'avancement « d'échelon.

« Les nominations au grade d'assistante sociale-chef et d'assis- « tante sociale principale ont lieu exclusivement au choix, parmi « les assistantes sociales inscrites à un tableau d'aptitude dressé « chaque année par ordre alphabétique, après avis de la commi- « sion d'avancement.

« Nulle ne peut être inscrite au tableau d'aptitude :

« a) Au grade d'assistante sociale-chef : si elle ne compte au « minimum cinq ans d'ancienneté dans le grade d'assistante sociale « principale ou douze ans d'ancienneté dans le grade d'assistante « sociale ;

« b) Au grade d'assistante sociale principale : si elle ne compte « au minimum sept ans d'ancienneté dans le grade d'assistante « sociale.

« Les promotions de grade ont lieu à la classe de traitement « égal ou immédiatement supérieur. Si le classement se fait à éga- « lité de traitement, l'intéressée conserve dans son nouveau grade, « l'ancienneté de classe acquise dans le grade précédent, si, au « contraire, le classement comporte un traitement supérieur, l'an- « cienneté de la classe du nouveau grade sera fixée après avis de « la commission d'avancement. »

ART. 2. — Les dispositions du présent texte prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

Fait à Rabat, le 12 chaoual 1371 (5 juillet 1952).

SI AHMED HASNAOUI,
Naïb du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juillet 1952.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Arrêté du trésorier général du Protectorat du 30 juin 1952
ouvrant un concours spécial pour six emplois de stagiaire du Trésor.

LE TRÉSORIER GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu l'arrêté viziriel du 29 octobre 1945 formant statut du personnel de la trésorerie générale et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du trésorier général du 26 mai 1952 fixant les conditions et le programme du concours spécial pour l'accès au grade de stagiaire du Trésor,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours spécial pour l'accès au grade de stagiaire du Trésor aura lieu à Rabat, le 14 novembre 1952.

ART. 2. — Ce concours est ouvert aux candidats des services du Trésor, remplissant les conditions fixées par l'article premier de l'arrêté du trésorier général du 26 mai 1952.

ART. 3. — Le nombre de places mises au concours est fixé à six.

ART. 4. — Les inscriptions seront reçues à la trésorerie générale jusqu'au 31 octobre inclus.

Rabat, le 30 juin 1952.

Pour le trésorier général,

Le receveur particulier des finances,
chef des bureaux,

CRETIN.

Arrêté du trésorier général du Protectorat du 15 juillet 1952
ouvrant un concours interne
pour neuf emplois d'agent de recouvrement.

LE TRÉSORIER GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu l'arrêté viziriel du 29 octobre 1945 formant statut du personnel de la trésorerie générale et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du trésorier général du 26 mai 1952 fixant les conditions et le programme du concours pour l'accès au grade d'agent de recouvrement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement au minimum de neuf agents de recouvrement aura lieu à Rabat, le 4 novembre 1952. Sur ces neuf emplois, quatre sont réservés aux candidats masculins et cinq aux candidats féminins. Les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 disposent de trois emplois.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux sujets marocains est fixé à deux.

ART. 3. — Ce concours est ouvert sans condition d'âge aux agents titulaires, auxiliaires et temporaires des services du Trésor comptant au moins, à la date du concours, plus de six mois de service effectif.

ART. 4. — Si les résultats du concours laissent disponible une partie des emplois réservés soit aux candidats féminins, soit aux anciens combattants et victimes de la guerre, ceux-ci seront attribués aux candidats masculins classés en rang utile. La liste complémentaire qui pourra éventuellement être établie sera dressée en retenant uniquement l'ordre de classement des candidats des deux sexes.

ART. 5. — Les inscriptions seront reçues à la trésorerie générale jusqu'au 3 octobre 1952 inclus.

Rabat, le 15 juillet 1952.

Pour le trésorier général,

Le receveur particulier des finances,
chef des bureaux,

CRETIN.

Arrêté du trésorier général du Protectorat du 15 juillet 1952
ouvrant un concours externe
pour neuf emplois d'agent de recouvrement.

LE TRÉSORIER GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu l'arrêté viziriel du 29 octobre 1945 formant statut du personnel de la trésorerie générale et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du trésorier général du 26 mai 1952 fixant les conditions et le programme du concours pour l'accès au grade d'agent de recouvrement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement au minimum de neuf agents de recouvrement aura lieu à Rabat, le 4 novembre 1952. Sur ces neuf emplois, six sont réservés aux candidats masculins et trois aux candidats féminins. Les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 disposent de trois emplois.

ART. 2. — Le nombre d'emplois réservés aux sujets marocains est fixé à un.

ART. 3. — Peuvent seuls prendre part à ce concours les candidats âgés de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus à la date du concours et titulaires du brevet de fin d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire ou du brevet élémentaire de l'enseignement du premier degré ou d'un diplôme équivalent (certificat d'études secondaires musulmanes, brevet (ou certificat ancien régime) d'études juridiques et administratives marocaines.

La limite d'âge de trente ans est prolongée pour les candidats ayant accompli des services militaires obligatoires ou justifiant de services civils antérieurs pouvant ouvrir droit à retraite d'une durée égale auxdits services, sans toutefois qu'elle dépasse trente-cinq ans, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ART. 4. — Si les résultats du concours laissent disponible une partie des emplois réservés soit aux candidats féminins, soit aux anciens combattants et victimes de la guerre, ceux-ci seront attribués aux autres candidats masculins classés en rang utile. La liste complémentaire qui pourra éventuellement être établie sera dressée en retenant uniquement l'ordre de classement des candidats des deux sexes.

ART. 5. — Les inscriptions seront reçues à la trésorerie générale jusqu'au 3 octobre 1952 inclus.

Rabat, le 15 juillet 1952.

Pour le trésorier général,

Le receveur particulier des finances,
chef des bureaux,

CRETIN.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est nommé sous-directeur de classe exceptionnellé (indice 675) du 1^{er} juin 1952 : M. Roblot André, sous-directeur hors classe. (Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952.)

Est nommé *sous-directeur de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1952 : M. Sablayrolles Louis, chef de service adjoint de classe exceptionnelle. (Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952.)

Est nommé *sous-directeur de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1952 : M. Villar Louis, chef de bureau hors classe. (Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952.)

Est nommé *chef de bureau de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1952 : M. Pofilet Albert, sous-chef de bureau de 2^e classe, en service détaché au Maroc. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 juillet 1952.)

Est nommé *secrétaire d'administration de classe exceptionnelle (indice 360)* du 1^{er} mars 1951, avec 2 ans 3 mois d'ancienneté : M. Hugon Robert, chiffrer de classe exceptionnelle (3^e échelon). (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 juillet 1952.)

Est nommée *secrétaire d'administration stagiaire* du 1^{er} octobre 1951 : M^{lle} Harmelin Lise, secrétaire d'administration temporaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 avril 1952.)

Est nommée *commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon)* du 1^{er} août 1952 : M^{me} Chabre Marie, commis principal hors classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 juin 1952.)

Est placé dans la position de disponibilité du 1^{er} juillet 1952 : M. Richard Gabriel, commis principal de 2^e classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 6 juin 1952.)

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Est acceptée, à compter du 1^{er} avril 1952, la démission de son emploi de M. Sabour Paul, commis-greffier stagiaire des juridictions marocaines. (Arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien du 25 juin 1952.)

L'ancienneté de M. Mélia Jacques, agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon, est reportée au 1^{er} janvier 1948. L'intéressé est promu *agent public de 1^{re} catégorie, 9^e échelon* du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1948.

Sont promus :

Agent public hors catégorie, 7^e échelon du 1^{er} avril 1949 et *agent public hors catégorie, 8^e échelon* du 1^{er} octobre 1951 : M. Le Bel Hilaire, agent public hors catégorie, 6^e échelon ;

Agent public hors catégorie, 3^e échelon du 1^{er} juin 1951 : M. Pispicot Laurent, agent public hors catégorie, 2^e échelon ;

Agent public hors catégorie, 8^e échelon du 1^{er} juillet 1951 : M. Vaubrun Eugène, agent public hors catégorie, 7^e échelon ;

Du 1^{er} avril 1952 :

Agent public hors catégorie, 7^e échelon : M. Vagina Louis, agent public hors catégorie, 6^e échelon ;

Agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Midière Louis, agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Agent public hors catégorie, 4^e échelon du 1^{er} juin 1952 : M. Tamisier Charles, agent public hors catégorie, 3^e échelon ;

Agents publics hors catégorie, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1952 : MM. Blanc Maurice et Ségura Salvador, agents publics hors catégorie, 1^{er} échelon.

(Arrêtés du conseiller du Gouvernement chérifien du 19 juin 1952.)

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés dans le cadre des régions municipales :

Inspecteur de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} avril 1952 : M. Lorrain Jean ;

Contrôleur principal, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948 et *contrôleur principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon* du 1^{er} octobre 1950 : M. Grousset Jean ;

Contrôleur principal, 4^e échelon du 1^{er} mars 1950 et *contrôleur principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon* du 1^{er} avril 1952 : M. Dor André ;

Contrôleur principal, 1^{er} échelon du 1^{er} septembre 1950 : M. Mongaillard Armand ;

Contrôleur, 7^e échelon du 1^{er} novembre 1950 et *contrôleur principal, 1^{er} échelon* du 1^{er} décembre 1951 : M. Dousset Jean ;

Contrôleur, 7^e échelon du 1^{er} mai 1951 et *contrôleur principal, 1^{er} échelon* du 1^{er} juillet 1952 : M. Darmon Edmond ;

Contrôleurs, 7^e échelon :

Du 1^{er} juin 1951 : M. Gays Jean ;

Du 1^{er} juillet 1951 : M. Candéla Albert ;

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Baqué Irénée ;

Du 1^{er} avril 1952 : M. Menot Georges ;

Du 1^{er} juin 1952 : M. Poiret Eugène ;

Contrôleur, 6^e échelon du 1^{er} mars 1950 et *contrôleur, 7^e échelon* du 1^{er} mai 1952 : M. Braquet Robert ;

Contrôleurs, 6^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1950 : M. Andréucci François ;

Du 1^{er} mars 1951 : M. Cazemajou René ;

Du 1^{er} décembre 1950 : M. Léopold Servais ;

Du 1^{er} mars 1951 : M. Fleurat Adolphe ;

Du 1^{er} novembre 1951 : M. Benayache Joseph ;

Contrôleurs, 5^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1950 : M. El Harrar Joseph ;

Du 1^{er} novembre 1950 : M. Giorgi Paul ;

Du 1^{er} mai 1951 : M. Fournier Paul ;

Du 1^{er} août 1951 : M. Massoni Jean ;

Du 1^{er} novembre 1951 : M. Neigel Gaston ;

Du 1^{er} août 1952 : M. Anton Héliodor ;

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} novembre 1949 et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} décembre 1951 : M. Jacquez Paul ;

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1949 et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} mars 1952 : M. Ayme Maurice ;

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1950 et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} mars 1952 : M. Zizi Mohamed ;

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1949 et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} janvier 1952 : M. Rey Pierre ;

Contrôleurs, 4^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1950 : M. de Lillo Jean ;

Du 1^{er} mai 1951 : M. Isoard Désiré ;

Du 1^{er} août 1951 : M. Ahmed ben Hadj ;

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Hélyary François et Lapébie Jean ;

Contrôleur, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1951 : M. Bencivengo Roger ;

Contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} mars 1950 et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} juin 1952 : M. Ousset Michel ;

Contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} juin 1950 et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} août 1952 : M. Jacquemart Jacques ;

Contrôleurs, 2^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1950 : M. Ahmed ben Driss ;

Du 1^{er} janvier 1951 : M. Abdelaziz ben Hadj Abbès ben Jebara ;

Agent principal de constatation et d'assiette, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1951 : M. Cazemajou Georges ;

Agents principaux de constatation et d'assiette. 2^e échelon :

Du 1^{er} mars 1952 : M. El Moktar ben el Lyazid ;

Du 1^{er} juin 1952 : M. Mohamed bel Hadj Mohamed Bennis ;

Agent principal de constatation et d'assiette. 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1952 : M. Boisson Lucien.

(Arrêté directorial du 4 juillet 1952.)

Sont nommés, après concours, *secrétaires administratifs stagiaires de municipalité* du 1^{er} mai 1952 :

MM. Garcia Georges et Hassine Mardochée, commis principaux de 3^e classe ;

Impérato Robert, commis de 2^e classe ;

Porché Eugène, agent auxiliaire.

(Arrêtés directoriaux du 18 juin 1952.)

Est nommé *commis de 3^e classe* du 1^{er} décembre 1951, M. Bertho Jean, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 20 juin 1952.)

Sont nommés, après concours, *secrétaires administratifs de contrôle stagiaires* du 1^{er} mai 1952 :

MM. Alem Abri, commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Géoni Gustave, commis principal hors classe ;

Chaillet Robert, Lagier Georges, Lapeyre Henry, commis principaux de 1^{re} classe ;

Boisselier Jean, Martel Maurice, Mattei Pierre, Olivan Ernest, Paganelli Jean, commis principaux de 2^e classe ;

Dejaeghere Robert, Hernandez Joseph, Marguerite Louis, Pérez-Baquer Robert, commis principaux de 3^e classe ;

Dahenne Armand, Dion Maurice, Fanton Roland, commis de 1^{re} classe ;

Fagot Joseph, Pérès Jean-Jacques, commis de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 17 et 23 juin 1952.)

Sont promus :

Du 1^{er} janvier 1952 :

Interprète de 1^{re} classe : M. Rahal Abdelkadèr, interprète de 2^e classe ;

Commis principal hors classe : M. Hamdane ben Lahcèn, commis principal de 1^{re} classe ;

Commis principal de 2^e classe : M. Abdelaziz Cherkaoui, commis principal de 3^e classe.

Dactylographe, 8^e échelon : M^{me} Chevassut Marie, dactylographe, 7^e échelon ;

Dactylographe, 7^e échelon : M^{me} Garcia Marie, dactylographe, 6^e échelon ;

Secrétaire de contrôle de 3^e classe : M. Abdelhouad ben Si Hamdan, secrétaire de contrôle de 4^e classé ;

Du 1^{er} février 1952 :

Commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) : M. Pierre André, commis principal hors classe ;

Agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon : M. Bretonès Raymond, agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 7 juillet 1952.)

Sont reclassés, en application de la circulaire n° 8/S.P. du 2 février 1949 :

Agent technique de 2^e classe du S.M.A.M. du 1^{er} novembre 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1947, et *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1950 : M. Abdelkrim el Ouazzani, agent technique stagiaire du S.M.A.M. ;

Du 1^{er} décembre 1950 :

Commis principal de 3^e classe, avec ancienneté du 17 décembre 1949, et *commis principal de 2^e classe* du 17 août 1952 : M. Léoni Léon ;

Commis de 3^e classe, avec ancienneté du 18 juillet 1949, et *commis de 2^e classe* du 18 mai 1952 : M. Quivoron Robert, commis stagiaires ;

Du 1^{er} juillet 1951 :

Commis d'interprétariat de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947, et *commis d'interprétariat de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1951 : M. Chebihi Ahmed ;

Commis d'interprétariat de 3^e classe :

Avec ancienneté du 16 décembre 1949 : M. Chebihi Mohamed ;

Avec ancienneté du 26 janvier 1951 : M. Hassane ben Ali ;

Commis d'interprétariat de 2^e classe du 1^{er} décembre 1951 : M. Ahl Maatallah Tahar,

commis d'interprétariat stagiaires.

Arrêtés directoriaux des 25 et 26 juin 1952.)

Sont reclassés, du 1^{er} janvier 1948 :

Agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon (indice 240) : M. Soudre Georges, agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon ;

Agents publics de 3^e catégorie, 9^e échelon (indice 220) : MM. Garrahos Ludovic et Quay Joseph, agents publics de 3^e catégorie, 9^e échelon (échelons de traitement inférieurs).

(Arrêtés directoriaux du 23 juin 1952.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 6 janvier 1947, et *commis principal hors classe* du 1^{er} février 1950 : M. Berger Marcel, commis auxiliaire ;

Du 1^{er} janvier 1951 :

Dactylographe, 6^e échelon, avec ancienneté du 7 juillet 1950 : M^{me} Benchetrit Suzanne, dactylographe auxiliaire ;

Secrétaire de contrôle de 6^e classe : M. El Ghourouta Hatta ben Haddou, khodja auxiliaire.

(Arrêtés directoriaux des 31 mars et 19 juin 1952.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont recrutés en qualité de :

Inspecteur de sûreté stagiaire du 1^{er} février 1952 : M. Ruet Philippe ;

Gardien de la paix stagiaire du 13 avril 1952 : M. Serrano Louis.

Sont nommés :

Inspecteurs de sûreté de 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1951 : MM. Bekkaye ben Kaddour ben Ahmed et Brahim ben Abdallah ben Abdelkadèr ;

Du 1^{er} juillet 1951 : M. Signour Louis,

inspecteurs de 2^e classe ;

Inspecteur opérateur radiotélégraphiste hors classe du 1^{er} janvier 1951 : M. Singer Léon, inspecteur opérateur radiotélégraphiste de 1^{re} classe ;

Inspecteur opérateur radiotélégraphiste de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1951 : M. Godret Roland, inspecteur opérateur radiotélégraphiste de 2^e classe ;

Gardiens de la paix hors classe :

Du 1^{er} septembre 1949 : M. Périn Marcel ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Eugène Elie ;

Du 1^{er} mars 1951 : M. Machado Isidore,

gardiens de la paix de classe exceptionnelle ;

Gardiens de la paix de classe exceptionnelle :

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Pfister Pierre ;
 Du 1^{er} décembre 1949 : M. Bournine Bernard ;
 Du 1^{er} janvier 1950 : M. Périé Yves,
 gardiens de la paix de 1^{re} classe ;

Gardiens de la paix de 1^{re} classe :

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Giraud Raymond ;
 Du 1^{er} octobre 1950 : M. Rota Roger,
 gardiens de la paix de 2^e classe ;

Gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} février 1952 :
 M. Ali ben Abdelkadèr ben ej Jilali, gardien de la paix de 1^{re} classe ;

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1950 : M. Naciri
 Mohamed, gardien de la paix de 2^e classe.

Est titularisé et reclassé *gardien de la paix de 2^e classe* du
 13 novembre 1950, avec ancienneté du 19 janvier 1949 (bonification
 pour services militaires : 45 mois 24 jours) : M. Saïd ben Ahmed
 ben Saïd, gardien de la paix stagiaire.

Est réintégré dans ses fonctions en qualité de *gardien de la paix*
de 2^e classe du 14 mai 1952, avec ancienneté du 1^{er} juin 1950 :
 M. Mohamed ben Ahmed ben el Mahi, gardien de la paix de 1^{re} classe,
 suspendu de ses fonctions.

Est acceptée, à compter du 26 mai 1952, la démission de son
 emploi de M. Benzal Jean, inspecteur-chef de 2^e classe (2^e échelon),
 en disponibilité.

(Arrêtés directoriaux des 19 février, 11, 23 avril, 24, 30 et
 31 mai 1952.)

Sont titularisés et reclassés, en application de l'article 8 du
 dahir du 5 avril 1945 :

Surveillant de prison de 6^e classe du 1^{er} juillet 1950, avec ancien-
 neté du 12 mai 1950 (bonification pour services militaires : 8 mois) :
 M. Tolaini Benoit ;

Surveillant de prison de 6^e classe du 1^{er} juillet 1949, avec ancien-
 neté du 9 juillet 1945 (bonification pour services militaires : 65 mois
 22 jours), *surveillant de prison de 4^e classe* à la même date, avec
 ancienneté du 9 mars 1947, et promu *surveillant de 3^e classe* à la
 même date : M. Oyen Jules ;

Surveillant de prison de 6^e classe du 1^{er} juillet 1949, avec ancien-
 neté du 8 octobre 1948, *surveillant de 5^e classe* du 1^{er} novembre 1950,
 avec ancienneté du 8 octobre 1949 (bonification pour services mili-
 taires : 26 mois 23 jours), et promu *surveillant de prison de 4^e classe*
 du 1^{er} janvier 1952 : M. Traroni Nicolas ;

Surveillant de 6^e classe du 1^{er} décembre 1949, avec ancienneté
 du 8 mai 1947 (bonification pour services militaires : 13 mois
 25 jours), et promu *surveillant de prison de 5^e classe* à la même
 date et *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} février 1952 : M. Araque
 Vincent,

surveillants de prison stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 6 mai 1952.)

Sont nommés *surveillants de prison stagiaires* :

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Caneparo Marcel, Imbert Gilbert,
 Le Moëlic Joseph, Le Naour Marcel, Lus Germain, Manent Charles,
 Pérez Henri et Rodriguez Georges ;

Du 1^{er} avril 1952 : M. Klein Maurice,
 surveillants de prison temporaires.

(Arrêtés directoriaux du 21 mai 1952.)

Sont titularisés et nommés *surveillants de prison de 6^e classe*
 du 1^{er} juin 1952 : MM. Albert François, Cuff François, Le Dars
 Charles, Perret Joseph et Tomasino Jean, surveillants de prison
 stagiaires. (Arrêtés directoriaux du 19 juin 1952.)

Est acceptée, à compter du 1^{er} juin 1952, la démission de son
 emploi de M. Ribaud Vincent, surveillant de prison de 3^e classe.
 (Arrêté directorial du 1^{er} juin 1952.)

DIRECTION DES FINANCES.

Sont nommés ou promus, au service des impôts :

Sous-directeurs régionaux hors classe (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} février 1952 : M. Pagès André ;
 Du 1^{er} juillet 1952 : M. Couratier Hugues,
 sous-directeurs régionaux de 1^{re} classe ;

Sous-directeur régional de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1952 :
 M. Baldacci Antoine, sous-directeur régional de 2^e classe ;

Inspecteur principal de 2^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Noël
 André, inspecteur principal de 3^e classe ;

Inspecteurs centraux de 1^{re} catégorie (indice 480) :

Du 1^{er} janvier 1951 : M. Daillier Jacques ;
 Du 1^{er} janvier 1952 : M. Brousse Paul,
 inspecteurs centraux de 2^e catégorie ;

Inspecteurs hors classe (indice 360) :

Du 1^{er} mars 1952 : M. Dupuy Jacques ;
 Du 1^{er} mai 1952 : M. Faure Robert ;
 Du 1^{er} juin 1952 : M. Widman Jean,
 inspecteurs de 1^{re} classe (2^e échelon) ;

Inspecteurs de 1^{re} classe (2^e échelon) (indice 330) :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Cotte Robert ;
 Du 1^{er} juin 1952 : M. Corlay Émile ;
 Du 1^{er} juillet 1952 : M. Brochard Raoul (percevra le traitement
 correspondant à l'indice 360 du 1^{er} septembre 1952),
 inspecteurs de 1^{re} classe (1^{er} échelon) ;

Inspecteurs de 1^{re} classe (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Prunet Guy et Gourdin Paul ;
 Du 1^{er} mars 1952 : M. Sallet Pierre ;
 Du 1^{er} mai 1952 : MM. Fort Hubert et Giraud-Audine André ;
 Du 1^{er} juin 1952 : M. Corrotti Marc ;
 Du 1^{er} juillet 1952 : M. Forrer Auguste,
 inspecteurs de 2^e classe ;

Inspecteurs de 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Delord Christian ;
 Du 1^{er} février 1952 : MM. Renard Robert et Velly Henri ;
 Du 1^{er} juillet 1952 : M. Rovira Jean,
 inspecteurs adjoints de 1^{re} classe ;

Inspecteurs adjoints de 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Beaucoté Pierre ;
 Du 1^{er} mai 1952 : M. Le Roch Jean,
 inspecteurs adjoints de 2^e classe ;

Inspecteurs adjoints de 2^e classe :

Du 1^{er} mars 1951 : M. Lentali Charles ;
 Du 1^{er} mars 1952 : M. Gérard Jean ;
 Du 1^{er} juillet 1952 : MM. Jallot Hubert et Fourcade Guy,
 inspecteurs adjoints de 3^e classe ;

Inspecteur adjoint de 3^e classe du 8 mai 1951, avec ancienneté
 du 8 mai 1950 (bonification pour services militaires : 11 mois
 13 jours) : M. Couprie Bertrand ;

Inspecteur adjoint de 3^e classe du 27 juin 1951, avec ancienneté
 du 27 juin 1950 (bonification pour services militaires : 11 mois
 26 jours) : M. Roure Guy ;

Inspecteur adjoint de 3^e classe du 29 juin 1952, avec ancienneté
 du 29 juin 1951 : M. Henry Lucien,
 inspecteurs adjoints stagiaires ;

Contrôleurs principaux de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Biaggi Horace ;
 Du 1^{er} avril 1952 : M. Patti Dominique,
 contrôleurs principaux, 4^e échelon ;

Contrôleur, 5^e échelon du 1^{er} mai 1952 : M. Boccato Marcel, contrôleur, 4^e échelon ;

Agents principaux de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} mars 1952 : MM. Espinosa Louis et Morel Francis ;

Du 1^{er} mai 1952 : M. Le Marer Jean-Marie ;

Du 1^{er} juin 1952 : M. Piétri Ange ;

Du 1^{er} juillet 1952 : M. Mengual André, agents de constatation et d'assiette, 5^e échelon ;

Agents de constatation et d'assiette, 5^e échelon :

Du 1^{er} mai 1952 : MM. Ortéga Vincent et Julia André ;

Du 1^{er} juillet 1952 : M. Blavignac Robert, agents de constatation et d'assiette, 4^e échelon ;

Agents de constatation et d'assiette, 4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Castelli Marcel ;

Du 1^{er} avril 1952 : M^{me} Vaultont Jeanné ;

Du 1^{er} mai 1952 : M. Alcher Lucien ;

Du 1^{er} juin 1952 : M^{me} Rouach Violette et M. Astoul Pierre ;

Du 1^{er} juillet 1952 : M. Chaplain Guy, agents de constatation et d'assiette, 3^e échelon ;

Agents de constatation et d'assiette, 3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Korchi Abdelkadèr, Mohamed ben Mohamed bel Larbi bel Cadi et Magnin Yves ;

Du 1^{er} mai 1952 : M^{lle} Santoni Victorine, agents de constatation et d'assiette, 2^e échelon ;

Commis principal d'interprétariat de classe exceptionnelle (indice 240) du 1^{er} janvier 1952 : M. Bennouna Mustapha, commis principal d'interprétariat de classe exceptionnelle (après 3 ans) ;

Dactylographe, 8^e échelon du 1^{er} février 1952 : M^{lle} Vidal Juliette, dactylographe, 7^e échelon ;

Chef de section de 2^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Frej Abderazzak, chef de section de 3^e classe ;

Chef de section de 3^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Mouline Ahmed, chef de section de 4^e classe ;

Chefs de section de 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : MM. Mohamed ben Rahmani et Hajji Abdelmejid ;

Du 1^{er} février 1952 : M. Hicham ben Abdesselem ;

Du 1^{er} mai 1952 : M. Gharbi Abdallah,

Du 1^{er} juillet 1952 : M. Mohamed ben Khechèn, fqih de 1^{re} classe ;

Fqih principal de 2^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Mohamed Bennani R'Bati, fqih de 1^{re} classe ;

Fqih de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1952 : M. Amghar Mohammed, fqih de 2^e classe ;

Fqih de 3^e classe du 1^{er} mars 1952 : M. Boubakeur ben Sliman, fqih de 4^e classe ;

Fqih de 6^e classe du 1^{er} avril 1952 : M. Mohamed ben el Mehdi el Fassy, fqih de 7^e classe ;

Chaouch de 4^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Hamou ben Larbi, chaouch de 5^e classe ;

Cavalier de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Abdesslem ben Larbi, cavalier de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 12, 17, 19, 20, 24 et 27 juin 1952.)

Sont promus :

Receveur-percepteur du 1^{er} juillet 1952 : M. Louis Adrien, percepteur hors classe ;

Chaouchs de 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Cherradi M'Hamed ben Aïssa ;

Du 1^{er} mars 1952 : M. Ouahab Ali, chaouchs de 5^e classe ;

Du 1^{er} février 1952 :

Chaouch de 5^e classe : M. Mahfoud Abdeslem, chaouch de 6^e classe ;

Chaouch de 2^e classe : M. Tabet Mohamed, chaouch de 3^e classe. (Arrêtés directoriaux des 20 mai et 12 juin 1952.)

Est titularisé et reclassé *commis de 3^e classe* du 16 septembre 1951, avec ancienneté du 10 octobre 1949 (bonifications pour services civils et militaires : 1 an 11 mois 6 jours) : M. Lepezel Claude, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 27 mai 1952.)

Est nommé dans l'administration des douanes et impôts indirects : *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1946, *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} mars 1949 et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} juillet 1951 : M. Carle Albert, agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon. (Arrêtés directoriaux des 29 octobre et 13 novembre 1951 rapportant l'arrêté du 28 avril 1951.)

Est réintégré dans son administration d'origine et rayé des cadres de la direction des finances du 1^{er} juin 1952 : M. Labourier Georges, inspecteur des douanes métropolitaines. (Arrêté directorial du 12 mai 1952 rapportant l'arrêté du 1^{er} mai 1952.)

*
* *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est nommée *commis chef de groupe de 2^e classe* du 1^{er} février 1952 : M^{me} Escoda Jeanne, commis principal de classe exceptionnelle (3^e échelon). (Arrêté directorial du 10 mai 1952.)

*
* *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Sont promus *secrétaires de conservation de classe exceptionnelle* du 1^{er} juillet 1952 : MM. Dransart Philippe et Olivier Abel, secrétaires de conservation hors classe (2^e échelon). (Arrêtés directoriaux du 26 mai 1952.)

Sont promus du 1^{er} juillet 1952 :

Ingénieurs principaux des services agricoles, 4^e échelon : MM. Cadiot Jean, Delclouse Roger et Maulini Jacques, ingénieurs principaux, 3^e échelon ;

Adjoint technique principal du génie rural de 4^e classe : M. Philippe Roger, adjoint technique de 1^{re} classe ;

Commis chef de groupe hors classe : M. Reynaud Simon, commis chef de groupe de 1^{re} classe ;

Dactylographe, 8^e échelon : M^{me} Espenant Léonie, dactylographe, 7^e échelon ;

Moniteur agricole de 6^e classe : M. Jean Bernard, moniteur agricole de 7^e classe ;

Moniteurs agricoles de 7^e classe : MM. André Jean-Pierre et Borra Jean-Claude, moniteurs agricoles de 8^e classe. (Arrêtés directoriaux du 18 avril 1952.)

Sont titularisés et nommés :

Contrôleur de la défense des végétaux de 8^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Montfort Henri, contrôleur de la défense des végétaux stagiaire ;

Commis de 3^e classe :

Du 1^{er} juillet 1952 : MM. El Kaïm Naphtaly et Slaoui Driss ;

Du 16 août 1952 : M^{lle} Ricci Monique ;

Du 20 août 1952 : M. Sebbag Salomon, commis stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 18 avril 1952.)

Est nommé, après concours, *ingénieur adjoint stagiaire des travaux ruraux au service de la mise en valeur et du génie rural* du 25 avril 1952 : M. Lavergne Éloi. (Arrêté directorial du 2 mai 1952.)

Sont reclassés, par application de l'arrêté viziriel du 3 juillet 1951, *moniteurs agricoles de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1951 :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1950 : M. Gendemain Émile ;

Avec ancienneté du 9 octobre 1950 : M. Ollivier Jacques ;

Sans ancienneté : MM. Philippon Alain, Vullin Guy et Lefriand Ernest.

(Arrêtés directoriaux du 16 juin 1952.)

*
* *
*

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Est maintenue en service détaché auprès de la direction de l'instruction publique en Tunisie pour une période de cinq ans du 1^{er} janvier 1952 : M^{lle} Sugier Clémence, professeur licencié (cadre unique, 6^e échelon). (Arrêté résidentiel du 19 mai 1952.)

Sont nommés :

Du 1^{er} octobre 1952 :

Censeur agrégé (cadre unique, 8^e échelon), avec 11 mois d'ancienneté : M. Eymard Julien ;

Censeur licencié de 6^e catégorie (cadre unique, 6^e échelon), avec 4 mois d'ancienneté : M. Guironnet Max ;

Censeur licencié de 7^e catégorie (cadre unique, 9^e échelon), avec 7 ans 6 mois d'ancienneté : M. Morinière Fernand ;

Chargé d'enseignement (cadre unique, 2^e échelon), avec 1 an 9 mois 2 jours d'ancienneté : M^{me} Counillon Ginette ;

Répétiteur surveillant de 2^e classe (cadre unique, 2^e ordre), avec 11 mois 2 jours d'ancienneté : M. Bensimon Léon ;

Institutrice de 5^e classe du 1^{er} octobre 1949, avec 1 an 9 mois d'ancienneté, et promu à la 4^e classe du 1^{er} juillet 1951 : M^{me} Aguila Anne-Marie ;

Institutrice de 4^e classe du 4 janvier 1952, avec 7 mois 27 jours d'ancienneté : M^{lle} Tourtet Jacqueline ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1951 : M^{lle} Lapassade Renée ;

Institutrice stagiaire du 1^{er} octobre 1952 : M^{lle} Thiculin Marie-Louise ;

Institutrice stagiaire du cadre particulier du 1^{er} octobre 1952 : M^{me} Soulié Annette ;

Commis stagiaire du 1^{er} août 1942, *commis de 3^e classe* du 1^{er} août 1943, reclassé *commis de 2^e classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1943, et promu à la 1^{re} classe du 1^{er} avril 1946 : M. Amellem Élie ;

Dames employées de 7^e classe du 1^{er} mai 1952 :

Avec 1 an 11 mois d'ancienneté : M^{lle} Wéry-Protat Françoise ;

Avec 1 an 4 mois 19 jours d'ancienneté : M^{lle} Schmitt Geneviève ;

Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{lle} Garcès Claudette ;

Avec 2 ans 9 jours d'ancienneté : M^{me} Bonnet Annik ;

Chef préparatrice hors catégorie, 8^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté d'échelon du 1^{er} mai 1951 : M^{lle} Bougeat Jeanne ;

Moniteur technique de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1950 : M. Domench Joseph ;

Chaouch de 8^e classe du 1^{er} janvier 1952 : M. Mohamed ben Lahcen.

(Arrêtés directoriaux des 25 avril, 29 mai, 5, 11, 16, 18, 20, 23, 25 et 27 juin 1952.)

Sont promus :

Professeur d'éducation physique et sportive, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1951 : M^{me} Richard Jeanne ;

Inspecteur primaire délégué de 3^e classe du 1^{er} août 1952 : M. Lobstein Philippe ;

Rédacteur des services extérieurs de 4^e classe du 1^{er} janvier 1952 : M. Fonteraille Daniel ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} février 1952 : M. Couec Guy ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} mai 1952 : M. Gomila André ;

Agent public de 4^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} septembre 1949 : M^{me} Pascal Pauline ;

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1950 : M^{me} Mailhou Hélène ;

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} mars 1951 : M^{lle} Ménager Madeleine ;

Agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Delsipée Marcel ;

Du 1^{er} mars 1952 : M^{me} Moiscello Yvonne ;

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} mars 1952 : M. Alberto Eugène ;

Agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} avril 1952 : M. Medjoubi Mohamed ;

Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1949, et 5^e échelon du 1^{er} juin 1952 : M. Ordas Joseph ;

Agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} juillet 1952 : M. Domench Joseph ;

Agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} juillet 1952 : M. Moussa Meziane Mohamed ;

Agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1952 : M^{me} Teulière Marie ;

Archiviste de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1952 : M^{me} Reynaud Marie-Agnès ;

Dactylographe, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1950 et 6^e échelon du 1^{er} octobre 1951 : M^{me} Horn Roberte ;

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} octobre 1949 : M. Machhour Mohamed ;

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} janvier 1949 et de 4^e classe du 1^{er} janvier 1952 : MM. Mohammed ben Abdelkadèr Tandjaoui et Brahim ben Lahsen ben Majboub ;

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} mars 1949 et de 4^e classe du 1^{er} mai 1952 : M. Oudghiri Mohamed Larbi ;

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} septembre 1952 : M. Salah ben Mohammed ben M'Hamed.

(Arrêtés directoriaux des 27 et 29 mai, 5 et 27 juin 1952.)

Sont réintégrés et rangés :

Professeur licencié (cadre unique, 3^e échelon) du 1^{er} octobre 1952, avec 11 mois d'ancienneté : M^{me} Mazaleyrat Yvonne ;

Agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} octobre 1952, avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{me} Ruiz Isabelle.

(Arrêtés directoriaux des 27 et 30 juin 1952.)

Sont remis, sur leur demande, à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1952 : MM. Rousset Jean et Montel Camille, M^{me} Jouglard Victorine, instituteurs et institutrice hors classe. (Arrêtés directoriaux des 18 et 19 juin 1952.)

Il est mis fin, à compter du 24 mai 1952, au stage de M. Mohamed ou Ali, instituteur stagiaire. (Arrêté directorial du 20 juin 1952.)

Est considéré comme démissionnaire et rayé des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} juillet 1952 : M. Benzéch André, agent technique de 3^e classe du service de la jeunesse et des sports, en disponibilité. (Arrêté directorial du 16 juillet 1952.)

Sont promus, au service de la jeunesse et des sports :

Inspectrice de 5^e classe du 1^{er} juillet 1952 : M^{lle} Chollat-Namy Jeanne, inspectrice de 6^e classe ;

Du 1^{er} août 1952 :

Adjoint d'inspection de 1^{re} classe : M. Tixier Paul, adjoint d'inspection de 2^e classe ;

Adjoint d'inspection de 2^e classe : M. Carporzen Yvan, adjoint d'inspection de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 23 juin 1952.)

Honorariat.

Le titre d'*inspecteur principal honoraire de l'agriculture* est conféré à M. Gay Maurice, inspecteur principal de l'agriculture de 1^{re} classe en retraite. (Arrêté résidentiel du 11 juillet 1952.)

Admission à la retraite.

M. de Trémaudan Louis, sous-directeur de 2^e classe du cadre des administrations centrales, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juin 1952. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 21 juin 1952.)

M. Dortignac Jean, contrôleur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) des douanes, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mars 1951. (Arrêté directorial du 5 mai 1952.)

M. Bartier Paul, contrôleur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) des douanes, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1951. (Arrêté directorial du 28 avril 1952.)

M. Stretta Jean-Baptiste, contrôleur principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) des douanes, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juin 1952. (Arrêté directorial du 5 mai 1952.)

M. Mostefaould Ali, chaouch de 2^e classe, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à l'allocation spéciale et rayé des cadres de la direction des travaux publics du 1^{er} août 1952. (Arrêté directorial du 4 juin 1952.)

M. Coubes André, agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction des travaux publics du 1^{er} juillet 1952. (Arrêté directorial du 24 mai 1952.)

Remise de débet.

Par arrêté viziriel du 9 juillet 1952 il est fait remise gracieuse à M. Laroche Paul, percepteur hors classe, d'une somme de sept cent vingt-trois mille neuf cent seize francs (723.916 fr.).

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour l'emploi de stagiaire du Trésor.

Un concours spécial pour le recrutement de six stagiaires du Trésor aura lieu à Rabat, le 14 novembre 1952.

Ce concours est ouvert aux candidats des services du Trésor remplissant les conditions fixées par l'article premier de l'arrêté du trésorier général du 26 mai 1952.

Les inscriptions seront reçues à la trésorerie générale jusqu'au 31 octobre inclus.

Avis de concours pour l'emploi d'agent de recouvrement du Trésor (concours interne).

Un concours pour le recrutement au minimum de neuf agents de recouvrement aura lieu à Rabat, le 4 novembre 1952.

Quatre emplois sont réservés aux candidats masculins et cinq aux candidats féminins.

Les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 disposent de trois emplois.

Le nombre d'emplois réservés aux sujets marocains est fixé à deux.

Ce concours est uniquement réservé aux agents du Trésor.

Les conditions que doivent remplir les candidats sont fixées par l'arrêté du trésorier général du 15 juillet 1952 portant ouverture du concours.

Les inscriptions seront reçues par la trésorerie générale jusqu'au 3 octobre 1952 inclus.

Avis de concours pour l'emploi d'agent de recouvrement du Trésor (concours externe).

Un concours pour le recrutement au minimum de neuf agents de recouvrement aura lieu à Rabat, le 4 novembre 1952.

Six emplois sont réservés aux candidats masculins et trois aux candidats féminins.

Les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 disposent de trois emplois.

Le nombre d'emplois réservés aux sujets marocains est fixé à un.

Les conditions que doivent remplir les candidats sont fixées par l'arrêté du trésorier général du 15 juillet 1952 portant ouverture du concours.

Les inscriptions seront reçues par la trésorerie générale jusqu'au 3 octobre 1952 inclus.

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 25 JUILLET 1952. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Casablanca-centre, rôle spécial n° 10 de 1952 et rôle n° 29 de 1949.

Patentes : Azemmour-banlieue, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 3^e) ; Casablanca-centre, 19^e émission de 1951 ; circonscription de Ouaouizarthe, 4^e émission de 1951 ; Casablanca-nord, 7^e émission de 1951 ; circonscription de Boucheron-banlieue, 3^e émission de 1950 et 1951 ; Casablanca-banlieue, 2^e émission de 1952 ; Casablanca-sud, 3^e émission de 1951 ; centre de Boulhaut, émission primitive de 1952 (art. 1001 à 1312) ; Fedala, 9^e émission de 1951 ; Fès-médina, 3^e émission de 1951 ; circonscription de Khenifra, 2^e émission de 1951 ; centre de Tabannaoute, 3^e émission de 1951 ; centre d'Asni, émission primitive de 1952 (art. 501 à 512) ; Meknès,

ville nouvelle, 14^e émission de 1951; centre de Bouanane, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 14); centre de Gourrama, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 53); centre de Boudeuib, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 78); centre d'Alouf, émission primitive (art. 1^{er} à 36); circonscription de Moulay-Bouazza, 3^e émission de 1950; centre de Moulay-Bouazza, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 115); Sidi-Bennour-banlieue, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 34); centre de Sidi-Bennour, émission primitive de 1952 (art. 501 à 608); centre d'Aïn-Taoujdate, émission primitive de 1952.

Taxe d'habitation : Casablanca-nord, 7^e émission de 1951; Casablanca-ouest, 3^e émission de 1951; Fès-médina, 3^e émission de 1951.

Taxe urbaine : Casablanca-sud, 52^e émission de 1951 et 1952; centre d'Aïn-Taoujdate, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 66); centre d'Oued-Zem, 3^e émission de 1951.

LE 30 JUILLET 1952. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Casablanca-nord, rôles n°s 15 de 1950 et 1 de 1952; Casablanca-Mâarif, rôle n° 9 de 1951; Casablanca-sud, rôle n° 10 de 1951; Mazagan, rôles n°s 3 de 1949 et 1 de 1952; Meknès-médina, rôle n° 17 de 1951; Ouezzane, rôles n°s 5 de 1950 et 4 de 1951; Oujda-nord, Rabat-nord, rôles n° 1 de 1952; Petitjean, rôle n° 5 de 1951; Port-Lyautey, rôle n° 10 de 1950; Safi, rôle n° 4 de 1950; centre et circonscription de Jerada, contrôle civil de Jerada, contrôle civil de Touissit et contrôle civil d'Oujda, rôles n° 2 de 1952.

Patentes : Agadir-banlieue, 5^e émission de 1950 et 2^e émission de 1952; Casablanca-centre, 20^e émission de 1951; centre de Beni-Mellal, 4^e émission de 1951; contrôle civil de Taforalt, émission primitive de 1952; centre de Taforalt, contrôle civil de Martimprey, centre de Rich, centre d'Itzèr, annexe d'Assoul, cercle de Rich et annexe de Tinejdad, émissions primitives de 1952; circonscription de Boulhaut-banlieue, 2^e émission de 1951; Fès-ville nouvelle, 9^e émission de 1949 et 8^e émission de 1950; Meknès-médina, 4^e émission de 1951; cercle de Taroudannt, 3^e émission de 1951.

Taxe d'habitation : Fès-ville nouvelle, 8^e émission de 1950.

Complément de la taxe de compensation familiale : cercle de Fès-banlieue, rôles n° 1 de 1951 et 1952; Sefrou, rôles n° 1 de 1951 et 1952.

Taxe de compensation familiale : centre de Beni-Mellal, 3^e émission de 1951; Casablanca-Mâarif (secteur 7); Casablanca-nord (secteurs 1 et 4); Fedala-banlieue, centre de Taourirt, Mazagan-banlieue, centre de Fkih-Bensalah, centre et annexe de Dar-ould-Zidouh, Oujda-nord, Oujda-sud (secteurs 1 et 2), émissions primitives de 1952.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-centre, 8^e émission de 1949; Oasis I, 1^{re} émission de 1949; Casablanca-nord, rôles n°s 13 de 1948, 16 et 15 de 1949 et 15 de 1950; Oasis II, rôle n° 1 de 1951; Meknès-ville nouvelle, rôle n° 10 de 1949; circonscriptions d'Oujda et Petitjean, rôles n°s 3 de 1949; circonscription de Port-Lyautey-banlieue, rôle n° 2 de 1949; Safi, rôle n° 5 de 1950.

LE 10 AOÛT 1952. — *Patentes* : centre de Beauséjour, émission primitive de 1952 (art. 1001 à 1140); Fès-médina, secteur 3/3, émission primitive de 1952 (art. 37.001 à 39.235); El-Hajeb, émission primitive de 1952 (art. 2001 à 2291).

Taxe d'habitation : centre de Beauséjour, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 681); Fès-médina (secteur 3/3), émission primitive de 1952 (art. 35.001 à 35.763).

Taxe urbaine : centre de Beauséjour, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 359); Fès-médina (secteur 3/3), émission primitive de 1952 (art. 40.001 à 43.058); El-Hajeb, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 767).

LE 20 AOÛT 1952. — *Patentes* : Casablanca-sud (secteur 10/7), émission primitive de 1952 (art. 135.001 à 136.278); Khenifra, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 1031).

Taxe d'habitation : Casablanca-sud, émission primitive de 1952 (art. 130.001 à 133.985) (secteur 10/7).

Taxe urbaine : Casablanca-sud (secteur 10/7), émission primitive de 1952 (art. 130.001 à 132.085); Khenifra, émission primitive de 1952 (art. 1^{er} à 1787).

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Renouvellement de l'accord franco-Indonésien.

L'accord commercial franco-indonésien du 31 janvier 1951 vient d'être renouvelé en date du 26 avril 1952 pour la période du 1^{er} mai 1952 au 30 avril 1953.

Exportations de la zone franc vers l'Indonésie.

Parmi les produits repris à la liste A de l'accord, les produits ci-après semblent plus particulièrement intéresser le Maroc :

PRODUITS	CONTINGENTS pour l'ensemble de la zone franc en tonnes ou en francs
Vins, spiritueux, champagnes, cognacs, rhums, liqueurs	100.000.000
Conserves de viandes et de poissons (sardines et autres)	Selon besoin.
Poissons séchés et salés	id.
Huiles d'olive (pharmaceutique et alimentaire)	id.
Clous de girofle et autres épices, notamment en provenance de Madagascar et de la Réunion	1.000.000.000
Phosphates naturels et moulus	50.000.000
Superphosphates, y compris superphosphates double et triple	Selon besoin.
Engrais phosphatés divers et sulfate d'ammoniac	4.000 T. 85.000.000
Verreterie de ménage et gobeletterie	15.000.000
Produits divers, y compris meules, briques calorifugées, produits amiante-ciment, carreaux céramique, céramique sanitaire, craie pulvérisée, ocre et plaques de plâtre, etc.	40.000.000
Graphites	10.000.000
Produits chimiques à usage pharmaceutique	100.000.000
Spécialités pharmaceutiques, vaccins et sérum	250.000.000
Extraits tannants, notamment de chênes et de châtaigniers	Selon besoin.
Huiles essentielles	50.000.000
Produits chimiques divers	150.000.000
Placages et contreplaqués	10.000.000
Bonneterie, vêtements de dessous pour hommes, femmes et enfants, tricotés en tissus à maille	10.000.000
Fils de laine peignée et cardée	Selon besoin.
Tissus de laine de toutes catégories, notamment tissus légers	150.000.000
Fils de laine préparés pour la vente au détail	5.000.000
Appareils, objectifs et accessoires pour la photographie et la cinématographie	50.000.000
Articles de ménage émaillés, en aluminium, outillage ménager	Selon besoin.
Contingent général. — Ce contingent s'applique :	
1° A tous les produits utiles pour l'Indonésie, y compris les biens d'équipement qui ne sont pas nommément repris dans la présente liste ;	
2° Aux produits et marchandises énumérés dans la présente liste avec les mentions « suivant besoins »	3.000.000.000

PRODUITS	CONTINGENTS pour l'ensemble de la zone franc en tonnes ou en francs
Marchandises et produits divers, y compris bière, figues sèches, dattes, conserves de fruits et légumes secs, chocolat et confiserie, peaux tannées diverses, maroquinerie et ouvrages en cuir, tapis et tentures, graines de lin médicinales, herboristerie, bijouterie fantaisie, films impressionnés	1.000.000.000
Riz	P.M.

Importations au Maroc de produits indonésiens.

Les contingents suivants ont été attribués au Maroc, par imputation sur la liste B de l'accord :

PRODUITS	CONTINGENTS en tonnes ou en francs	SERVICES responsables
Coprah	a)	C.M.M./Indus.
Noix muscade	3.500.000 fr.	C.M.M./Alim.
Produits de cacao	P.M.	id.
Tabac	40.000.000 fr.	C.M.M./A.G.
Caoutchouc	a)	D.P.I.M.
Étain	100 T.	id.
Épices, y compris poivre	a)	C.M.M./Alim.
Divers	33.000.000 fr.	C.M.M./A.G.

a) L'importation de ce produit doit être imputée sur les crédits alloués au Maroc au titre du contingent global ouvert sur tous les pays de l'U.E.P.

Avis de l'Office marocain des changes relatif aux modalités de règlement des produits pétroliers livrés aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc.

Le présent avis a pour objet de fixer les modalités de règlement des livraisons de produits pétroliers (carburants et lubrifiants) effectuées aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc.

Ces modalités sont déterminées par la nature du stock sur lequel les produits pétroliers livrés ont été prélevés.

I. — Produits pétroliers prélevés sur stocks « en consignation ».

Les livraisons de carburants et de lubrifiants prélevés sur des stocks importés en consignation sont facturées directement par le fournisseur étranger — propriétaire des stocks — à l'armement des navires avitaillés.

La société marocaine qui livre les produits pétroliers doit, par contre, encaisser les montants correspondant aux frais de passage (différence entre le prix de vente et le prix C.I.F. des produits livrés) dus par les armements étrangers à l'occasion de ces avitailllements.

Le règlement de ces frais doit être effectué par les armements étrangers :

a) Soit en livres sterling, en dollars U.S., en dollars canadiens ou par le débit d'un compte francs libres ;

b) Soit dans le cadre de l'accord de paiement qui lie la zone franc au pays où est situé le siège social de l'armement du navire avitaillé ;

c) Soit par le débit du compte d'escale du navire avitaillé.

II. — Produits pétroliers prélevés sur stocks « ex-importations » ou « ex-raffineries françaises ».

Le règlement des carburants et lubrifiants livrés aux navires étrangers par prélèvement sur des stocks dédouanés en zone française du Maroc (stocks « ex-importations ») ou sur des stocks provenant de raffineries françaises, doit être effectué :

A. — A concurrence du prix C.I.F. : en livres sterling, en dollars U.S., en dollars canadiens ou par le débit d'un compte francs libres.

Toutefois, par exception à cette règle, le règlement peut intervenir dans le cadre de l'accord de paiement qui lie la zone franc au pays où est situé le siège social de l'armement lorsque ce pays accorde les mêmes facilités pour le paiement des carburants et lubrifiants livrés par lui aux navires français et chérifiens ;

B. — En ce qui concerne les frais de passage (différence entre le prix de vente et le prix C.I.F.) :

a) Soit en livres sterling, en dollars U.S., en dollars canadiens ou par le débit d'un compte francs libres ;

b) Soit dans le cadre de l'accord qui lie la zone franc au pays où est situé le siège social de l'armement du navire avitaillé ;

c) Soit par le débit du compte d'escale du navire avitaillé.

Le présent avis abroge tous les textes contraires qui ont été diffusés par l'Office marocain des changes et notamment les dispositions contenues dans la lettre-circulaire 8005/O.M.C. du 16 juin 1948.

Avis de l'Office marocain des changes relatif aux modalités de règlement des charbons de soute livrés aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc.

Le présent avis a pour objet de fixer les modalités de règlement des livraisons de charbons de soute effectuées aux navires étrangers dans les ports de la zone française du Maroc.

Ces modalités sont déterminées par la nature du stock sur lequel les charbons de soute ont été prélevés.

I. — Charbons de soute prélevés sur stocks « en consignation ».

Les livraisons de charbons de soute prélevées sur des stocks importés en consignation sont facturées directement par le fournisseur étranger propriétaire des stocks à l'armement des navires avitaillés.

La société marocaine qui livre les charbons doit, par contre, encaisser les montants correspondant aux frais de passage (différence entre le prix de vente et le prix C.I.F. des charbons livrés) dus par les armements étrangers à l'occasion de ces avitailllements.

Le règlement de ces frais doit être effectué par les armements étrangers :

a) Soit en livres sterling, en dollars U.S., en dollars canadiens ou par le débit d'un compte francs libres ;

b) Soit dans le cadre de l'accord de paiement qui lie la zone franc au pays où est situé le siège social de l'armement du navire avitaillé ;

c) Soit par le débit du compte d'escale du navire avitaillé.

II. — Charbons de soute prélevés sur stocks « ex-importations ».

Le règlement des charbons de soute livrés aux navires étrangers par prélèvement sur des stocks dédouanés en zone française du Maroc (stocks ex-importations) doit être effectué :

a) Soit en livres sterling, en dollars U.S., en dollars canadiens ou par le débit d'un compte francs libres ;

b) Soit dans le cadre de l'accord de paiement qui lie la zone franc au pays où est situé le siège social de l'armement du navire avitaillé ;

c) Soit par le débit du compte d'escale du navire avitaillé.

Le présent avis abroge tous textes contraires qui ont été diffusés par l'Office marocain des changes et notamment les dispositions contenues dans la lettre-circulaire n° 8005/O.M.C. du 16 juin 1948.